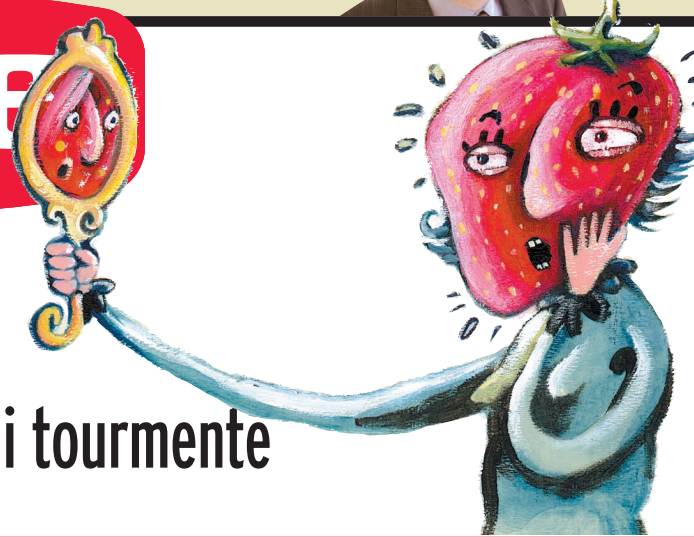




Baseball, Pages S6 et S7

Bons baisers de Russie
Cahier Lectures, page B1

Une inconnue qui tourmente
Cahier Santé, page C1



MONTRÉAL | DIMANCHE 22 AVRIL 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 179 > 56 PAGES > 4 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

LES AFFRONTEMENTS!

LA MARCHÉ DES PEUPLES!



Un policier lance du gaz lacrymogène aux manifestants qui tentent de renverser la ceinture de sécurité. PHOTO REUTERS



Le jeune militant antimondialiste, Mathieu Tremblay, de Montréal, surveille attentivement l'hélicoptère militaire qui survole la foule avant le départ de la Marche des peuples. PHOTO AP

Tous pour la démocratie

La fameuse clause plus contraignante

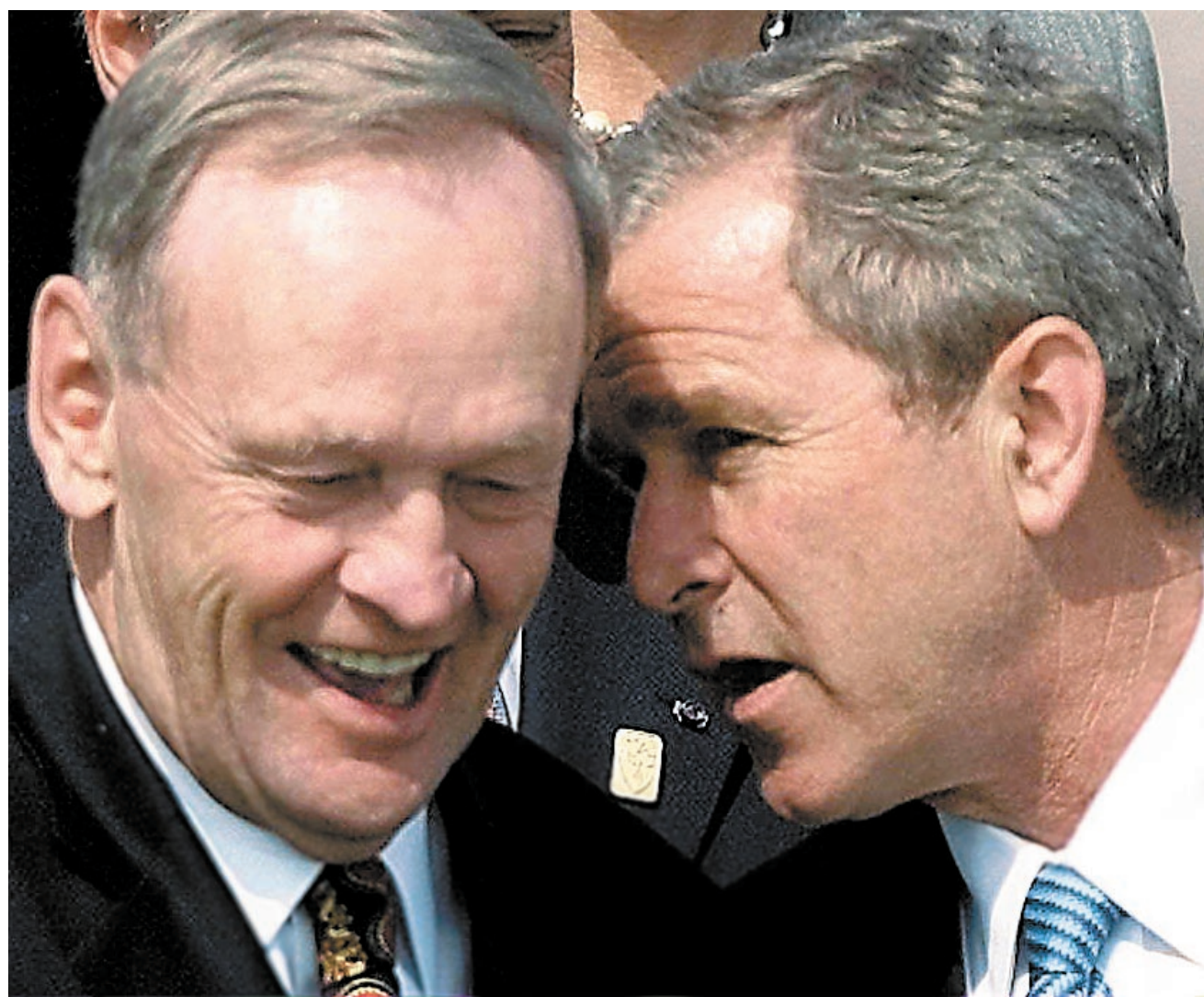
VINCENT MARISSAL et GILLES TOUPIN

QUÉBEC – Jean Chrétien a qualifié hier de « grands succès » le Sommet des Amériques qui a unanimement décidé de soumettre les pays membres de la future ZLEA à une clause démocratique contraignante.

Les chefs politiques des 34 pays se sont entendus sur la fameuse clause démocratique, a fièrement annoncé M. Chrétien quelques minutes après une longue rencontre de travail avec ses homologues.

« Pour faire partie du processus du Sommet des Amériques, un pays doit être dirigé par un gouvernement démocratique, c'est une condition essentielle », a lancé M. Chrétien qui parlait à titre de président du Sommet.

Malgré les affrontements dans les rues et les effluves de gaz lacrymogènes qui flottent sur Québec depuis deux jours, le premier ministre ne croit pas que le monde et ses visiteurs retiendront d'abord les images des manifestations. Le travail des policiers, dit-il, a permis le déroulement productif de la réunion des 34 pays de l'hémisphère occidental.



Le président américain George W. Bush arrache un sourire au premier ministre Chrétien lors de la prise de photo officielle des participants au Sommet des Amériques. PHOTO AFP

La rue vole encore la vedette

Les affrontements reprennent; 30 000 personnes manifestent dans l'ordre

KATIA GAGNON, MARIE-CLAUDE LORTIE, MARTIN PELCHAT et PAUL ROY

QUÉBEC – Pour une deuxième journée de suite, les manifestants ont volé la vedette aux chefs d'État et de gouvernement réunis au Sommet des Amériques.

De nombreux affrontements entre protestataires et policiers ont une fois de plus noyé la ville dans les gaz lacrymogènes, mais dans la basse ville, quelque 30 000 personnes, formant une manifestation presque sans précédent dans l'histoire de Québec, ont défilé tout à fait pacifiquement contre la ZLEA.

Les affrontements entre manifestants et policiers auront fait, en deux jours, plusieurs blessés: 34 policiers et 57 manifestants. Au total, quelque 170 arrestations ont été effectuées et le Centre des congrès a de nouveau dû être bouclé en après-midi parce que quelques manifestants avaient réussi à pénétrer dans le périmètre.

Dès le début de la journée, des milliers de manifestants convergeaient de partout pour se rassembler en deux endroits: sur les plaines d'Abraham et dans le Vieux-Port de Québec. La première marche, à laquelle participaient environ 5000 ou 6000 personnes, a rapidement été détournée par les activistes qui se sont rendus dans le secteur du Grand Théâtre, où ils ont une fois de plus tenté d'abattre la palissade, sans succès. Le jeu du chat et de la souris avec les policiers, qui répliquaient aux attaques à grand renfort de gaz lacrymogènes, a duré plusieurs heures. Les policiers ont finalement pris les grands moyens — balles de caoutchouc et canons à eau — pour évacuer le secteur.

> Autres textes et photos, pages A3 à A8

> Les recommandations de la société civile, page A8

> Les Américains à Québec, page A11

Voir DÉMOCRATIE en A2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

| | | |
|------------------------|----------------------|---------|
| Arts et spectacles | La presse d'ailleurs | A13 |
| - télévision | Loteries | A2, A10 |
| À votre tour | Monde | A11-A13 |
| Bandes dessinées | Mots croisés | B10, C5 |
| Bridge | Mot mystère | C9 |
| Consommation | Petites annonces | C6 |
| Décès | - immobilier | C6, C7 |
| Éditorial | - marchandises | C7 |
| Êtes-vous observateur? | - emplois | C7 |
| Feuilleton | - automobile | C7, C8 |
| Génies en herbe | - affaires | C8 |
| Horoscope | Sciences | B12 |
| | Têtes d'affiche | B11 |

MÉTÉO Voir S16
Ciel variable
Maximum 17 > minimum 5



On n'est pas des touristes!

QUÉBEC — Québec est une des plus belles villes d'Amérique, mais c'est comme si les organisateurs de la Marche des peuples s'étaient dit: on n'est pas ici pour faire du tourisme, on va montrer aux milliers de marcheurs ce que la ville a de plus laid. Ils ont complètement réussi.

On se serait cru à Guelph ou à Flin-Flon. On est parti du marché du Vieux-Port en fanfare, on a traversé le populaire quartier Saint-Roch dans la bonne humeur, mais là, au bout de la rue de la Couronne, à mi-parcours à peu près, on est entré dans une espèce de terrain vague, en fait une enfilade de champs contaminés par d'anciennes usines, et le cortège s'est progressivement éteint comme contaminé lui-même par l'extrême laideur du décor. Tout cela pour fi-



PIERRE FOGLIA
AU SOMMET

nalement déboucher nulle part, dans un parking grand comme la Belgique. Cette procession des « peuples » qui débouchent nulle part, il y avait là un symbole embarrassant. Et injuste. Injuste parce que le Sommet des peuples des Amériques méritait une meilleure conclusion.

Pendant trois jours — cinq en comptant les journées d'éducation populaire — les 2300 délégués offi-

ciels des 35 pays américains (Cuba compris) ont débattu de libre-échange alternatif. À la fin, il en est sorti une déclaration malhabile, mais au-delà de cette déclaration, il s'est vraiment passé quelque chose de déterminant à ce Sommet des peuples. Je pourrais vous résumer cela en un mot: solidarité. Mais vous croiriez à un slogan, alors que c'était plutôt une nécessité. Féministes, syndicalistes, paysans, étudiants, communautaires, environnementalistes se sont agglutinés pêle-mêle autour d'une idée maîtresse: la nécessité de tendre un ressort civique et moral pour obliger les plus forts à écouter. Obliger MM. Bush, Chrétien, Fox à écouter.

Voir TOURISTES en A2

Voir RUE en A2

DEMAIN DANS LA PRESSE

Une Buick jeune!

Pour donner un coup de jeune à sa gamme et à sa clientèle dont l'âge moyen est supérieur à 60 ans, la direction de Buick s'apprête à nous proposer le RendezVous qui, tout comme son proche parent l'Aztek de Pontiac, propose un métissage unique entre une berline, une fourgonnette et un utilitaire. Au terme d'un essai de quelque 600 km sur les routes de la Californie, notre collaborateur Éric LeFrançois nous livre ses premières impressions sur cette Buick.



À lire demain dans le cahier AUTO.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifaire@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS03692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : **8-9-6** > À quatre chiffres : **8-2-8-2** | **LOTO 6/49** > **16-17-19-27-30-37** Compl. : **6** > Extra : **9-8-5-2-8-8**

SUITES DE LA UNE

DÉMOCRATIE

Suite de la page A1

« Je veux féliciter les responsables de la sécurité, qui ont fait un excellent travail, a indiqué Jean Chrétien hier après-midi au cours d'une conférence de presse. Les policiers ont montré beaucoup de discipline et ils ont très bien contenu la situation. De nombreux leaders sont venus me féliciter pour la façon dont ils (les policiers) se sont occupés de ceux qui veulent démolir ce très bon système démocratique. Nous avons reçu 34 chefs de gouvernement et nous leur avons donné tous les moyens de s'exprimer librement. »

À l'ère des sommets-catastrophes, Québec fait même office de modèle, croit M. Chrétien.

« Les casseurs n'ont pas eu plus de succès aujourd'hui (samedi) qu'ils n'en ont eu hier (vendredi), a-t-il dit. En somme, si vous comparez Seattle, Washington et Prague, il semble que l'ordre a été très bien maintenu ici. »

Paradoxalement, Jean Chrétien a fait ces commentaires pendant que dehors, à quelques dizaines de mètres, les pierres, les cocktails Molotov, les slogans et les bombes lacrymogènes fusaient de toute part.

Enfermés dans un Centre des congrès hermétiquement bouclé pour une deuxième

journée de suite, les leaders des deux Amériques ont fait des pieds et des mains pour tenter de donner la réplique aux détracteurs de la mondialisation.

« Nous savions que des gens viendraient ici pour essayer de nous stopper, a-t-il déclaré, mais regardez ce qui s'est passé en fait: nous discutons de démocratie, nous avons une clause démocratique, nous discutons d'environnement, d'éducation et de santé. »

Question de donner des dents à la clause démocratique, les partenaires de la future ZLEA demandent à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement de couper l'aide financière aux pays non démocratiques.

Le président du Mexique, Vicente Fox, a lui aussi plaidé en faveur d'une plus grande démocratisation de la ZLEA, parallèlement à l'ouverture des marchés. M. Fox propose à ses homologues de réduire les dépenses militaires et de verser les économies dans un fonds de solidarité.

Le premier ministre du Pérou, Javier Perez de Cuellar, est quant à lui revenu à la charge avec son projet de charte démocratique panaméricaine. De plus, le Canada et le Costa Rica pressent les autres pays des Amériques

de ratifier la clause anticorruption d'ici la fin de 2002.

Les vertus de la démocratie ont toutefois des limites et Jean Chrétien n'est pas prêt à aller aussi loin que ne le souhaite le Sommet des peuples, qui réclame un référendum panaméricain sur la ratification de la ZLEA. Pas question d'une telle consultation au Canada, affirme Jean Chrétien.

« Il n'y a pas eu de référendum pour l'entrée dans l'ALENA, dit-il, alors je ne vois pas pourquoi il y en aurait un pour l'entrée dans la zone des libre-échange des Amériques. »

Et malgré les récriminations des groupes de gauche, Cuba devra attendre son ticket pour entrer dans le club de la ZLEA.

« Le système qu'ils ont à l'heure actuelle n'est pas acceptable, tranche Jean Chrétien. S'il y a des changements, nous discuterons de la valeur de ces changements. J'ai moi-même demandé, à un moment donné à M. Castro s'il ne pouvait pas faire des gestes pour nous aider à l'aider, mais il n'a pas voulu, alors il est demeuré en marge par sa propre volonté. »

Acteur important de cette ronde politico-économique, le président des États-Unis George W. Bush a tenté de rassurer ses ho-

mologues en affirmant qu'il est confiant d'obtenir du congrès l'autorité pour pouvoir négocier lui-même la ZLEA d'ici la fin de l'année.

Ses collègues en ont pris bonne note, mais ils attendent des résultats concrets du nouveau président, eux qui ont été échaudés par les échecs de son prédécesseur, Bill Clinton.

Une erreur des techniciens de la maison privée de production télévisuelle du Sommet, qui ont malencontreusement laissé les micros allumés pendant une rencontre à huis clos, a permis d'entendre clairement les leaders du Sud rappeler à George W. Bush son « devoir de solidarité » avec les pays les plus pauvres des Amériques.

Les présidents du Paraguay, du Guatemala, de la République dominicaine et du Venezuela ont tour à tour fait ainsi la leçon à l'homme le plus puissant de la planète.

« M. Bush était au centre de la rencontre parce qu'il est le chef le plus récemment élu, il était entouré des autres chefs, qui lui ont posé beaucoup de questions, mais qui lui ont aussi dit qu'ils avaient déjà entendu les promesses de fast-track », résume un proche conseiller de Jean Chrétien.

RUE

Suite de la page A1

Pendant ce temps, une imposante foule se rassemblait au Vieux-Port pour la marche parrainée par le Sommet des peuples, qui devait demeurer pacifique. Le service d'ordre mis sur pied par la FTQ était d'ailleurs extrêmement présent, quelque 1000 syndiqués avaient été mobilisés pour s'assurer que la manifestation ne dégénère pas. Jusqu'à la rue de la Couronne, qui constituait un point critique puisque la foule pouvait y monter en haute ville par la côte d'Abraham, la tension était palpable. Une rencontre avec un petit groupe d'anarchistes a failli mal tourner et quelques manifestants s'en sont pris à des policiers qui venaient d'effectuer une arrestation.

À la rue de la Couronne, des activistes déguisés en meneuses de claques ont commencé à inciter la foule à monter vers les barricades. « À gauche, pas à droite », scandaient-ils. Ils ont eu un certain succès, puisque environ 1500 manifestants, très bien équipés de cellulaires, walkies-talkies, masques à gaz et casques, ont quitté la

manifestation pacifique pour aller narguer les policiers aux abords du périmètre. « Pourquoi la marche sort-elle de la ville? La marche devrait être pacifique, mais aller au mur. On ne peut pas faire abstraction de ce mur », a lancé Karina. « Seattle continue », a renchéri un autre.

En arrivant au périmètre, un petit noyau de manifestants s'est immédiatement attaqué à la clôture. La police n'a pas tardé à inonder les protestataires de gaz lacrymogènes et de jets de canon à eau, utilisant même des systèmes de ventilation sur roues pour projeter les gaz plus efficacement vers les manifestants. Ces derniers ont profité, dans certains cas, de l'aide des résidents du secteur, qui mettaient à leur disposition de l'eau pour apaiser la brûlure des gaz.

Un autre groupe de manifestants a eu plus de succès rue Saint-Jean, où, après avoir mis le feu à un parasol, ils ont réussi à abattre la clôture qui borde un cimetière à l'aide d'un madrier et ainsi, à pénétrer dans le périmètre de sécurité. Les

policiers ont cependant repoussé la dizaine d'activistes par des balles de caoutchouc. En fin de journée, les affrontements entre policiers et manifestants se poursuivaient toujours.

L'autre portion de la foule partie du Vieux-Port, soit l'immense majorité des 30 000 manifestants, s'est rendu dans l'ordre le plus parfait jusqu'au Centre de foire de Québec. Soleil et temps chaud aidant, la foule était carnavalesque, certains protestataires étaient costumés, on y jouait du tambour et du sifflet. Pour s'assurer du caractère pacifique de la manifestation et compte tenu du nombre de participants attendus, les organisateurs avaient cependant dû adopter un trajet bien peu dynamique, qui traversait un grand terrain vague et aboutissait dans un stationnement. « Je déplore qu'on soit trop loin du centre-ville. C'est très plate. Mais c'était une question de sécurité », convenait le président de la FTQ, Henri Massé, qui, comme les autres organisateurs, semblait cependant heureux du dénouement de cette grande manifestation.

TOURISTES

Suite de la page A1

Toutes les activités de ce Sommet des peuples ont tourné autour de l'idée de découvrir, de développer, surtout de vivre, à l'échelle d'un continent, une nouvelle culture d'opposition. C'est un vieux freak qui vous parle: j'étais ému. Vraiment. Il y a au moins 203 ans que la gauche ne m'avait pas ému. J'ai même essuyé une larme le soir où ces jeunes filles sont allées tendre une corde à linge à la clôture en chantant une ballade très douce où il était question de tisser l'avenir du monde avec des laines fragiles.

Mais Dieu que ces mêmes gens sont complètement nuls pour organiser des parades, des défilés, des marches. Dieu que je me suis emmerdé hier à la Marche des peuples. Quand j'ai entendu sur ma petite radio que

le party des anarchistes avait repris du côté du Grand Théâtre, j'ai failli planter là les camarades syndiqués de la CEQ, de la FTQ, de la CSN, les postiers de la STTP, les enseignants de l'Ontario, les communistes iraniens section de Hamilton (je vous jure), pour monter aux barricades et en pleurer un coup. Il me semblait que cela valait mieux que de ne pas rire du tout.

C'est comme si les organisateurs de cette marche n'avaient qu'un but: faire la manchette avec un nombre. 60 000 marcheurs! Ah ça pour y avoir du monde, il y avait du monde. J'ai vu mon coiffeur, que le diable m'emporte si je me doutais qu'il était léniniste. J'ai vu ma libraire. J'ai vu Rosalynne une amie Haïtienne qui portait une pancarte qui

disait: « Avec Aristide il y a de l'espoir ». Mais enfin Rosalynne qu'est-ce que c'est que cette pancarte?

Je l'ai l'ouvé pa'terre! Elle se foutait de moi en plus.

J'ai rencontré des travailleurs d'une scierie de Saint-Fulgence: « Pour l'instant ça va, mais comment ça va tourner cette chicane du bois d'oeuvre avec les Américains? » J'ai rencontré des gars de Canadair: « Pour l'instant ça va, mais on ne gagnera pas toujours contre les Brésiliens... »

Rue de la Couronne il y avait ces jeunes gens sur le trottoir qui scandaient: « Le profit c'est le progrès, le profit c'est le progrès. » C'était une blague mais je me suis laissé prendre. Je suis allé les interviewer: « C'est une blague qu'on vous dit! Vous ne voyez

pas qu'on est déguisés en Jeune chambre de commerce et en journalistes? »

Je l'ai pris un peu personnel, mais le pire dans ce genre de manifestation, ce sont les slogans au porte-voix, repris par le chœur des syndiqués. Surtout les slogans ceux qui riment. Celui-là justement, est celui qui m'aura finalement fait désertir la Marche des peuples:

La Zléa-nous-dé-non-çons
Nous-avons-des-so-lu-tions
La-Zléa-nous-dé-non-çons
Nous-avons-des-so-lu-tions

Allez savoir pourquoi ce slogan m'a donné une furieuse envie d'un confit de canard. Il n'y en avait plus au Café du Monde. Mais il avait le boudin aux pommes qui est très bien aussi.

Un journaliste et une photographe arrêtés

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Deux journalistes, soit un pigiste américain du *Time Magazine* et une photographe du magazine québécois *L'actualité*, ont été arrêtés par la police depuis le début du Sommet des Amériques.

Une situation qui inquiète la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), qui donnera aujourd'hui une conférence de presse. La fédération a formé un comité de surveillance sur l'exercice de la liberté de presse pour la durée du sommet.

Charles (Chip) East, qui couvrait l'événement pour le grand magazine américain, aurait été appréhendé pour avoir porté — comme plusieurs journalistes, photographes et caméraman — un masque à gaz, mais à l'intérieur du périmètre de sécurité, où peuvent se déplacer les journalistes accrédités.

« Il n'était même pas avec les manifestants », s'étonne la présidente de la FPJQ, Hélène Pichette. Son employeur à New York est d'autant plus outré que le journa-

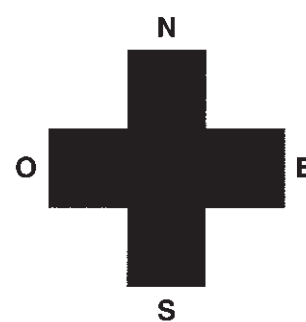
liste doit demeurer détenu jusqu'à mercredi.

La rédactrice en chef de *L'actualité*, Carole Beaulieu, s'étonne pour sa part de la détention de la photographe pigiste Louise Bilodeau, qui devait être libérée hier soir de la prison d'Orsainville.

Selon les informations recueillies par la FPJQ, M^{me} Bilodeau aurait été accusée, en vertu d'un règlement municipal, d'avoir refusé de circuler. Un journaliste témoin a rapporté à la FPJQ que la photographe avait tenté de monter sur

une clôture pour s'éloigner d'un contexte qui l'effrayait. La police lui reprocherait de ne pas avoir obtempéré à ses ordres.

« Louise Bilodeau est une journaliste solide, insiste M^{me} Beaulieu. On n'a aucune raison de penser qu'elle aurait fait quoi que ce soit qui l'aurait exposée à se faire arrêter. Ça nous apparaît exagéré et regrettable. » La police a confirmé hier soir avoir arrêté deux journalistes mais n'entend rendre public les détails de leur arrestation qu'aujourd'hui.



Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

SOMMET DES AMÉRIQUES



Des escouades armées jusqu'aux dents

De l'inédit dans le contrôle des foules au Québec

DENIS LESSARD

QUÉBEC — L'utilisation faite en fin de semaine par la police de l'arme d'impact Arwen 37 reste une première dans une manifestation au Québec.

Ces balles de caoutchouc ont déjà entraîné la mort de manifestants en Irlande et en Palestine, mais pour le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, leur utilisation avait été faite judicieusement, sans danger pour les manifestants.

On rapportait toutefois qu'un des manifestants atteints aurait eu une main fracturée par le projectile.

Selon les policiers, ce genre d'arme doit habituellement être pris en dernier recours. Normalement ces fusils ne sont pas utilisés contre une foule, mais contre des individus qui présentent une menace sérieuse pour les forces de l'ordre. « Cela a été utilisé mais dans des cas très précis sur une personne ciblée qui peut causer un danger et qu'on doit neutraliser, personne n'a tiré à travers la foule », a expliqué M. Poetie, le porte-parole de la Sûreté du Québec.

Selon des témoins des affrontements de la nuit, ces balles de caoutchouc ont été utilisées massivement dans la nuit de vendredi à samedi pour disperser les manifestants.

Dans un point de presse, hier il soulignait que moins de 100 projectiles ont été tirés. Il ne confirme pas la fracture. Selon lui il s'agit plutôt d'un manifestant qui a perdu un doigt en lançant un explosif.

Samedi, la police n'avait pas de décompte du nombre d'armes de ce type dans le périmètre.

Canons à eau
Autre première, confirmé par la police, les forces de l'ordre ont eu largement recours hier à des camions citernes dotés de canons à eau. Ces camions servent au service des incendies sur les aéroports. « Traditionnellement on n'a pas recours à ces camions-arroseurs, ce sont des locations. On a regardé ce qui se passait en Europe pour arriver à la conclusion que cela pouvait faire partie de notre stratégie policière », d'expliquer Poetie.

Les policiers pouvaient compter sur deux types de bombes à gaz. Les premières utilisées, fumigènes, servent essentiellement de coup de semonce pour convaincre les manifestants de se disperser. Par la suite, pour les irréductibles, on a recours aux gaz lacrymogènes, utilisés à grande échelle en fin de semaine. Certains États américains n'y ont jamais recours.

En coulisses, les policiers indiquaient qu'ils ont retrouvé chez les manifestants des bombes de CS, un gaz qui donne de violentes nausées, achetées aux États-Unis.

L'équipement standard des escouades antiémeute est aussi de mise. Une matraque lestée, d'environ un mètre, et une combinaison ignifuge pour faire face aux cocktails molotov — utilisés par les manifestants en fin de semaine. Les bottes sont aussi recouvertes d'un protecteur. Incluant leur visière, les policiers n'ont pas un centimètre carré d'épiderme exposé.

Ils ont des jambières, des vestes antiballe, « ils sont équipés comme des joueurs de football en dessous de leur uniforme », d'expliquer Martin Courcy, un spécialiste en gestion de crise. Cela explique leur impassibilité devant la pluie de projectiles.

Les stratégies des forces unifiées (SQ-GRC-Québec et Sainte-Foy) se sont aussi posées des questions sur la solidité des boucliers en plexiglas de l'escouade antiémeute. À Prague, les boucliers de beaucoup de policiers avaient été fracassés par des billes d'acier lancées par des frondes. Des tests effectués sur ces boucliers ont conclu que cette protection était suffisamment solide pour affronter sans trop de dommages ces billes d'acier utilisées encore en fin de semaine. Certains furent fracassés toutefois par des pierres lancées par des manifestants.

Les casques protecteurs des policiers sont dotés de walkies-talkies, une innovation depuis quelques années. La plupart ne font que recevoir, mais ceux des chefs d'opération sont bi-directionnels. Toutefois, de souligner M. Poetie, les agents doivent pouvoir continuer à communiquer entre eux avec des gestes en cas de panne du système de télécommunication.

Les agents de la GRC disposent aussi de chiens bergers — plusieurs policiers sont sortis du périmètre avec leur bêtes en laisse dans la nuit pour éloigner les manifestants du périmètre de sécurité.



Un policier fait le plein de bombes de gaz lacrymogène tandis que derrière lui, deux de ses collègues discutent non loin du périmètre de sécurité.

Photos REUTERS ©

« Je n'ai fait aucun geste de violence »

L'activiste Jaggi Singh ne comprend pas les motifs de son arrestation

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — « Je n'ai fait aucun geste de violence de ma vie et j'ai comparu par vidéo, comme si j'étais un motard ! »

De la prison d'Orsainville où il est détenu depuis deux jours, le leader activiste montréalais Jaggi Singh a commenté en entrevue téléphonique avec *La Presse*, hier midi, son arrestation controversée au cours de la manifestation organisée vendredi après-midi à Québec par la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC).

Il se trouvait avec des manifestants contre la Zone de libre-échange des Amériques à l'angle des rues Saint-Jean et de la côte Sainte-Claire lorsque des policiers en civil ont fait irruption et l'ont embarqué de force dans une camionnette beige.

« Ils n'ont jamais dit : nous sommes des policiers venus l'arrêter, affirme-t-il. J'ai été jeté dans une voiture non identifiée. Je ne suis pas très fort physiquement et je n'ai pas vraiment résisté. J'ai reçu deux coups de matraque à la poitrine. Ils ont changé de voiture plus loin et ils ont dit : fais-ça vite, parce que les maudits journalistes vont voir ça. » Ce n'est qu'à Orsainville qu'on lui a lu ses droits, ajoute-t-il.

Le jeune homme de 28 ans, figure de proue de la CLAC, a été accusé hier matin, lors de sa vidéocomparution à Orsainville, d'avoir brisé deux conditions — garder la paix et ne participer qu'à des manifestations paisibles et légales — qui lui avaient été imposées par la cour municipale de Westmount après son arrestation lors d'une marche du 1^{er} mai l'an dernier. Il a aussi été accusé d'avoir participé à une émeute et d'avoir eu en sa possession une arme dans un dessein dangereux.

Une catapulte

« J'ai demandé quelle arme et le procureur de la Couronne a répondu : « une catapulte », dit-il. C'est que des manifestants ont traîné une catapulte jusqu'à la clôture du périmètre de sécurité du Sommet des Amériques. Ils s'en sont servis pour lancer sur les policiers des oursins en peluche et des confettis, affirme M. Singh. « Je ne l'ai jamais touchée. Je ne l'ai pas fabriquée. J'ai regardé et j'ai ri. »

« Il semble que la personne qui a fabriqué la catapulte a un meilleur talent d'architecte que celui qui a conçu le mur du périmètre, blague-t-il. Parce que le mur est tombé et la catapulte a tenu le coup. »

Le jeune homme dit qu'il se trouvait dans une zone « verte », donc plus festive

que houleuse, lorsque les policiers l'ont arrêté. Un peu plus tôt, il soutient être demeuré en retrait lorsque les plus radicaux se sont approchés du périmètre de sécurité, déclenchant la riposte policière. « J'étais plus en arrière. Je donnais des conseils utiles aux gens. Puis j'ai quitté (vers la zone verte) quand j'ai vu les camions à eau. »

Jaggi Singh éprouve un très net sentiment de déjà-vu depuis cette arrestation, semblable à plusieurs égards à son arrestation lors des manifestations du sommet de l'APEC de Vancouver en 1997. « Ici c'est une catapulte, là-bas c'était un mégaphone, dit-il. Le seul but c'est de garder la personne en prison. Je ne suis pas très utile ici, c'est clair. »

Son enquête pour remise en liberté se déroulera mercredi et il demeurera emprisonné jusque-là. Il a choisi de se représenter lui-même, mais hier matin, le juge a demandé à deux avocats montréalais qui représentaient d'autres manifestants appréhendés de le conseiller.

Un groupe d'avocats de la défense a par ailleurs convoqué les médias à 11 h ce matin, pour dénoncer les conditions dans lesquelles se déroulent les comparutions à la prison d'Orsainville. Leurs critiques sont endossées par la Ligue des droits et libertés.

Plus agressifs, les policiers

PAUL ROY

QUÉBEC — Les policiers, dont plusieurs avaient loué la retenue la veille, ont semblé avoir le pied plus pesant sur le champignon répressif hier. C'est du moins ce qu'on croyait à la Ligue des droits et libertés, sur la foi de rapports préliminaires des observateurs de son Comité de surveillance des libertés civiles (les « vestes jaunes »).

« Il y a eu plus d'incidents que vendredi, a confirmé la porte-parole Marie-Ève Hébert. Plus de gaz, plus de canons à eau, plus de tirs de balles de plastique, plus d'arrestations à l'extérieur du périmètre... »

Ce n'est toutefois que ce matin que la Ligue, qui a formé le Comité de surveillance des libertés civiles à l'occasion du Sommet des Amériques, commentera officiellement les affrontements d'hier entre les manifestants et la police.

Le Comité est formé d'une quarantaine d'observateurs indépendants — plusieurs d'entre eux sont avocats, criminologues... —, qui patrouillent les rues de Québec depuis jeudi et observent le comportement des protagonistes.

Hier matin, ils ont commenté la journée de la veille en indiquant que « la majorité des manifestants et des policiers se sont

comportés correctement » lors de leurs différents affrontements.

« La majorité des manifestants étaient pacifiques », a dit André Paradis, directeur général de la Ligue, lors d'un point de presse hier matin. « Et cela, même si on constatait des sympathies évidentes pour ceux qui ont jeté une partie du mur à terre. »

« Mais il y avait aussi une minorité assez active qui voulait en découdre avec la police en se servant de pavés, d'au moins un cocktail molotov, de bouteilles, de roches... »

Constat similaire en ce qui a trait à la police, dont la réaction a été « faite de retenue et de calme malgré les projectiles nombreux et les insultes ».

Quelques comportements « abusifs » de leur part également, toutefois. « L'utilisation de balles de plastique, sur René-Lévesque était inutile et dangereuse parce qu'ils (les policiers) arrivaient à contrôler la situation avec des gaz. »

Abusive également l'utilisation de gaz « sans aucune sommation », rue Cartier, en début de soirée vendredi. Et inutilement provocatrice l'intervention de l'escouade canine de la GRC.

Le Comité enquêtait aussi sur des rapports d'arrestations de manifestants pacifiques et sur les circonstances entourant l'arrestation du militant Jaggi Singh par

des policiers en civil, et qui avait des allures d'enlèvement selon des témoins.

Autre objet d'enquête : ces cannettes de gaz tirées à l'horizontale par la police. « Il faut tirer en l'air ; à l'horizontale, ça peut tuer. »

Mais « la plus sérieuse violation des droits et libertés » sur laquelle le Comité enquêtait était cette raclée à coups de barres de fer subie par un policier de la Sûreté municipale de Sainte-Foy. « Tout le monde a droit au respect de son intégrité physique », a précisé M. Paradis.

Quant à la centaine de manifestants arrêtés vendredi, des membres du Comité vérifiaient si leurs droits étaient respectés. Il en ira de même de ceux arrêtés hier.

La quarantaine de « vestes jaunes » du Comité ont déambulé pendant près de 14 heures autour des points chauds des manifestations vendredi. La plupart ont goûté aux gaz « de façon répétée » dans le courant de la journée. À 1 h 30 du matin, les responsables du Comité les ont envoyés se coucher, de sorte qu'ils n'ont pas été témoins des affrontements qui se sont poursuivis, dans certains cas, jusqu'en milieu de nuit.

Quant au bilan d'hier, il ne sera pas disponible avant aujourd'hui. Mais on semblait en mesure d'affirmer qu'il sera sensiblement plus lourd.



Un manifestant un brin irrévérencieux tire la langue à un policier posté devant la fameuse clôture.

La Presse

SOMMET DES AMÉRIQUES



QUÉBEC 2001

LE SOLEIL

Un jeune héros

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Une tragédie a probablement été évitée de justesse hier après-midi, sur la côte d'Abraham, à Québec, grâce à l'intervention d'un jeune manifestant antimondialiste québécois.

À 14 h 25, une ambulance s'est rendue sur cette artère où des milliers de manifestants allaient et venaient au gré des salves de gaz lacrymogènes, lancées par les policiers massés en haut de la côte, à la limite du périmètre de sécurité du Sommet des Amériques.

Les deux ambulanciers se sont garés dans la rue sur la côte d'Abraham alors que plusieurs groupes de manifestants se trouvaient en contrebas à l'abri des gaz. Ils sont descendus de leur véhicule pour aller porter secours à quelqu'un. Soudainement, l'ambulance s'est mise à avancer.

« Elle descendait en ligne droite et j'ai entendu une fille crier : il n'y a personne dans l'ambulance ! » raconte à *La Presse* Nick Huard, un jeune Gaspésien. M. Huard a couru et s'est accroché à la porte du passager.

« J'ai sauté, j'ai réussi à ouvrir la porte, je me suis glissé sur le siège du conducteur et j'ai appuyé sur les freins », a-t-il poursuivi, encore secoué par son aventure. « J'ai encore le *shake* ! »

L'ambulance a eu le temps de faire une centaine de mètres, dit-il. Mais heureusement, personne ne se trouvait sur son chemin. Un peu plus bas, cependant, il en aurait été autrement.

Nick Huard a attribué sa présence d'esprit à son entraînement militaire. Il a expliqué qu'il avait été soldat en Bosnie et en Croatie avec la force de paix de l'armée canadienne. « Le réflexe du fantasme », a-t-il résumé.

Quelques manifestants ont fait des reproches aux deux ambulanciers lorsqu'ils sont revenus. Nick Huard, lui, a eu droit à quelques félicitations. Parmi eux, un homme, l'air un peu hébété, l'a brièvement félicité avant d'aller droit au but : « T'aurais pas une cigarette ? »



Un « match de hockey impromptu s'est déroulé hier au Sommet entre les Forces de l'ordre et les Manifestants. On aperçoit ci-dessus un joueur lors d'un lancé de punition. La partie est sous protêt, chaque équipe soutenant avoir gagné.

Photo BOB STRONG, Reuters

La police a frôlé la catastrophe, mais a mieux travaillé que par le passé

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Deux petites minutes ont fait toute la différence. À 15 h 10 vendredi quand un jeune manifestant parvint à abattre la clôture du périmètre de sécurité avec une facilité déconcertante, tout aurait pu basculer.

Les jeunes extrémistes qui font de l'action directe comme les Black Bloc restent toujours juste un peu en retrait de l'avant-garde d'une manifestation, note M. Martin Courcy, un des rares spécialistes en gestion de crise au Québec. Les panneaux de barrière ont basculé, comme des dominos, l'escouade antiémeute a mis deux minutes environ à se rendre sur les lieux.

Les manifestants auraient pu rapidement s'engouffrer dans le secteur protégé, « mais ces manifestants pacifiques, des premiers rangs ont figé, ils n'ont pas pénétré dans le périmètre. Cela aurait pu faire un grabuge très important. Là on peut dire que la police l'a échappé belle », de dire M. Courcy.

Mais pour l'essentiel, le spécialiste pose une évaluation favorable du travail des policiers durant la fin de semaine du Sommet. Les Black Blocs de Québec étaient aussi « des professionnels » clairement de niveau international, estime M. Courcy. Selon lui, on en comptait une cinquantaine sur les trois points chauds du périmètre, samedi.

« Les policiers ont mieux travaillé » que dans les manifestations antérieures comme celle de la Saint-Jean (à Québec), résume le spécialiste.

Une anecdote, selon lui, illustre



Entre les périodes d'affrontements, les policiers avaient droit à quelques minutes de repos.

Photo SHAUN BEST, Reuters

tout : un jeune manifestant lance un pavé à un agent de l'escouade antiémeute, qui, perdant son sang-froid, décide « d'aller chercher » le jeune garçon. Toutefois, l'officier ramassa son agent par le collet pour le ramener derrière les barricades. « Les policiers ont été disciplinés », résume M. Courcy.

Selon lui la police n'a pas utilisé une force exagérée.

L'affrontement de la fin de semaine peut se comparer aux grandes manifestations de Seattle ou Prague, estime M. Courcy dans le sens qu'il a attiré plusieurs groupes internationaux de manifestants.

Mais, différence importante, la violence des altercations fut bien moindre à Québec qu'à Prague. « Il n'y a pas eu de contacts physiques entre policiers et manifestants, il n'y en a presque pas eu ici », observe le spécialiste.

Ce dernier critique l'utilisation des fusils à balle de caoutchouc « parfois exagérée ». En revanche, il estime que la force unifiée n'a pas abusé des gaz lacrymogènes — massivement utilisés en fin de semaine.

La fragilité de la barrière — pas moins de trois brèches au périmètre de sécurité survinrent hier — n'est pas source d'inquiétude. Une

solution facile, mise en place ailleurs : on aurait dû donner un biseau de quelques degrés en plaçant les bases de ciment, la clôture n'aurait pu être rabattue sur le côté.

Au départ M. Courcy jugeait exagérés les effectifs policiers, soit près de 6700 agents. « Je me rends compte que c'était approprié. Ils devaient se remplacer pour éviter la déshydratation, compte tenu des équipements qu'ils devaient porter », explique le spécialiste.

On constate finalement que la stratégie de désobéissance civile — le fait de s'asseoir par terre pour bloquer une artère par exemple — n'a pas fonctionné.

D'aucuns parlent d'abus de gaz lacrymogène

MARIE-CLAUDE LORTIE

QUÉBEC — La police lance-t-elle trop de gaz lacrymogène? Hier, dans les alentours du Grand Théâtre, près du périmètre de sécurité (que des manifestants ont réessayé plusieurs fois de percer) on était en droit de se poser la question.

Vers 15 h environ, par exemple, les policiers, décidés à vider toute la zone où se trouvaient les manifestants (ils avaient déjà nettoyé les abords de la clôture), se sont mis à lancer des gaz lacrymogènes tellement loin et partout que pratiquement tous ceux présents, fussent-ils passants, Black Bloc, manifestants ou curieux, y ont eu droit.

Vers 15 h 20, une boîte de gaz a été lancée et est arrivée à quelques pas d'un sous-groupe de quelques centaines de manifestants assis dans la rue. (En tout, il devait y avoir quelques milliers de personnes dans cette zone en particulier.)

Pourtant, ce sous-groupe de manifestants était assis là depuis plusieurs minutes dans le calme le plus total, à une cinquantaine de mètres d'une rangée de policiers antiémeute. En fait, ces jeunes levaient les bras dans les airs en montrant l'index et le majeur, comme le faisaient les manifestants « peace and love » dans les années 1960 et ils criaient « peace, peace » aux policiers. Et une jeune femme à

un moment s'est levée pour aller porter une fleur à un agent bien casqué.

Pendant qu'elle était debout à lui donner sa fleur, des bombes de gaz étaient lancées à une centaine de mètres et quelques minutes après la séance fleur, une bombe à gaz atterrissait tout près des manifestants assis.

« Franchement, ils exagèrent », a lancé Jen White, une sage-femme de Nouvelle-Écosse venue servir d'aide médicale pour les manifestants. « J'ai vu un groupe de hippies assis en cercle et faisant de la musique et ils leur ont lancé une boîte de gaz », a-t-elle raconté.

Mme White, hier, a soigné beaucoup de victimes des gaz et son équipe a aidé quatre personnes qui ont possiblement eu des membres fracturés à cause de balles de caoutchouc. (Un collègue secouriste, Pavlos Stabropoulos, a tenu à préciser que ces balles sont les seuls outils de répression que les policiers n'essaient pas sur eux-mêmes.)

Au Centre des médias indépendants, plusieurs journalistes ont pris l'initiative d'appeler Amnistie internationale et la Croix-Rouge internationale parce qu'ils disent avoir vu les policiers lancer des gaz sur les installations des équipes paramédicales. « Je l'ai vu, plusieurs d'entre nous l'avons vu plusieurs, plusieurs fois », a déclaré Ryan

Baghdad, du Centre des médias indépendants.

David Chateauvert et Olivier Beauchesne, deux élèves du cégep de Trois-Rivières, trouvent aussi que la réponse des policiers, samedi, a été démesurée.

« Vendredi, je comprends. Au moins on avait brisé un mur. Ils avaient une raison d'être inquiets. Aujourd'hui, c'est abusif, a dit David. La police est supposée nous protéger nous aussi. »

David a non seulement eu droit à de vastes quantités de gaz, il a même été frappé par une balle de caoutchouc qui l'a effleurée dans le dos. Il a eu mal sur le coup, mais n'a pas été blessé. Pourquoi a-t-on tiré sur lui ? « J'imagine que c'est parce que je courais trop vite pour revenir en direction de la clôture, après qu'ils aient rouvert la zone », a-t-il expliqué.

Un autre témoin rapporte qu'une jeune femme, grimpée sur de longues échasses et déguisée en statue de la Liberté portant un drapeau contestataire, a été la cible des policiers, avec leurs canons à eau, quand elle s'est approchée calmement de la clôture. « On a visé directement ses échasses, elle est tombée, elle s'est accrochée à la clôture et tout de suite après ils l'ont encore aspergée », a décrit le témoin, qui a dit que la jeune femme saignait.

Vendredi, le professeur Daniel Turp, ancien député bloquiste et constitutionnaliste membre du comité d'observateurs nommés par le ministre Serge Ménard, remarquait qu'il y avait déjà beaucoup de gaz lancés. « Vraiment, je vais devoir m'interroger là-dessus », a-t-il répété.

Denise Lamothe, une dame à la tête blanche venue manifester près du Grand Théâtre, trouve que règle générale la conduite de la police a été correcte. Elle a même trouvé les policiers forts patients, en acceptant de se faire lancer toutes sortes d'insultes par les manifestants, sans broncher.

Roger Paquin ne voyait pas non plus pourquoi lancer autant de gaz sur les manifestants, en général. « Dans le fond, a-t-il dit, ils font juste s'attaquer à une clôture. »

Depuis le début des manifestations, la police lance tellement de gaz pour disperser les manifestants que deux jours de suite il a fallu fermer les portes du centre des congrès où sont les leaders, le vent apportant les gaz jusque-là. George W. Bush a d'ailleurs eu droit à une petite bouffée vendredi à son arrivée. Dès qu'il est sorti de sa limousine devant le Hilton, une bourrasque est venue lui apporter les effluves piquants.

La police dit qu'elle n'a pas utilisé plus de gaz hier que vendredi.

Radio-Canada prise par surprise

SYLVAIN LAROCQUE

IL NE RESTAIT PLUS qu'une vingtaine de secondes au discours de Jean Chrétien quand l'image du premier ministre a brusquement disparu des ondes de Radio-Canada, vendredi soir à 20 h pile.

De l'allocation de M. Chrétien, qui aurait officiellement le Sommet des Amériques au Centre des congrès de Québec, les téléspectateurs ont été subitement plongés dans une série d'annonces publicitaires, juste avant que l'émission-vedette *La Fureur* ne débute.

« C'est une consigne qui a été mal appliquée, explique Pierre Jomphe, directeur des émissions spéciales à Radio-Canada. Il y a quelqu'un qui n'a pas fait son travail. Nous devons quitter l'antenne avec plus de souplesse. »

Tout comme les organisateurs du Sommet, Radio-Canada a été pris de court par les violentes manifestations de vendredi après-midi, qui ont retardé l'ouverture officielle de près de deux heures. La chaîne publique avait prévu avoir suffisamment de temps pour présenter avant 20 h les discours des cinq chefs d'État qui ont pris la parole en soirée, mais finalement seul celui de Jean Chrétien a pu être télédiffusé.

Il n'en était pas moins prévu que Bernard Derome prenne la parole pour expliquer la situation aux téléspectateurs avant de céder l'antenne, ce qu'il n'a pu faire faute d'avoir été prévenu à temps. M. Jomphe souligne que la mise en ondes des annonces sur le coup de 20 h se faisait de façon automatique pour toutes les stations — d'où la brusque coupure.

« Je comprends que ça ait irrité les gens, dit M. Jomphe. Ce n'était pas très professionnel. » La société d'État a d'ailleurs diffusé pendant *La Fureur* un bandeau dans lequel elle présente ses excuses et invite son auditoire à se brancher à RDI, qui n'a souffert d'aucune interruption.

Les activistes n'ont pas épargné les réseaux de télévision, dont plusieurs véhicules ont été vandalisés. Ces incidents n'ont toutefois pas empêché des dizaines de journalistes — parfois équipés de masques à gaz — de rapporter en direct les nombreux événements violents survenus hier en marge du Sommet des Amériques.

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



La véritable cohorte que formaient hier quelque 30 000 manifestants venant de toutes les horizons a pacifiquement exprimé ses idéaux, hier, dans les rues de Québec.

La plus grosse manif s'avère la plus pacifique

KATIA GAGNON

QUÉBEC — Le soulagement. C'est ce qui se lit sur le visage de tous les organisateurs de la mégamanifestation qui s'est déroulée hier dans le plus grand calme, en basse ville de Québec. Mais rien n'avait été négligé pour assurer que cette grande marche de protestation, organisée depuis des mois, ne soit détournée par les activistes.

Pacifistes, écologistes, féministes, syndicalistes : toutes sortes de groupes étaient réunis, hier, au Vieux-Port de Québec pour manifester leur opposition à la ZLEA. Une véritable marée humaine. Les responsables de la manifestation parlaient de 45 000 personnes, la police de 25 000. Mais peu importe le nombre exact, la foule était imposante, et les organisateurs, qui avaient vu défiler vendredi à la télé les images des casseurs, tenaient à tout prix à ce que cette manifestation ne dégénère pas : des bébés, des enfants et des personnes âgées faisaient partie des troupes.

C'est pourquoi, après moult discussions, ils

avaient prudemment choisi d'éviter les abords du périmètre pour se confiner à la basse ville de Québec et traverser le quartier Limoilou. Les organisateurs, qui ont changé pas moins de six fois le chemin que devrait suivre cette manifestation, ont finalement choisi de faire passer la foule par le grand terrain vague de la rue Pointe-aux-Lièvres, pour faire aboutir la manifestation dans le stationnement du Centre de foire.

« C'est sûr que c'est dommage. Ce qui est bien, c'est de faire des manif parmi les gens. Mais on a fait ce qu'on a pu », a lancé la présidente de la Fédération des femmes, Françoise David. « Ça s'est déroulé de façon impeccable », a commenté Robert Poëti, porte-parole de la Sécurité du Québec. Il faut dire que le service de sécurité assuré par la FTQ — 1000 membres ont été mobilisés — était imposant et puissant. Ce qui n'a pas plu à certains jeunes manifestants plus radicaux, qui ont accusé les syndiqués « d'être à la botte des gouvernements ». « Je me suis fait traiter de fasciste pour la première fois de ma vie », s'exclamait l'un d'entre eux.

En matinée, certaines têtes d'affiche du Som-

met des peuples avaient cependant donné des encouragements implicites aux jeunes casseurs qui avaient sévi la veille. « Certains d'entre nous vont quitter la manifestation aujourd'hui (hier) et aller aux murs dire leurs quatre vérités aux leaders. Tous les choix sont bons, tous les choix nous rendent plus forts. Nous ne nous laisserons pas diviser », lançait la présidente du Conseil des Canadiens, Maude Barlow. Le paysan militant José Bové, de son côté, qualifiait les dégâts de vendredi de « dommages collatéraux » des traités de libre-échange.

Mais en fin de journée, l'heure était plutôt aux réjouissances : visiblement, les organisateurs étaient ravis du degré de mobilisation des troupes. « Ça fait longtemps que j'en ai pas vu une belle comme ça », s'exclamait la présidente de la CSQ, Monique Richard. « Le signal pour le gouvernement, c'est la force du nombre », renchérissait le chef de la FTQ, Henri Massé. « La domination tranquille du néo-libéralisme, qui durait depuis 15 ans, est terminée. La société civile s'est levée », estimait de son côté le président de la CSN, Marc Lavolette.

Les doléances des citoyens

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les gaz, le bruit et la logistique compliquée ; plus d'un millier de citoyens du Vieux-Québec se sont manifestés auprès de la municipalité pour se plaindre des conséquences du Sommet des Amériques sur leur vie quotidienne.

Environ 4000 personnes habitent dans le fameux périmètre du Vieux-Québec, d'expliquer Mme Nicole Raymond, coordonnatrice des renseignements et plaintes à la Ville de Québec.

Depuis jeudi, les citoyens se plaignaient des bruits d'hélicoptères de la sécurité — les policiers font des rondes aériennes même la nuit. Vendredi et samedi, les doléances ont porté surtout sur l'utilisation des gaz lacrymogènes qui incommodaient les habitants de tout le quartier.

Le niveau d'inconfort a atteint un point tel que la Régie de la santé de la région de Québec a émis un communiqué pour rappeler les signes d'usage pour réduire l'effet des gaz.

Les leaders n'étaient pas épargnés par l'effet des bombes lacrymogènes lancées par les policiers. En effet, huit délégations étrangères résident au Palace Royal, un nouvel hôtel sis au cœur d'un point d'affrontement entre les manifestants et les policiers.

Dans la nuit de vendredi, les policiers ont aspergé copieusement le bâtiment avec des lances à incendie pour réduire l'effet des gaz irritants. On a innové hier : l'escouade antiémeute a amené sur place un canon à neige qui, agissant comme un ventilateur géant, a empêché le vent d'entraîner les gaz incommodes vers le Palace Royal.

La ville a reçu une foule de demandes de renseignements de citoyens coincés, qui ne savaient plus comment sortir du périmètre de sécurité. Six des sept points d'entrée étaient vite fermés dès que l'atmosphère s'enflammait entre manifestants et policiers.

Quelques cas pathétiques aussi : au plus fort des affrontements, certaines personnes voulaient entrer dans le secteur protégé pour aller reconforter leurs parents qui y vivaient. On leur a expliqué que la sécurité était telle qu'un coup de fil vaudrait mieux.

« Une seule personne a enregistré une plainte pour dire que le maire L'Allier n'aurait jamais dû accepter que cet événement se tienne à Québec », a conclu Mme Raymond.

SOUTIEN AUX MANIFESTANTS

Secouristes, observateurs et avocats sillonnent les lieux

MARIE-CLAUDE LORTIE

QUÉBEC — Les dizaines de milliers de manifestants qui ont investi les rues de Québec depuis deux jours ne sont pas laissés à eux-mêmes. Observateurs en tous genres, équipes paramédicales pour soigner les blessés et les victimes des gaz, fiers-à-bras chargés de veiller à l'ordre (pour la Marche des peuples, on avait demandé aux métallos de la FTQ de s'occuper de ce volet) : les équipes de « soutien » et les spectateurs professionnels (incluant les médias, évidemment) sont nombreux et présents.

Du côté des manifestants, il y a évidemment les équipes d'organisation, les personnes-clé qui se promènent avec des porte-voix pour donner des instructions aux marcheurs.

Chez les manifestants moins modérés, qui savent qu'ils vont recevoir des bombes de gaz sur la tête, les équipes paramédicales sont beaucoup plus nombreuses.

Aux manifestations organisées par la CLAC et la CASA vendredi et hier, dans les zones où c'a bardé, il y avait environ une centaine de personnes équipées pour aider les blessés (surtout ceux qui ont reçu des balles de caoutchouc) et aussi pour aider les victimes des gaz lacrymogènes.

Équipés de masques à gaz et de lunettes protectrices pour les yeux, ces aides paramédicaux (qui sont solidaires avec les manifestants) ont soit des bouteilles d'eau, soit des bouteilles remplies d'une solution blanchâtre, contenant de l'antiacide comme du Maalox par exemple. Dès qu'ils voient une personne particulièrement incommodée par les gaz (même une journaliste), ils offrent de l'aide. « Avez-vous des verres de contact ? Non, alors ouvrez vos yeux. Je vais vous asperger. Et prenez une gorgée de ce liquide, mais crachez tout. »

Les équipes de secours sont formées de médecins, d'infirmières, de secouristes, de sages-femmes.

Chez les manifestants non modé-



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Un volontaire des équipes paramédicales asperge les yeux d'un manifestant incommodé par les gaz lacrymogènes avec une solution antiacide généralement à base de Maalox.

rés, où se retrouvent beaucoup d'anarchistes, il n'y a pas de service d'ordre. Si des manifestants ne sont pas d'accord avec ce que d'autres font, ils règlent cela entre eux. En règle générale, les manifestants de la nouvelle gauche insistent sur le fait qu'ils respectent les tactiques choisies par les autres groupes d'affinité (petites cellules au sein des manifestants), mais parfois la pression de la foule permet de faire abandonner certaines approches controversées, comme les cocktails molotov, par exemple.

Parmi les manifestants, il y a aussi des observateurs, chargés de regarder ce qui se passe. Il y a des observateurs légaux, chargés de surveiller les arrestations (qui ont

encouragé les manifestants les plus radicaux à écrire sur leur bras un numéro de téléphone pour recevoir sur-le-champ de l'aide juridique), les observateurs de la Ligue des droits et libertés, chargés de surveiller les abus des policiers, des observateurs internationaux, des observateurs nommés par le ministre de la Sécurité publique pour parler de la situation en général.

Habituellement, tous ces observateurs portent des dossards pour être clairement identifiables.

Et vendredi, il y avait même les membres du comité de surveillance de la Fédération professionnelle des journalistes qui distribuaient des numéros de téléphone aux journalistes au cas où ceux-ci auraient des problèmes avec la police.

TRIBUNE

À l'occasion du Sommet des Amériques, La Presse a invité quelques personnalités à donner leur point de vue sur la mondialisation.

Jacques Lanctôt : « On pensait que la mobilisation était morte... »



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

« Je suis contre la violence, dit Jacques Lanctôt, mais quand le mur est tombé, de manière pacifique, je suis allé célébrer ça. »

L'ÉDITEUR et ex-felquiste Jacques Lanctôt ne s'est pas rendu à Québec pour manifester même s'il partage l'opinion des anti-mondialistes. Mais il a suivi de près les développements par le biais de son téléviseur et grâce aux confidences de sa fille.

« Je dois d'abord dire que je suis très fier de ma fille Agathe (23 ans), qui est présente au Sommet. Je suis extrêmement content de voir qu'il y a une nouvelle génération qui a un discours très bien structuré. On pensait que la mobilisation était morte après ma génération, mais il y a eu un creux avec la génération X et nous sommes témoins d'un regain de vie. »

« C'est un peu surprenant que je ne sois pas à Québec. Pendant mon exil à Cuba et après, quand je vivais à Paris, j'ai soutenu les

rebellions armées en Amérique latine. Mais maintenant que je suis éditeur, je fais un travail de solitaire et je n'ai pas été intégré à aucun groupe. »

« Je suis contre la violence. Mais quand le mur est tombé vendredi, de manière pacifique, je suis allé célébrer ça avec une amie sur la rue Bernard en prenant un Ricard à la santé des manifestants. » L'ex-felquiste a évité de comparer le déploiement policier du Sommet des Amériques aux mesures de guerre imposées par Pierre Elliot Trudeau en 1970, mais il a réitéré qu'il trouve dérangeant de voir « des policiers armés jusqu'aux dents s'en prendre aux manifestants pacifiques, comme ça a été le cas à Ottawa au début du mois. »

SOMMET DES AMÉRIQUES  QUÉBEC 2001

Le Sommet, jour 2

LAURA-JULIE PERREULT

Même si plus de 100 activistes étaient derrière les barreaux au lever du soleil, les manifestations anti-ZLEA et antimondialisation ont repris de plus belle hier à Québec, en marge du Sommet des Amériques qui se termine aujourd'hui.

Pendant ce temps, les 34 chefs d'État et de gouvernement se rencontraient à huis clos pour discuter des liens économiques et démocratiques qui uniront dorénavant les trois Amériques. Ils doivent faire une déclaration commune aujourd'hui.

La Marche des peuples, grande manifestation pacifique qui s'est mise en branle vers 13 h 30 à proximité du bassin Louise, comptait dans ses rangs entre 25 000 et 50 000 manifestants qui voulaient rappeler aux leaders les appréhensions populaires.

Simultanément, à différents endroits stratégiques, des groupes de militants ont réitéré l'expérience de la veille en prenant d'assaut les barricades qui protègent l'enceinte officielle du Sommet. Encore une fois, ils ont goûté aux médecines policières : gaz fumigènes, lacrymogènes et canons à eau. Si 34 policiers ont été blessés pendant les affrontements, le compte s'élevait à 57 blessés du côté de la population civile.



Campés sur les murs de la Citadelle de Québec, les 34 chefs d'État et de gouvernement ont posé devant le Château Frontenac. Toute la journée, ils se sont rencontrés à huis clos.

Photo PC



Photo REUTERS

Pendant que leurs époux discutaient du sort des Amériques, les premières dames – Laura Bush (États-Unis), Ines Pertines (Argentine) et Susana de Gonzales (Paraguay) en tête – savouraient des yeux les charmes d'une Ville de Québec doublement fortifiée.



Photo REUTERS

Le repos des guerriers. Policiers et manifestants ont trouvé des coins tranquilles pour se remettre de leurs émotions après les affrontements qui ont duré de longues heures hier encore.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Un des manifestants anti-ZLEA a brandi fièrement un drapeau américain alors que l'air s'emplit des effluves irritants des gaz lacrymogènes.



Photo AP

Paix et amour : si les gestes de certains contestataires étaient pour le moins violents, ceux de milliers d'autres rappelaient plutôt les beaux jours du Flower Power.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



Photo AP

Drapeaux du Québec et emblèmes des syndicats primaient dans les rangs de la Marche des peuples. Entre 25 000 et 50 000 personnes ont déambulé dans les rues de la basse ville de Québec, entre autres sur le boulevard Charest.



Photo AP

Les colorées Raging Grannies (grands-mères en colère) d'Ottawa ont égayé les manifestations d'hier avec leurs refrains antimondialisation. Environnementalistes et pacifistes, elles ne manquent pas une occasion de se faire entendre.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Un manifestant observe attentivement les événements qui se déroulent sous ses yeux, pendant que, derrière lui, les accès aux autoroutes en direction de Québec sont bloqués.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Les policiers arrêtent un manifestant tout près du Grand Théâtre de Québec. Sur cette section du boulevard René-Lévesque, bon nombre d'affrontements policiers-manifestants ont eu lieu.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Un manifestant masqué renvoie aux policiers une bombe remplie de gaz lacrymogènes que les forces de l'ordre utilisent depuis vendredi pour faire reculer la foule.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Les jets d'eau des policiers ont fait tomber cette manifestante déguisée en statue de la liberté et montée sur des échasses.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Vêtu d'une combinaison imperméable et portant casque de cycliste et masque à gaz, ce manifestant semblait avoir deviné toutes les tactiques des policiers. Comme d'autres, il a fait face aux jets d'eau des camions-citernes.

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

« Nous libéralisons le commerce, mais laissons les États redistribuer la richesse »

Pettigrew ne croit pas que la ZLEA doive décider des politiques sociales à être adoptées dans les pays participants

ARIANE KROL

QUÉBEC — « Le commerce crée de la richesse, mais il ne la redistribue pas », a déclaré hier le ministre du Commerce international Pierre Pettigrew à la soixantaine de représentants de la société civile invités au Sommet des Amériques.

Qu'ils luttent pour les droits de la personne, la protection de l'environnement ou contre la corruption, la majorité des représentants de la société civile ont demandé des engagements concrets et des échéances précises de la part des ministres des 19 pays du continent américain venus les écouter.

« Nous espérons que les sociétés civiles ne seront pas simplement des figurants lors des prochains sommets », a fait remarquer Eduardo Gamarra, directeur du Summit of the Americas Center, un groupe de recherche rattaché à l'Université internationale de la Floride.

Au moins une demande semble avoir été entendue, celle d'établir un agenda précis pour éliminer la corruption. Car même si elle est souvent citée en exemple par les chefs de gouvernement, la fameuse Convention interaméricaine sur la corruption, signée en 1996, n'a jamais eu d'effet dissuasif.

« Nous appuyons la proposition qu'a faite le Costa Rica ce matin



C'est sur un écran géant que les chefs d'État et de gouvernement ont écouté le premier ministre Jean Chrétien., hier, au Sommet de Québec. Derrière Mé. Chrétien, les ministres Pierre Pettigrew (à gauche) et John Manley.

d'établir des dates précises pour la mise en place de mesures pour lutter contre la corruption », a déclaré

la représentante de Transparency International, un organisme lui-même voué à l'élimination de la corruption. « Je crois que la déclai-

ration de demain vous plaira », leur a répondu le délégué du gouvernement mexicain. Plusieurs participants ont de-

mandé que des mesures visant à réduire les inégalités économiques soient incluses dans l'accord de libre-échange des Amériques. « Êtes-vous prêts à inclure dans la clause démocratique un engagement à mettre fin à l'exclusion sociale ? » a demandé un chercheur de l'Université de la Colombie-Britannique.

« On ne peut pas décider quelles politiques sociales doivent être adoptées au niveau de l'hémisphère. Nous libéralisons le commerce, mais nous laissons les gouvernements redistribuer les richesses », a répondu Pierre Pettigrew.

Interrogé sur la déclaration de son ministre du Commerce international, le premier ministre Jean Chrétien n'a pas parlé des pays d'Amérique qui connaissent les plus grandes iniquités sociales, mais des retombées positives dont a profité, selon lui, le Canada depuis la signature de l'ALENA.

« De nouvelles industries et de nouvelles activités économiques sont apparues et le taux de chômage est tombé de 19 à 10 (pour cent). Si vous diminuez le chômage de moitié, il y a moins de misère. Et si vous considérez qu'en même temps nous avons augmenté le niveau de contribution aux programmes sociaux, il y a un meilleur équilibre au pays », a déclaré Jean Chrétien en conférence de presse à la fin de la journée.

Le fast track n'est pas acquis pour Bush

FREDÉRIC WAGNIÈRE

QUÉBEC — Le président George Bush s'est adressé aux Américains depuis Québec pour souligner l'importance du libre-échange pour les deux Amériques. Dans son message radiophonique hebdomadaire, il a rappelé que l'Accord de libre-échange nord-américain avait permis de créer de bons emplois dans les trois pays membres. Et il a ajouté : « Nous devons faire en sorte que les autres pays des Amériques puissent bénéficier des mêmes occasions. Ce sera aussi une bonne chose pour les travailleurs américains, qu'ils soient fermiers, ranchers ou chefs d'entreprise de haute technologie. »

Il s'agit d'un premier pas en vue d'obtenir l'autorisation du Congrès de négocier un accord commercial selon la procédure dite du *fast track*. Normalement, tout accord commercial doit être ratifié par le Congrès, lequel peut l'amender à volonté. Les autres pays hésitent à signer un accord avec les États-Unis si le Congrès peut en modifier le texte et ainsi relancer les négociations.

Le président Kennedy est le premier à avoir obtenu du Congrès qu'il renonce à son droit d'amender un accord et de ne pouvoir que le ratifier ou le rejeter tel que signé. La procédure actuelle est contenue dans une loi de 1974 et a été utilisée pour les négociations du libre-échange avec le Canada, puis l'Uruguay Round, dans le cadre du GATT et, enfin, l'ALENA.

Le problème pour le président Bush et pour son représentant au Commerce, Richard Zoellick, est que beaucoup de membres du Congrès ne voient pas vraiment l'utilité de négocier d'autres libéralisations du commerce, que ce soit la ZLEA ou un accord dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Parmi eux, il y a beaucoup de démocrates qui comptent sur l'appui des syndicats pour se faire réélire. Or, les syndicats expriment toujours une très profonde réserve à l'égard du libre-échange, avant de reconnaître des années plus tard que le libre-échange avec le Canada, par exemple, n'a pas produit les effets apocalyptiques qu'ils prédisaient.

Traditionnellement, l'appui pour le libre-échange vient des républicains, du monde des affaires et des agriculteurs. Mais leur enthousiasme pour la ZLEA est loin d'être débordant. D'une part, certains agriculteurs craignent la concurrence sud-américaine et, de l'autre, la majorité des exportateurs ne veulent pas que les négociations de la ZLEA ralentissent celles qui doivent être tenues dans le cadre de l'OMC. On estime que les avantages pour les États-Unis d'un accord mondial seraient huit fois supérieurs à ceux de la ZLEA. Le Congrès pourrait donc décider d'accorder le *fast track* pour l'OMC et non pour la ZLEA.

La représentante du commerce du président Bill Clinton, Charles E. Barshefsky, a dit récemment qu'il n'était pas absolument nécessaire qu'un président bénéficie du *fast track* pour négocier un accord de commerce. Elle donne l'exemple de Bill Clinton, auquel le Congrès avait refusé la procédure accélérée, mais qui a négocié l'accord pour permettre à la Chine de devenir membre de l'OMC. Le Congrès l'a ensuite dûment ratifié.

L'exemple est peut-être mal choisi parce que la Chine n'avait pas vraiment le choix et que les enjeux étaient suffisamment importants pour que les leaders du Congrès puissent donner des garanties à la Maison-Blanche. Par ailleurs, l'accord suivait les grandes lignes de nombreux autres accords dans le cadre du GATT et de l'OMC. Dans le cas de la ZLEA, il y a des pays, comme le Brésil, qui ne tiennent pas particulièrement à négocier avec les États-Unis et l'accord pourrait innover dans des domaines que le Congrès estime être de son ressort. Enfin, si un accord est conclu, le Congrès qui le ratifiera sera celui qui sera élu dans 18 mois et qui pourrait être très différent de celui qui siège maintenant.

M. Bush ne peut donc pas compter sur un soutien très fort des partisans traditionnels du libre-échange. Comme il tient à ce projet, dont l'importance politique dépasse probablement les enjeux économiques, il doit veiller à ce que le public américain l'appuie dans sa démarche.

Les 34 adoptent une « clause démocratique » plus forte que prévu

GILLES TOUPIN et VINCENT MARISSAL

QUÉBEC — La fameuse « clause démocratique » a enfin reçu hier, au Sommet des Amériques, l'aval des 34 chefs d'État et de gouvernement qui, après une pleine journée de travail, ont annoncé non seulement qu'il y avait consensus sur cette question mais qu'il s'agirait d'une clause encore plus forte et plus contraignante que ce qui avait été prévu.

« Je suis heureux de vous dire, a annoncé le président du Sommet et premier ministre du Canada, Jean Chrétien, que nous nous sommes entendus sur un élément fondamental du développement de la grande famille des Amériques. Pour faire partie du processus du Sommet des Amériques, un pays doit être dirigé par un gouvernement démocratique. C'est une condition essentielle. À partir de ce jour, les bénéfices de tout accord que nous signerons iront seulement aux nations qui respecteront notre clause démocratique. »

Le premier ministre Chrétien a expliqué que la clause englobait tous les éléments compris dans le processus du Sommet des Amériques, incluant la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Il a même annoncé une nouveauté : « Nous avons aussi invité le gouverneur de la Banque interaméricaine de développement (BID) à appliquer la clause démocratique à toutes les activités de la banque. »

Le triomphe de cette clause démocratique est évidemment le résultat d'un long travail de concertation entre les 34 pays impliqués. Mais la poussée d'hier n'est peut-être pas étrangère à l'engagement personnel de l'ancien secrétaire général de l'ONU, l'actuel premier ministre péruvien Javier Perez de Cuellar. M. De Cuellar avait, lors de son discours inaugural hier matin, remis sur la table l'idée de créer de toutes pièces un nouveau mécanisme qui permettrait au concert des nations de l'hémisphère de réagir rapidement à « toute situation qui affecterait gravement la vie démocratique de l'État de droit ». M. De Cuellar avait demandé au nom du Pérou à tous les chefs

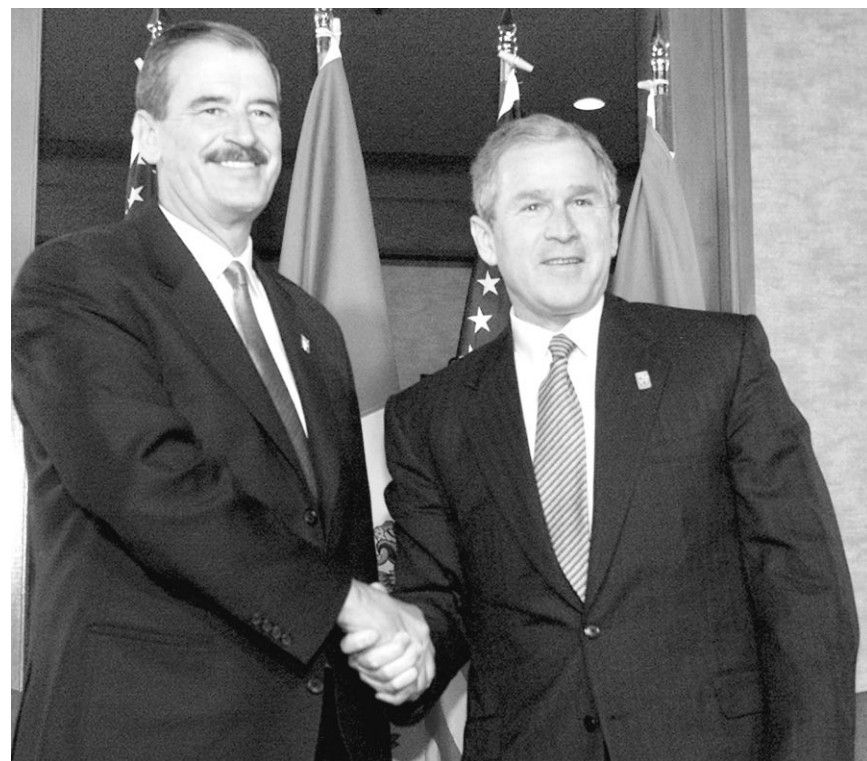


photo REUTERS

Hier, le président mexicain Vicente Fox (à gauche), ici en compagnie du président des États-Unis, George W. Bush, a proposé aux pays d'Amérique latine de consacrer un pourcentage de leurs dépenses militaires à la création d'un fonds social destiné à sortir de la pauvreté les communautés les plus défavorisées du continent.

d'État et de gouvernement réunis à Québec de donner le mandat à leurs ministres respectifs des affaires étrangères d'élaborer et d'approuver une charte démocratique panaméricaine. Cette charte, qui sera vraisemblablement prête pour le prochain sommet de l'Organisation des États américains, en juin au Costa Rica, contiendrait des mécanismes efficaces pour contrer la fraude électorale manifeste, la transformation en dictature d'un gouvernement légitimement élu, la suppression de la division du pouvoir, l'assujettissement systématique du pouvoir judiciaire au pouvoir politique, la violation grave et systématique de la liberté d'expression et des autres libertés fondamentales.

Hier matin, le président mexicain Vicente Fox avait lui aussi surpris tous ses homologues en lançant un défi original et inusité aux pays d'Amérique latine, celui de consacrer un pourcentage de leurs

dépenses militaires à la création d'un fonds social destiné à sortir de la pauvreté les communautés les plus défavorisées du continent. Pour que la clause démocratique puisse être autre chose qu'un ramassis de paroles creuses, a fait valoir le président Fox, il faut que la justice sociale règne.

M. Fox a fait part de la « nécessité d'user d'idées latérales et créatives ».

« Aujourd'hui, je vous propose, par exemple, a-t-il dit, que tous les pays d'Amérique latine versent un pourcentage de leurs dépenses militaires afin de créer un Fonds de cohésion sociale. Les autres pays et les banques de développement multinationales pourraient faire la même chose. »

Le premier ministre Chrétien a confirmé que l'idée de Vicente Fox avait été discutée hier après-midi lors de la réunion à huis clos des leaders à La Citadelle. Elle pourrait donc apparaître dans la déclaration finale aujourd'hui.

Le dossier du bois d'oeuvre suit son cours à Washington, dit Pettigrew

QUÉBEC — Le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, a indiqué, hier, que le dossier du bois d'oeuvre canadien poursuivait normalement son cours à Washington.

« Nous avons, jeudi et vendredi, témoigné devant le ministère du Commerce aux États-Unis des préoccupations canadiennes. Nous avons argumenté en faveur de notre industrie », a-t-il expliqué, lors d'un point de presse pendant le Sommet des Amériques.

À l'échéance de l'entente cana-

do-américaine sur le bois d'oeuvre, au début du mois d'avril, l'industrie américaine du bois a déposé une plainte au département du Commerce pour concurrence déloyale. L'industrie soutient que le bois canadien est subventionné et qu'il devrait être assujéti à une taxe à l'importation.

Des audiances ont eu lieu la semaine dernière à Washington, au département du Commerce, pendant lesquelles le Canada a tenté de réfuter les positions de l'industrie américaine.

Il faudra patienter plusieurs mois avant de connaître la conclusion de ce processus. Des droits temporaires pourraient être imposés à la fin du mois d'août.

Vendredi, le premier ministre Jean Chrétien a évoqué la question du bois d'oeuvre avec le président George W. Bush au cours d'une rencontre privée à Québec. Il a plaidé pour l'instauration du libre-échange dans le secteur du bois entre les deux pays. M. Bush a écouté poliment mais n'a offert aucune réponse à M. Chrétien.

Sauvons la clôture !



STÉPHANE LAPORTE
collaboration spéciale
stephane@stephanelaporte.com

Le Sommet des Amériques se termine aujourd'hui. Ben oui ! Déjà ! C'est fini. Tout va revenir comme avant. Aussitôt que les dignitaires seront partis, les ouvriers de la Ville de Québec vont se dépêcher d'enlever l'énorme clôture qui entoure le périmètre de sécurité. WÔ ! WÔ ! WÔ ! Sacrilège ! Il faut les empêcher de faire ça ! Sauvons la clôture ! Avant qu'il ne soit trop tard ! Non, mais aie ! Ça fait un an qui nous énerve avec ce sommet-là, il faut au moins qu'il nous en reste quelque chose de tangible. À Montréal, après les Jeux, on n'a pas démonté le Stade Olympique (faut dire qu'on n'avait pas besoin de le faire parce qu'il s'est démonté tout seul !).

Le Sommet a duré du 20 au 22 avril. À peine plus longtemps qu'un show de Jean-Marc Parent ! C'est ridicule. Toute cette organisation, toute cette logistique, tout ce déploiement de gens, tout ce grand dérangement pour deux nuits et trois jours ! C'est fou ! D'ailleurs, entre vous et moi, voulez-vous ben me dire ce que les chefs d'État ont eu le temps de faire en deux nuits et trois jours ! Vous avez déjà voyagé ? Vous savez ce que c'est. La première journée, tu défais tes valises. Tu t'installes. Tu regardes ce qu'il y a

dans le minibar de ta chambre d'hôtel. Tu t'étends sur le lit. Pis tu t'endors pour la nuit. La deuxième journée, tu vas un petit peu mieux. Mais t'es encore buzzé. Tu digères mal. Ton ventre gargouille. Le soir, tu commences à cogner des clous à cinq heures. C'est vraiment seulement à partir de la troisième journée que tu redeviens toi-même. Que tu redeviens opérationnel. Et que ton séjour débute pour de vrai. Eux autres, les puissants, la troisième journée, ils repartent ! Potus fait ses valises et rentre à la maison. Ils sont juste venus mettre le trouble. Franchement, à part de manger des Ritz dans des cocktails, les chefs d'État n'ont pas eu le temps de rien faire durant ce Sommet.

Mais le peuple, lui, a eu le temps d'être sensibilisé. Pour ne pas dire traumatisé. Imaginez, une organisation dont la raison d'être est l'élimination des barrières entre les pays a eu besoin de se faire bâtir une grosse barrière entre elle et le vrai monde. C'est troublant. Ça fait réfléchir. Et là, on voudrait tout remettre à sa place. Effacer ça. Oublier ça. Non, Monsieur ! La clôture du Sommet des Amériques fait maintenant partie de notre histoire. Et de l'histoire du Monde. Il faut la garder. Ne serait-ce que pour se rappeler que pendant quelques jours au Québec, on a parlé d'autre chose que du référendum. Sincèrement, pensez-vous que la semaine prochaine, Jean-Luc Mongrain va continuer de parler des grands enjeux de la mondialisation ? Non, Madame ! Fini le Mexique, le Brésil, le respect des droits humains et l'exploitation de la main-d'oeuvre. Ça va être le retour à la normale. Mom Boucher, Dave Hilton, Céline Dion. C'est selon.

Paradoxalement, cette clôture sera deve-

nue le symbole de l'ouverture du Québec sur le monde. C'est vrai. Avant l'érection de cette barricade, tout le monde au Québec pensait que la ZLEA, c'était une maladie de peau. « Va chercher l'onguent, le petit fait encore du ZLEA ! »

Maintenant, grâce au mur, on sait que c'est pire qu'une maladie de peau ! Et que ça fait beaucoup plus mal.

Les Québécois ont déjà perdu les Nordiques et les Jeux d'hiver de 2002, laissons-leur au moins la clôture du Sommet des Amériques ! En gardant cette installation en permanence, Québec deviendra le lieu privilégié de tous les événements impopulaires risquant d'attirer des manifestants et de la casse : le Congrès international des dictateurs, le grand Pow-wow du Ku Klux Klan, le Carnaval des néo-nazis, l'Assemblée générale des grosses compagnies polluantes, et le Sommet des critiques de théâtre de Montréal !

Tout pour faire de la capitale nationale ce qu'elle a toujours voulu être : le nombril du monde.

Les Québécois seront tellement fiers de leur clôture, qu'après les Remparts de Québec et les Citadelles de Québec, la prochaine équipe de hockey mineur à s'installer dans la Vieille Capitale s'appellera les Clôtures de Québec !

Vive le Québec ! Vive le Québec clôturé !

Si malgré ce vibrant appel, les autorités décident quand même d'enlever la clôture du Sommet des Amériques, qu'elles le fassent au moins avec faste. Qu'elle ne soit pas démontée par 20 cols bleus blasés. Qu'on fasse comme à Berlin. Qu'on organise un gros show. À défaut d'avoir Pink Floyd qui

chante *The Wall*, on pourrait avoir Donald Lautrec qui chante *Le mur derrière la grange*. Et surtout, on pourrait vendre des petits bouts de clôture. Pensez-y. Y'a sûrement une piastrine à faire avec ça ! Et comme les membres de la ZLEA nous l'ont si bien appris durant le week-end : le profit, c'est tout ce qui compte dans la vie !

(Tout ça, c'est du sarcasme, bien sûr. La maudite clôture qui empêche les hommes de se voir et de se comprendre a déjà fait trop de victimes. Il faut l'enlever. Dans les rues de Québec. Mais surtout dans les têtes. Et dans les coeurs.)

■ ■ ■

Voici la nouvelle expression des grands de ce monde lorsqu'ils veulent garder secrets les accords qu'ils passent entre eux : Potus et Bush cousue !

■ ■ ■

Quand une équipe s'appelle les Sénateurs, elle ne devrait pas s'étonner que ses joueurs ne travaillent pas fort !

■ ■ ■

Avec toutes les mises à pied qu'ils font, bientôt, il ne restera plus chez Nortel, que ceux à cause de qui ça va mal !

■ ■ ■

Après les manifestations du week-end, les habitants de la ville de Québec savent maintenant ce que c'est que de gagner la Coupe Stanley !

Le Jour de la Terre coïncide avec la fermeture du Sommet des Amériques

LAURA-JULIE PERREAU

Chaque jour, 70 millions de barils de pétrole sont brûlés aux quatre coins du monde et les émanations de gaz carbonique qui résultent de cette consommation valent dans l'atmosphère, contribuant au réchauffement de la planète.

L'animateur de Radio-Canada, Jacques Languirand, a pris bonne note de cette statistique hier, alors qu'il se préparait pour le Jour de la Terre d'aujourd'hui, dont il est le porte-parole pour la première fois.

Mais même sans connaître ce chiffre précis, il était déjà vendu à la cause de la planète et faisait des pieds et des mains depuis trois ans pour convaincre Radio-Canada d'endosser cette journée célébrée dans 184 pays. Mission réussie.

« En 30 ans de (mon émission radio) *Par quatre chemins*, j'ai accumulé 8000 livres dans ma cabane, dont des centaines sur la Terre. Ça n'en prenait pas plus », riait hier l'homme aux cheveux blancs, aux sourcils expressifs et au rire particulier, en citant à droite et à gauche le scientifique Hubert Reeves. « Il a dit « le prochain siècle sera vert ou il ne sera pas ». Je suis tout à fait d'accord », soutenait-il.

Entouré de son chat et de sa chienne, Cybelle, il se décrivait hier comme le grand-papa qui veut laisser une Terre un peu plus propre à son petit-fils, qui était justement en visite à l'arrivée de *La Presse*. « C'est en regardant mon petit-fils que je prends conscience du temps qui passe » et de la dégradation de l'environnement qui a eu lieu avec le passage de trois générations.

En lançant ses opinions environnementalistes haut et fort « parce que j'ai la gueule en forme de haut-parleur », Jacques Languirand

compte bien contribuer à sa manière à tout le brouhaha de contestation qui entoure le Sommet des Amériques, qui prend fin alors que la Terre célèbre son anniversaire une 31^e fois.

L'organisateur de l'événement, le coloré Pierre Lussier, directeur de la Corporation Saint-Laurent, trouve plutôt cocasse cette coïncidence.

« Le Jour de la Terre est toujours le même jour, c'est aux organisateurs du Sommet qu'il faut demander pourquoi le Sommet tombe ce jour-là ! » lançait celui qui porte sur ses épaules la coordination de cette célébration militante depuis 1991.

Mais en parlant des actions individuelles qui peuvent faire toute la différence, en causant du développement éfréné en dépit des limites de l'environnement, M. Lussier joignait sa voix à celle de la « société civile qui se fait entendre à Québec, qui est là bien avant le gouvernement.

Car ce qui compte, ce sont les pieds, les mains, les oreilles des gens ! » clamait-il en rappelant le pouvoir collectif qu'une population conscientisée peut exercer sur ses élus.

Pour souligner l'anniversaire de la planète bleue, Jacques Languirand et Pierre Lussier passeront aujourd'hui la journée dehors, dans les rues et dans les parcs de Montréal et invitent la population à faire de même.

À 8 h, ils planteront des arbres dans le Jardin des Capteurs, situé sur le site d'enfouissement du Complexe environnemental Saint-Michel, participeront au Rallye de la propreté qui se tiendra sur l'avenue McGill Collège à 13 h et chanteront avec Marie-Jo Thério lors du Concert pour la Terre qui aura lieu ce soir au Club Soda.

Le thème du Jour de la Terre 2001 est le changement climatique, un sujet chaud depuis le récent Protocole de Kyoto, visant la diminution de l'émission des gaz à effet de serre, que les États-Unis boudent.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Le directeur de la Corporation Saint-Laurent Pierre Lussier et l'animateur Jacques Languirand fêteront en grand le Jour de la Terre aujourd'hui.

Le bonheur...
dans le confort et dans le prix.

CHICAGO

Causeuse avec tissu cantare: 1 200\$ taxes incluses.
Aussi disponible en version fauteuil,
causeuse allongée et canapé.
Choix de tissu et de cuir.

Jusqu'au
30 avril 01



MAISON DE MEUBLES

Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Cure-Labelle), Laval (Qc) H7T 2P7 450.687.6867

SAVOIR ÊTRE DIFFÉRENT

ND
NOTRE-DAME

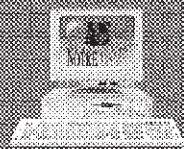
Donnez à votre enfant toutes les chances de réussir
et de faire partie d'une
classe à part !

Nous avons encore quelques places disponibles dans les classes de
2^e à 5^e secondaires. Pour inscrire votre enfant aux examens
d'admission, composez le numéro suivant :

(514) 739-1739

EXAMENS D'ADMISSION

Samedi 28 avril 2001
à 13 h
Candidats: 2^e à 5^e secondaires



www.collegenotre-dame.qc.ca



1^{re} secondaire complet!

ANNÉE INTERNATIONALE DES BÉNÉVOLES

Soeur Jeannine se dépasse pour les enfants

ANNE LE MOUËLLIC
collaboration spéciale

« Ma vie n'aurait probablement pas été la même sans soeur Jeannine, car c'est elle qui m'a aidée à obtenir ma bourse d'études lorsque je suis allée au collège », raconte Diane Leblanc, 25 ans, enseignante à Verdun. Diane Leblanc a durant tout son primaire fait partie des enfants du quartier Centre-Sud-Ouest qui se rendaient au Baluchon où, sous la supervision de soeur Jeannine Berger des bénévoles les aidaient à faire leurs devoirs.

Depuis près de 20 ans soeur Jeannine Berger dirige bénévolement le service d'accompagnement éducatif le Baluchon. « Quand on fait du bénévolat, il faut croire à ce qu'on fait, il faut croire en la personne humaine, sinon on reste chez soi », affirme-t-elle. Agée de 73 ans, soeur Jeannine refuse de prendre sa retraite. « Les forces qui me restent, je veux qu'elles soient données à des gens qui en ont besoin, je veux qu'elles servent une cause en laquelle je crois : l'éducation », explique-t-elle.

Sa vie, Jeannine Berger a voulu la consacrer à l'enseignement et aux enfants qu'elle a « toujours aimés ». Ce n'est donc pas un hasard si elle choisit à 21 ans d'intégrer la Congrégation Notre Dame, car il s'agit d'une communauté religieuse dont la vocation est d'enseigner. Après plusieurs missions à Québec, Châteauguay, Saint-Jean-sur-Richelieu et la Romaine, soeur Jeannine n'hésite pas une seconde en 1983 lorsqu'on lui demande d'ouvrir à Montréal un centre d'accueil pour les jeunes des milieux défavorisés qui sortent de l'école. Si aujourd'hui le soutien scolaire s'est développé, il y a vingt ans il s'agis-



Depuis près de 20 ans, soeur Jeannine Berger dirige bénévolement le service d'accompagnement éducatif le Baluchon.

Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse ©

sait d'une réelle innovation. Soeur Jeannine aime les défis et accepte de venir en aide aux jeunes qui ont besoin d'encadrement et d'un suivi pédagogique.

Installé au sous-sol de l'église Saint-Irénée, au coin de Delisle et d'Atwater, au coeur du quartier Centre-Sud-Ouest, le Baluchon ouvre ses portes le 11 janvier 1983 avec neuf élèves. Aujourd'hui, le service d'accompagnement éducatif accueille chaque semaine une cen-

taine d'enfants. Depuis 18 ans, soeur Jeannine tire son énergie de sa proximité avec des jeunes. « Travailler avec des enfants, c'est toujours un appel au dépassement », indique-t-elle.

Originaire du village de Sutton dans les Cantons-de-l'Est, soeur Jeannine pense que le fait d'avoir été élevée en pleine nature dans la montagne lui a enseigné le goût de l'effort. Aînée de sept enfants, Jeannine Berger a appris tôt à s'oc-

cuper des autres. « Ma mère était une femme très débrouillarde et je pense que je tiens ça d'elle », confie la religieuse qui vient de fêter ses nocés d'or (50 ans) dans la congrégation Notre Dame. Elle ajoute : « Dans un centre comme le Baluchon, il faut savoir faire beaucoup de choses. J'ai appris ça chez moi. Quand j'avais besoin d'un marteau, j'y allais, quand j'avais besoin de quelque chose, je le faisais. »

Battante, dynamique, efficace,

souriante, soeur Jeannine a mis ses compétences au service des enfants provenant de milieux défavorisés. Le Baluchon prend en charge des jeunes du primaire et du secondaire. La mission du centre d'accueil est d'aider les jeunes à réaliser leurs devoirs, de seconder les parents dans leur tâche d'éducateurs, de prévenir le décrochage scolaire, mais aussi et surtout d'offrir une structure d'accueil à des enfants parfois livrés à eux-mêmes, de leur redonner confiance en eux. « Il faut que l'enfant se sente aimé. C'est comme un autre chez lui », souligne soeur Jeannine.

Bryan Beaulieu, 20 ans, a bénéficié des cours du Baluchon durant son primaire. « J'avais beaucoup de problème au niveau de l'intégration sociale, car j'étais un peu plus gros que la moyenne. Du coup j'étais souvent seul dans mon coin. Soeur Jeannine prenait le temps d'écouter. Elle m'a apporté un très grand soutien moral ». Il ajoute : « mes années au Baluchon m'ont donné confiance en moi. »

Soeur Jeannine puise ses forces dans sa foi. « Je voulais devenir une enseignante qui vivrait quelque chose de plus fort sur le plan spirituel, narre-t-elle. C'est mystérieux, c'est difficile à expliquer. Mais c'est là que le seigneur me veut. » Et quand on lui demande comment est née sa vocation religieuse, elle raconte : « La première fois que j'ai vu une religieuse, j'avais huit ans, je m'en rappelle comme si c'était hier. Elle était arrivée dans mon village avec un groupe d'enfants. En la voyant, j'ai dit « c'est ça que je veux faire » et ça ne m'a jamais quitté. »

En sortant du sous-sol de l'église Saint-Irénée, on se refuse à croire soeur Jeannine lorsqu'elle dit qu'« en somme elle a une petite vie bien simple ».

Une famille de Saint-Lambert périt en Floride

SYLVAIN LAROCQUE

LE DESTIN s'acharne sur Solange Arcand. Au lendemain de la mort de son mari Raymond, la pauvre femme a perdu jeudi son fils Martin, 39 ans, sa belle-fille Yen, 32 ans, et deux de ses petits-enfants, qui ont tous péri dans un accident d'avion à l'aéroport de Fort Lauderdale en Floride.

« Il n'y a pas de mots pour décrire ce qui nous arrive, a confié à La Presse l'une des soeurs de Martin, Sophie Arcand, jointe à Freeport aux Bahamas. C'est comme un

mauvais scénario de film. Martin et sa famille venaient rendre un dernier hommage à notre père, qui est subitement mort d'une crise cardiaque mercredi. »

Martin Arcand, sa femme et ses enfants, qui résidaient à Saint-Lambert sur la rive sud de Montréal, avaient quitté la métropole jeudi pour Fort Lauderdale, à bord d'un vol commercial. Là-bas, ils sont montés dans un petit avion de type Piper Cherokee Six piloté par Peachie Tianvan, une amie de la famille. Ils se rendaient à Freeport, où habitait M. Arcand avec celle

qui était sa conjointe depuis plus de 40 ans

Après un décollage ardu, les responsables de l'aéroport de Fort Lauderdale ont vite constaté que le monomoteur avait de la difficulté à se maintenir dans les airs. Inquiet, un contrôleur aérien a alors demandé à la pilote si elle éprouvait des problèmes, mais cette dernière aurait répondu par la négative, mentionnant tout au plus qu'elle pourrait devoir faire demi-tour et se poser. Moins d'une minute plus tard, vers 16 h 30, l'avion s'écrasait dans un bois à deux kilomètres au nord-est de l'aérogare.

Les quatre membres de la famille, dont Jean-Félix, âgé de 23 mois, et Morgan-Jade, quatre ans,

sont morts dans l'accident. Martin Arcand était contremaître de production tandis que sa femme Yen était propriétaire d'un salon de coiffure.

Il a été question que la soeur de Martin, Sophie, et son conjoint, prennent le même avion mais ils se sont ravisés. La pilote, tirée du fuselage en flammes par des équipes d'urgence, se trouvait toujours dans un état critique à l'hôpital hier soir.

Avec son fiancé Peter Skobin, Mme Tianvan, une résidente des Bahamas âgée de 37 ans, organisait des vols privés entre Fort Lauderdale et les Bahamas.

« Nous étions des bons amis de Raymond Arcand, a déclaré M. Skobin au quotidien floridien *Sun-Sentinel*. Nous voulions apporter notre aide en transportant ses proches aux Bahamas pour qu'ils puissent lui dire un dernier adieu. C'était un vol humanitaire, et maintenant toute la famille a disparu. C'est vraiment une tragédie. »

Il faudra vraisemblablement plu-

sieurs mois aux enquêteurs pour déterminer la cause exacte de l'accident. Plusieurs pistes sont envisagées : l'état du moteur, la possibilité que l'avion ait pu être surchargé, une erreur de pilotage. Mme Tianvan aurait viré à gauche peu avant l'écrasement pour éviter des mangroves, des réservoirs d'essence et des lignes de transport d'électricité — une manoeuvre qui aurait pu accélérer la chute du monomoteur, vieux de 33 ans.

Selon des témoins, Mme Tianvan, qui effectuait la liaison entre Fort Lauderdale et les Bahamas sur une base quasi quotidienne, a fait les vérifications d'usage sur son engin avant de décoller.

Durement éprouvée par la tragédie, Solange Arcand ne prévoit pas aller récupérer elle-même les corps à Fort Lauderdale. Ses deux filles l'ont rejointe à Freeport, où des obèques seront célébrées mercredi. Une cérémonie religieuse aura également lieu à Montréal dans quelques semaines.

Labelle
DEPUIS 1910
FOURRURES

Que vous possédiez une fourrure, un cuir ou un mouton retourné, l'entreposage est essentiel pour prolonger la beauté et la durabilité de votre vêtement.

VALEUR MINIMUM 500\$ ET FRAIS D'ENTREPOSAGE **19,99\$ Spécial**

Consultez nos spécialistes pour le remodelage, échange accepté. Cueillette et livraison gratuites dans un rayon de 70 km.

10% D'ESCOMPTE POUR L'ÂGE D'OR

6570, Saint-Hubert, Montréal (514) 276-3701
Labelle.fourrure@sympatico.ca

loto-québec résultats

6/49 Tirage du 2001-04-21
16 17 19 27 30 37
Numéro complémentaire: 06

Québec 49 Tirage du 2001-04-21
24 26 34 37 43 49
Numéro complémentaire: 18

Promotion Double Jeu* Tirage du 2001-04-21
12 14 28 44

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

Banco Tirage du 2001-04-21
05 06 08 12 14
15 16 17 20 21
22 27 28 30 32
42 52 55 64 66

Quotidienne Tirage du 2001-04-21
3 4
896 8282

Extra Tirage du 2001-04-21
NUMÉRO: 985288

Extra Tirage du 2001-04-20
NUMÉRO: 905801

SUPER 7 Tirage du 2001-04-20

| GAGNANTS | LOTS |
|----------|----------------------------------|
| 7/7 | 1 10 000 000,00 \$ |
| 6/7+ | 4 86 608,40 \$ |
| 6/7 | 130 2 331,70 \$ |
| 5/7 | 7 740 139,80 \$ |
| 4/7 | 160 855 10,00 \$ |
| 3/7+ | 144 552 10,00 \$ |
| 3/7 | 1 329 274 participation gratuite |

Ventes totales: 19 068 534 \$
Prochain gros lot (approx.): 2 500 000 \$

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

Multisports, Multilargeurs.

new balance MX1003

DES LARGEURS POUR SATISFAIRE TOUTS VOS BESOINS: POUR COURIR, MARCHER ET S'ENTRAÎNER OU JUSTE ÊTRE À L'AISE.

Spécialiste de chaussures athlétiques depuis 1985

boutique **endurance**
6579, rue Saint-Denis, Montréal (514) 272-9267
endurance.montrealplus.ca
Métro Beaubien / Stationnement disponible

Grand commanditaire
DRAXIS

Congrès PARKINSON 2001

Vendredi, 27 avril
Hilton Bonaventure Montréal

Ateliers portant sur:

- un survol clinique de la maladie
- les principes de déplacements sécuritaires et la prévention des chutes
- les besoins particuliers des personnes atteintes
- la recherche

Coûts:
40 \$ pour les partenaires de la Fondation canadienne du Parkinson
50 \$ pour les autres participants
30 \$ pour une demi-journée (incluant le repas)

Inscriptions: 1 (514) 861-4422 / 1-800-720-1307 ou par e-mail: julie.desjardins@parkinson.ca

Organisé par: La Fondation canadienne du Parkinson Division du Québec

Commanditaires principaux
Boehringer Ingelheim
DUPONT Sciences de la vie DuPont Pharma
Medtronic

PISCINE EN BÉTON

Venez visiter la plus belle salle d'exposition au Canada, avec piscine et aménagement paysager

Béton soufflé ou acier vinyle

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 25%
Directement du constructeur, aucun sous-contracteur.
Piscine et aménagement. Le rêve devient réalité!

Unique au Québec
Nous construisons votre piscine et réalisons votre aménagement extérieur.

- Cascades d'eau
- Rocailles
- Pose de pavés unis et pierre (Flag Stone)
- Plantation
- Et beaucoup plus

Dans un rayon de 50 km de Montréal
Financement disponible

Maestro CONSTRUCTION

9524, boul. Gouin Ouest, Pierrefonds (1 km à l'ouest de l'autoroute 13) Ouvert 7 jours.
(514) 683-7177 • Sans frais: 1 877 655-7177

Les Américains à Québec



RICHARD HÉTU

collaboration spéciale

LA PRESSE À NEW YORK

Dans les rues de Québec, vendredi, quelques manifestants antimondialisation ont fourni à CNN et cie d'excellentes images en brûlant le drapeau des États-Unis, comme au temps de la guerre du Vietnam. S'il ne tenait qu'à eux, les Américains s'en retourneraient chez eux la queue entre les jambes, comme en 75...

En 1975, le pays de George W. Bush encaissait sa dernière défaite militaire. Humilié par un adversaire inférieur, il se retirait du Vietnam après une guerre contre laquelle s'était soulevée une génération d'Américains. Vendredi, dans la Vieille Capitale, une jeune femme a éveillé un autre souvenir de l'époque en passant devant une rangée de policiers avec une fleur à la main.

En 1775, les Américains subissaient leur première défaite militaire... sous les fortifica-

tions de Québec. À l'époque, ils voulaient intégrer la province britannique à l'union américaine. Aujourd'hui, ils voient encore plus grand. Ils cherchent à créer une zone de libre-échange d'un bout à l'autre des Amériques.

Québec contribuera-t-elle encore à freiner leurs ambitions?

Les Américains sont toujours surpris d'apprendre qu'ils ont perdu, au tout début de leur guerre d'indépendance, une bataille importante à Québec. Leur ignorance n'est pas étonnante. Pour cinglante qu'elle fût, la défaite des généraux Benedict Arnold et Richard Montgomery n'a pas empêché George Washington, Thomas Jefferson et les autres pères de la nation américaine de déclarer leur indépendance et de la gagner.

Mais combien de Québécois connaissent cette page de leur histoire? Ce n'est pas qu'elle soit insignifiante, Saint-Jean, Chambly, Montréal et Trois-Rivières avaient toutes capitulé devant l'armée américaine. Si Arnold et Montgomery avaient réussi à prendre d'assaut Québec, nous aurions peut-être aujourd'hui pour président un dénommé Bush. Voilà une idée pour le moins épeurante.

L'oubli relatif dans lequel est tombé l'épisode tient sans doute au fait que nous devons aux soldats britanniques la défense de Québec et peut-être même notre survie en tant que société distincte.

Mais la campagne de 1775 nous permet

quand même d'établir quelques parallèles intéressants. À l'époque, les esprits révolutionnaires du Québec étaient farouchement pro-américains et non pas anti-américains, comme aujourd'hui. C'était notamment le cas de Pierre du Calvet, dont la maison tient encore debout dans le Vieux-Montréal, et de Fleury Mesplet, qui imprima les lettres du Congrès de Philadelphie adressées «Aux Habitants de la Province de Québec».

Dans ces lettres, les Américains invitaient les descendants de la Nouvelle-France à s'unir à leur cause contre la couronne britannique. Leur discours n'était pas tellement différent de celui des antimondialistes contre les multinationales et les autocrates.

Ainsi, dans leur adresse du 26 octobre 1774, les Américains écrivaient aux Canadiens: «Le peuple a part dans son gouvernement par ses représentants choisis par lui-même et est par conséquent gouverné par des lois de son approbation et non par les édits de ceux sur lesquels il n'a aucun pouvoir.»

Les Américains ajoutaient: «Votre province est le seul anneau qui manque pour compléter la chaîne forte et éclatante de leur union.»

Mais les élites francophones du Québec ne voulaient rien savoir des Américains. Ils firent la sourde oreille à Benjamin Franklin, à Samuel Chase et au père Carroll, qui avaient été délégués à Montréal par le Congrès pour

les convaincre de se joindre à la révolution américaine.

Il faut dire que Londres avait réussi à s'assurer la fidélité du clergé et de la bourgeoisie en adoptant l'Acte de Québec en 1774. Dans un mandement publié en mai 1775, l'évêque de Québec, Jean Olivier Briand, mettait en garde le peuple canadien contre la tentation américaine:

«Vos serments, votre religion, vous imposent une obligation indispensable de défendre de tout votre pouvoir votre patrie et votre roi. Fermez donc, chers Canadiens, les oreilles, et n'écoutez pas les séditeux qui cherchent à vous rendre malheureux et à étouffer dans vos coeurs les sentiments de soumission à vos légitimes supérieurs.»

Aujourd'hui, les membres de l'élite québécoise, dans le monde politique ou dans celui des affaires, se rendent à New York, Chicago ou Boston pour assurer les Américains de leur adhésion enthousiaste au libre-échange.

Au Québec, ils prient le peuple de ne pas trop écouter les adversaires de la mondialisation, qui exagèrent souvent.

Et à Québec, ils déploient un imposant dispositif de sécurité pour protéger les représentants des États-Unis et des autres pays invités au Sommet des Amériques.

Seul le peuple du Québec n'a pas changé de rôle. De la campagne de 1775 au sommet de 2001, il se demande toujours à quoi tout cela peut bien rimer.



Photothèque La Presse

À gauche, des secouristes évacuent les corps de victimes de la ferme incendiée de Cheiry, en Suisse, en 1995. Ci-dessus, le couple Nicky et Antonio Dutoit et leur bébé, tués un peu avant l'incendie de Morin Heights, en 1994; et ci-contre, les débris calcinés d'une des maisons de Luc Jouret.



| L'ORDRE DU TEMPLE SOLAIRE |

Après le bain de sang, la secte continue



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

Peut-on guérir d'une secte si on est véritablement accroché, comme d'autres à l'héroïne? C'est ce qui se discute ces jours-ci à Grenoble au procès de l'Ordre du temple solaire.

Dans l'histoire sanglante et apocalyptique du temple solaire — 74 victimes entre 1994 et 1997 à Morin Heights, en Suisse, dans le Vercors français puis à Saint-Casimir —, il y a d'abord des zones d'ombre. Peut-être des exécutants de certains des massacres ont-ils échappé aux enquêtes policières. Peut-être l'Ordre du temple solaire avait-il des ramifications politiques ou mafieuses qu'on ignorera toujours.

Ces questions ne seront sans doute pas élucidées au procès du chef d'orchestre Michel Tabachnik, qui a commencé mardi matin à Grenoble et qui doit durer jusqu'au 30 avril. Et finalement elles sont peut-être secondaires. Que Jo Di Mambro ait blanchi de l'argent ou entretenu des contacts avec des groupes d'extrême droite en Italie ne change rien à la question principale: en partie ou en totalité, pour les adultes en tout cas, les victimes de l'OTS ont été des volontaires pour «le voyage à Sirius». Mystère opaque.

Dans le box des accusés, le chef d'orchestre suisse Michel Tabachnik, 58 ans, hier encore professionnel estimé internationalement, ancien assistant de Pierre Boulez.

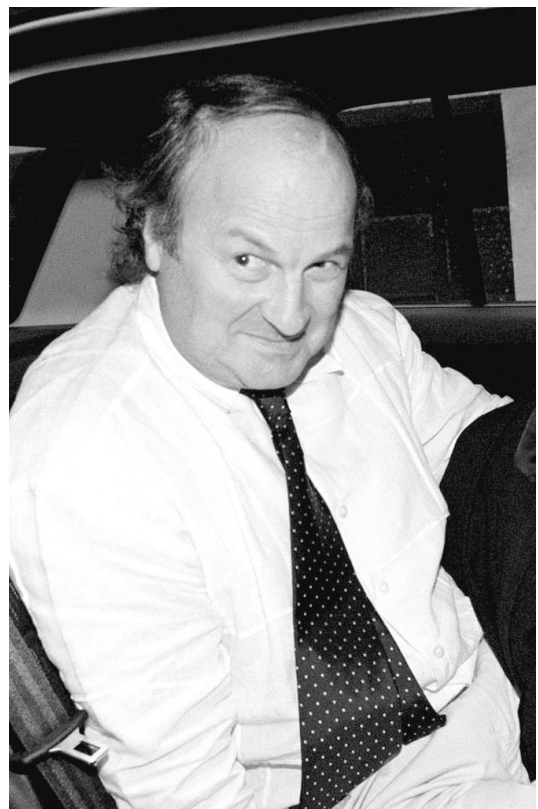
On l'accuse principalement d'avoir été au courant des projets de «suicides collectifs» des 4 et 5 octobre 1994 (au Québec et en Suisse: 53 morts) et de n'avoir rien dit. Une preuve: le 24 septembre précédant le bain de sang, il donnait une «conférence» à des

fidèles de l'OTS et son rattachement. Comme si, après le grand chef Jo Di Mambro en personne, il donnait le signal convenu pour le départ vers Sirius, l'une des figures majeures de la fantasmagorie de pacotille de l'OTS.

Selon le dossier de l'accusation, Tabachnik aurait manifestement été au courant de ce qui se préparait. Il aurait même, par cette conférence, participé personnellement à la mise en condition des fidèles. Mieux encore: selon Gilles Bouleau, l'un des co-auteurs du principal livre consacré au sujet⁽¹⁾, «Tabachnik a reconnu avoir tenté de joindre Di Mambro à plusieurs reprises sur son portable la veille du drame, et même entre les massacres de Salvan et de Cheiry». Pour un artiste qui, après avoir nié toute appartenance à l'OTS, se présente aujourd'hui comme un simple «amateur d'ésotérisme», de passage dans la secte, Michel Tabachnik se trouve effectivement très près de l'oeil du cyclone pendant le drame.

Toujours selon Gilles Bouleau, «Tabachnik, qui se présente volontiers comme un simple «conférencier invité», a en fait habité sans discontinuer dans le même immeuble que Di Mambro, entre 1979 et 1993, que ce soit en Suisse ou au Canada. Son propre fils a été élevé avec Doudou, la fille de Di Mambro née en 1981 et que celui-ci présentait comme le «nouveau Christ». En réalité, Tabachnik a été à l'Ordre du temple solaire le plus proche de Di Mambro, bien plus intime que Jouret. À Avignon, autour du 24 septembre, il a dîné en tête à tête avec Di Mambro, et Joël Egger, qui se disposait à partir exécuter les «traîtres» à Morin Heights. Difficile d'imaginer qu'il n'ait été au courant de rien. Il y a donc à tout le moins non-assistance à personnes en danger.»

En l'occurrence, le chef d'orchestre — dont la carrière bat de l'aile depuis 1995 — est accusé de participation à «association de malfaiteurs en vue de commettre des assassinats». Une disposition de la loi française qui permet, il faut l'avouer, de coincer des gens contre qui on ne dispose pas de preuves matérielles décisives. Un: on établit qu'il y a eu



Dans le box des accusés, le chef d'orchestre suisse Michel Tabachnik, 58 ans, ci-dessus dans une photo prise en 1996. On l'accuse principalement d'avoir été au courant des projets de «suicides collectifs» des 4 et 5 octobre 1994 (au Québec et en Suisse: 53 morts) et de n'avoir rien dit. Une preuve: le 24 septembre précédant le bain de sang, il donnait une «conférence» à des fidèles pour annoncer la dissolution de l'OTS et son rattachement.

assassinats, ce qui indiscutablement le cas concernant les enfants et mineurs morts dans les massacres. Deux: on établit que ces assassinats sont le fait de l'organisation X, et que Monsieur Untel appartenait bel et bien à cette organisation criminelle. Ce qui permet notamment, dans le cas qui nous occupe, de condamner Monsieur Untel sans établir pour

autant qu'il était au courant des crimes en préparation. Tabachnik savait-il? On ne l'établira jamais avec certitude, car les deux autres témoins de la réunion d'Avignon, le 24 septembre, sont morts. Ce délit d'«association de malfaiteurs» se prête aux interprétations les plus subjectives, ce qui rend tout pronostic hasardeux sur l'issue du procès en cours.

Reste le mystère principal: l'envoûtement des adeptes, mais aussi leur persistance dans le délire, même après cinq massacres. Les témoins ont commencé à défilier au procès. D'anciens adeptes, pas très jeunes, plutôt bourgeois, parfois même de la réussite dans leur carrière. Ainsi cette cantatrice suisse de 58 ans. Elle parle avec nostalgie de cette époque où «nous étions détenteurs d'une chose extraordinaire». Les cérémonies de pacotille, avec des hologrammes grossiers qui faisaient office d'apparitions: «Je veux bien qu'on me dise qu'il s'agissait d'hologrammes, dit-elle aujourd'hui. Mais comment fait-on pour faire valser une épée sur trente mètres? Il y avait des choses vraies!» Il y a eu les trois massacres d'octobre 1994. Les révélations innombrables sur les magouilles de Di Mambro. Un nouveau suicide collectif dans le Vercors en décembre 1995. Et pourtant cette quinquagénaire qui se dit «bonne vivante» admet qu'elle se serait sans doute suicidée si «Jo» le lui avait demandé. Et aujourd'hui, le ferait-elle encore? Silence du témoin. Est-elle encore sous l'emprise du «gourou»?

Hubert Nicolet, 56 ans, est venu expliquer, sept ans après Cheiry et Salvan, qu'il «comprendait» le «transit» qui avait eu lieu: «Nos frères et nos soeurs de coeur nous manquent, a-t-il dit, mais ils vivent sur un autre plan où ils poursuivent leur mission.»

D'où cette question unique: comment des humains «normaux» peuvent-ils persister dans leur somnambulisme délirant même après avoir été mis en face de la réalité de 74 cadavres? Pourquoi ne se sont-ils jamais réveillés. Même après le bain de sang, la secte continue son oeuvre. Peut-être même dans le cerveau de Tabachnik.

(1) L'Ordre du temple solaire, Flammarion, 450 pages, Paris 2000.

MONDE

Le non de Bush à Kyoto amène 40 pays à se consulter

ODILE MEUVRET
Agence France-Presse

NEW YORK – Quarante pays se sont réunis hier à New York pour délibérer de l'avenir du protocole de Kyoto après la remise en cause par le président George W. Bush de cet accord international sur la réduction des gaz à effet de serre.

Vingt-cinq d'entre eux sont représentés par leur ministre de l'Environnement, les autres par des hauts fonctionnaires.

C'est la première rencontre entre les trois camps des pourparlers climatiques depuis l'échec des dernières négociations à La Haye en no-

vembre : Européens (UE, pays candidats à l'Union européenne et Suisse), États-Unis et pays qui suivent leurs positions jusqu'à maintenant (Canada, Australie, Japon, Russie notamment), G-77 (pays en développement).

Les négociations climatiques visent depuis la conclusion du protocole en 1997 à définir ses règles d'application pour permettre son entrée en vigueur.

La réunion informelle a été convoquée par le ministre néerlandais de l'Environnement, Jan Pronk, qui préside actuellement les pourparlers. Elle a commencé en fait dès vendredi soir par un dîner de travail.

La délégation américaine est dirigée par Kenneth Brill, un haut fonctionnaire issu de l'administration Clinton.

Le protocole de Kyoto impose

des réductions d'émissions de CO₂ (gaz carbonique) et de cinq autres gaz soupçonnés de réchauffer l'atmosphère à 38 pays industrialisés (5,2 % en moyenne en 2010 par rapport à 1990). Il n'a été ratifié que par 32 pays en développement et un seul pays engagé, la Roumanie.

M. Bush l'a dénoncé le 13 mars comme « injuste » parce qu'il dispense les pays en développement de quotas de réduction. Il l'a jugé également trop coûteux à appliquer.

À 100 mètres de l'hôtel où se déroule la réunion, une dizaine de militants de Greenpeace ont déployé hier matin deux banderoles jaunes. « George W. Bush Pollueur du monde libre », proclame l'une. « Président Bush, protégez la Planète, pas les Pollueurs », indique la seconde.

La condamnation par M. Bush d'un accord signé en 1998 par l'administration de son prédécesseur a suscité critiques et interrogations sur la possibilité de le faire entrer en vigueur sans les Américains.

Les États-Unis font 25 % des émissions de CO₂ de la planète et plus du tiers de celles des pays développés (36 % en 1990 et 40 % en 1999, selon l'Agence européenne de l'environnement).

Ils ont annoncé la mise au point d'un plan de rechange à Kyoto d'ici la reprise officielle des négociations climatiques, prévue en juillet à Bonn. Mais M. Brill et son équipe n'ont donné aucune indication précise à ce sujet dans les bilatérales qui ont eu lieu depuis le début de la semaine à New York en marge d'une session de la Commission de l'ONU sur le développement durable, selon des sources diplomatiques concordantes.

D'ores et déjà l'Australie et le Canada ont indiqué qu'ils ne pourraient pas ratifier Kyoto si les Américains ne le faisaient pas.

À l'opposé, l'UE a annoncé qu'elle souhaitait ratifier le protocole même si l'administration républicaine persistait dans son attitude.

Compte-tenu des règles de ratification du protocole, la position du Japon et de la Russie sera déterminante.

À New York, la ministre japonaise de l'Environnement, Yoriko Kawaguchi, ne s'est pas engagée, compte-tenu du changement imminent de direction du Parti libéral démocrate (PLD) et du prochain renouvellement de la Diète.

De son côté la Russie paraît hésitante et devrait se déterminer au mieux de ses intérêts économiques, selon plusieurs diplomates européens.



EXPRESS INTERNATIONAL

Israël | Scientifique interpellé

UN ÉMINENT scientifique militaire israélien, ayant joué un rôle important dans le développement du programme nucléaire en Israël, a été interrogé le 28 mars à Jérusalem par les autorités inquiètes de ses relations avec une Russe, révèle le *Sunday Times*, dans sa livraison d'aujourd'hui. Le ministre israélien de la Défense, qui a procédé à l'interrogatoire, craint que la femme russe ait pu prendre connaissance des travaux de Yitzhak Yaakov, âgé de 75 ans, général de brigade à la retraite, précise le journal britannique. M. Yaakov fut l'un des directeurs de la cellule de recherche et de développement des forces armées israéliennes. Il possède la double nationalité israélo-américaine, selon le *Sunday Times*. — d'après AFP

Monténégro | Référendum en vue

EN CAS DE VICTOIRE de sa coalition aux législatives d'aujourd'hui, le président du Monténégro Milo Djukanovic proposera au nouveau parlement l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de la république, a déclaré hier son conseiller Miodrag Vukovic. Si le OUI l'emporte au référendum, « le parlement adoptera une résolution qui légalisera le résultat de la consultation, avant de se dissoudre, tandis que de nouvelles élections législatives seront convoquées », a déclaré M. Vukovic au cours d'une conférence de presse. La décision d'organiser un référendum sur la question de l'indépendance doit être adoptée à la majorité absolue, soit par 39 des 77 députés que compte le parlement, a précisé le conseiller du président monténégrin. — d'après AFP

Italie | Rassemblement populaire

PLUSIEURS MILLIERS de militants et sympathisants de la coalition de L'Olivier se sont rassemblés hier Piazza del Popolo, dans le coeur de Rome, pour célébrer, cinq ans jour pour jour après une victoire historique aux élections générales de 1996, un succès que la gauche italienne compte bien réitérer le 13 mai prochain. « Nous voulons gagner de nouveau, la partie est plus ouverte que jamais », a lancé à la foule, estimée à 50 000 personnes par les organisateurs — nettement moins selon les observateurs —, le ministre de la Justice, Piero Fassino. Celui-ci est pressenti pour devenir le prochain vice-président du Conseil en cas de victoire de la coalition de centre-gauche. — d'après AFP

Vietnam | Un S.O.S. au pape

L'ANCIEN PRÉSIDENT américain Lyndon Johnson, qui faisait face au mécontentement grandissant de l'opinion publique devant l'engagement croissant de son pays au Vietnam, a cherché à plusieurs reprises l'aide du Vatican, selon des documents classifiés publiés durant la semaine. Entre 1965 et 1968, Johnson a rencontré à deux reprises le pape Paul VI, lui a envoyé au moins trois lettres personnelles et un rapport. Il lui a aussi dépêché de nombreux émissaires dont l'ancien vice-président Hubert Humphrey pour le consulter à propos de la guerre, indiquent ces documents. Les documents, publiés par le département d'État, montrent un gouvernement cherchant désespérément le soutien du pape et de son autorité morale alors que le conflit s'envenime. — d'après AFP



Photo AP

Mais où donc est passé l'Indus ?

Ces paysans pakistanais vivant en bordure de l'Indus, ce grand fleuve reliant l'Himalaya à la mer d'Oman, doivent maintenant marcher de longues distances pour assurer leur approvisionnement en eau, depuis que le fleuve est pratiquement tari. Pendant qu'il neigeait fréquemment et abondamment cet hiver au Québec, il neigeait très peu sur l'Himalaya et le phénomène se produit pour la deuxième année. Une pénurie d'eau dans l'Indus signifie non seulement un manque d'eau potable, mais aussi une réduction marquante de la pêche vivrière ainsi qu'une insuffisance d'irrigation des surfaces agricoles. Cette barque devrait normalement se trouver sur la grève de l'Indus. Elle était hier perdue dans le désert.

Israël et Palestiniens renouent contact

Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Israël et les Palestiniens ont repris contact hier pour tenter d'arrêter la violence alors que les dirigeants palestiniens insistent de nouveau sur une protection internationale de leur population.

Après dix journées marquées par de durs affrontements, des responsables de sécurité des deux parties se réunissaient à Beit Hanoun, près d'Erez, un point de passage entre la bande de Gaza et Israël.

Parallèlement, les deux parties faisaient état de contacts à caractère plus politique, alors que la direction palestinienne avait réitéré vendredi soir sa demande au Conseil de sécurité de l'ONU d'établir une force de protection dans les territoires.

« Je mène des contacts discrets avec les Palestiniens pour éteindre le feu, et lorsqu'il y aura des résultats, j'en rendrai compte », a déclaré hier le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres.

« On ne peut pas mettre un terme à la violence uniquement par la force : il faut aussi parler. Je pense qu'il faut essayer de

réaliser une percée. C'est possible, même si c'est difficile », a-t-il ajouté.

Selon la radio publique, M. Peres a eu un entretien téléphonique hier avec le président palestinien Yasser Arafat. Un porte-parole de M. Peres interrogé par l'AFP a refusé de confirmer ou de démentir.

Le secrétaire du gouvernement palestinien Ahmad Abdelrahmane a indiqué qu'« il y avait des contacts à divers niveaux », mais refusé de les qualifier de négociations.

« Il n'y aura pas de négociations de paix avant l'arrêt par le gouvernement du premier ministre israélien Ariel Sharon de ses agressions contre le peuple palestinien, la reconnaissance de ses droits, et l'annonce d'un retrait de ses territoires occupés », a-t-il affirmé.

Interrogé par l'AFP, Raanan Gissin, porte-parole de M. Sharon, a une fois de plus exclu « toute négociation politique avant l'arrêt par les Palestiniens de « la violence et du terrorisme ».

« C'est l'unique objectif de la réunion sécuritaire d'aujourd'hui (hier) », a poursuivi le porte-parole, soulignant qu'Israël

était « toujours intéressé par de telles rencontres ».

La délégation palestinienne à la réunion de sécurité comprenait les généraux Amine al-Hindi et Abdelrazek al-Majajda, respectivement chef des Renseignements militaires palestiniens et de la sécurité publique dans la bande de Gaza.

La délégation israélienne était dirigée par le chef du département de la planification le général Giora Eiland, le commandant de la région sud d'Israël, qui comprend la bande de Gaza, le général Doron Almog et un haut responsable du Shin Beth, le service israélien de sécurité intérieure.

Une rencontre annoncée pour le 16 avril avait été annulée à la suite d'une nouvelle escalade sur le terrain, après laquelle les Palestiniens avaient menacé de ne plus participer à de nouvelles rencontres de sécurité avec Israël.

L'armée israélienne avait lancé dans la nuit du 16 au 17 avril une opération d'envergure dans la bande de Gaza, réoccupant momentanément un secteur sous contrôle total palestinien, en violation des accords d'autonomie.

Les Quinze restent optimistes sur la croissance européenne

Wim Duisenberg, de la Banque centrale européenne, contredit des données du secrétaire américain au Trésor



Photo AFP
Le président de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg. Un rappel hier de certains faits sur l'économie européenne, adressés au nouveau secrétaire au Trésor des États-Unis, Paul O'Neill.

ROBERT WIELAARD
Associated Press

MALMOE, Suède – En réponse aux doutes exprimés par le secrétaire américain au Trésor Paul O'Neill, les ministres des Finances des Quinze, réunis en conseil informel à Malmoe, ont réaffirmé hier leur optimisme quant à la croissance européenne et jugé qu'elle ne devrait pas subir le contre-coup du ralentissement de l'activité outre-Atlantique.

Présent à Malmoe en sa qualité de président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg n'a pas hésité à qualifier de « conception erronée » la vision de M. O'Neill, selon laquelle les économies américaine et européenne seraient imbriquées.

À ses yeux, le fait que les États-Unis ne sont concernés que par 3 % des échanges extérieurs de l'UE,

marché de 374 millions de personnes, signifie que les effets du ralentissement américain seront « limités ». Il l'a répété hier à la faveur d'une pause dans les discussions.

Le ministre allemand des Finances, Hans Eichel, s'est employé à diffuser le même message, assurant devant la presse que « l'impact de la baisse de régime de l'économie américaine est mineur parce que seule une petite part des exportations de l'Union vont aux États-Unis ».

Au lendemain de la décision de la Réserve fédérale américaine de baisser ses taux directeurs d'un demi-point à 4,5 %, Paul O'Neill s'était déclaré « intrigué » jeudi dernier par l'assurance affichée par l'UE sur le plan économique alors que l'activité ralentit outre-Atlantique.

« Quand certains Européens me disent qu'ils sont très heureux de cette année, qu'ils vont enregistrer une croissance de 3,4 % et qu'ils vont nous montrer qu'ils peuvent y parvenir dans l'indépendance, je suis tout simplement intrigué parce que ce discours ne correspond pas au monde tel que je le connais »,

avait-il déclaré devant le Club économique de New York.

Wim Duisenberg a tenu hier à justifier sa politique monétaire et le statu quo défendu par la BCE, alors que les Américains aimeraient la voir emboîter le pas de la Fed et baisser à son tour ses taux. « Nous ne sommes pas immunisés contre les développements aux États-Unis ou dans le reste du monde », a-t-il concédé. « Mais nous représentons une zone autonome d'une telle taille, avec plus de 300 millions de personnes, que l'impact de ces développements, s'il n'est pas négligeable, est limité. »

La Commission européenne doit publier mercredi prochain des prévisions économiques plaçant la croissance dans l'UE en 2001 entre 2,5 et 3 %, soit en recul par rapport aux 3,2 % pronostiqués l'automne dernier. De sources économiques européennes, on affirme tabler sur une hausse du PIB de 2,7 %, alors que la croissance américaine ne devrait pas excéder 2,5 %.

Le président de l'exécutif européen, Romano Prodi, a pour sa part estimé que ces prévisions prouvaient la « résistance » de l'écono-

mie européenne et permettaient d'afficher un « optimisme réaliste ». « Les résultats que nous avons obtenus ne peuvent être sous-estimés », a-t-il ajouté, rappelant que l'euro, remonté vendredi au-dessus de 0,90 dollar, a survécu à la crise financière en Asie, à la guerre dans les Balkans et aux flambées des prix pétroliers.

Dans ce contexte, M. Duisenberg a plaidé pour une « poursuite énergique des réformes structurelles » et notamment du marché du travail dans l'UE, tandis qu'un millier de manifestants antimondialisation défilaient aux cris de « capitalisme et Union européenne, main dans la main ».

Le conseil « écofin » de Malmoe a par ailleurs permis une première rencontre entre d'un côté les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales des 12 pays candidats à l'adhésion à l'Union, de l'autre leurs homologues des Quinze. Il s'agissait d'examiner l'impact de l'élargissement envisagé dès 2004 sur la stabilité fiscale et macro-économique de la région.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The Observer

THE SUNDAY TIMES

The New York Times

Dans la foulée de la mondialisation : l'anglais

L'évolution de la langue anglaise dans le monde coïncide singulièrement avec celle du capitalisme

De Seattle à Québec, l'actualité s'accroche de plus en plus fréquemment, scènes de rue aidant, au phénomène de la mondialisation. Peu à peu se dessine dans les opinions publiques l'image de forces du capital, en mouvement rapide partout sur la planète, que les forces de la justice économique et sociale tentent de casser, de freiner ou de policer. Formidable débat, mais qui finalement n'entrave guère l'avancement lourd des forces du capital. Et dans cette foulée se vérifie — phénomène que l'on sent confusément mais dont on parle peu — l'avancement parallèle de la langue anglaise dans le monde.

Dans l'hebdomadaire britannique *The Observer*, le spécialiste Robert McCrum démontre que l'expansion de la langue anglaise épouse assez précisément celle des forces du capital.

Il note par exemple que deux géants, la Russie post-soviétique et la Chine post-maoïste, se sont mis à l'apprentissage de la langue anglaise dans la même mesure où ils ambitionnaient respectivement de prendre part à la mondialisation des affaires. Quant aux pays de l'Europe de l'Est, ils ne demandaient pas mieux que de se tourner simultanément vers l'économie de marché et l'anglais comme langue seconde, une fois rompu le lien institutionnel avec Moscou.

Le cas de l'Europe

Ailleurs, les élites asiatiques assoiffées de commerce, japonaises notamment, flirtent de plus en plus avec l'anglais. Les sociétés latino-américaines, en phase — toute cahoteuse qu'elle soit — d'intégration économique, jettent leur dévolu sur l'anglais comme langue seconde. Mais surtout, l'Europe, qui fut le modèle par excellence d'une première grande expérience supranationale d'intégration économique dans le monde, se tourne résolument vers l'anglais comme langue de communication interne et langue d'administration des institutions européennes, les traducteurs professionnels éprouvant de plus en plus de mal à rendre en langues nationales l'abondante paterne issue de Bruxelles.

C'est vrai des institutions, mais c'est vrai de la vraie vie politique aussi. Député au Parlement européen, le conservateur britannique Charles Tannuck observe que ses collègues trouvent le temps long à Bruxelles s'ils ne parlent pas anglais. Dans les bars adjacents à la Commission européenne à Bruxelles, c'est principalement en anglais que causent politiciens et fonc-

tionnaires venus d'Espagne, des Pays-Bas ou de Suède.

Le « trouble-fête » français

Mais il s'agit plus que d'artifices liés à la nouvelle classe politique européenne. La France, que le monde anglo-saxon identifie depuis belle lurette comme empêcheur de tourner en rond en matière d'expansion de la langue anglaise, produit de plus en plus de films en anglais. On songe à l'acteur américain Al Pacino pour incarner nul autre que Napoléon dans un film à venir, note le correspondant à Paris du *Sunday Times*, de Londres. Le *New York Times* remarque qu'une multinationale française comme Alcatel, un des bijoux de la France gaulliste qui fut privatisé en 1982, utilise maintenant l'anglais dans ses communications internes.

Les vocables anglais s'infiltrent à un rythme ahurissant dans toutes les langues européennes. Les Français se révèlent incapables d'intégrer effectivement dans leur langue les moindres réalités nouvelles comme le « fast-food », les « startup », ou le « web ». La situation paraît encore pire en Allemagne où des termes anglais se substituent à l'allemand pour des réalités traditionnelles : *power, baby, administration, underwear* sont monnaie courante. On connaît le franglais, l'Allemagne commence à s'inquiéter du « denglisch ».

La couleur linguistique de l'argent

Pourtant, estime Robert McCrum, dans *The Observer*, l'invasion de l'anglais dans le monde ne doit rien aux vertus linguistiques particulières que pourrait charrier cette langue. De fait, le choix de l'anglais comme langue universelle est même objectivement un mauvais choix, dans la mesure où il est aussi difficile à apprendre que le français ou le russe. L'anglais n'est pas plus beau, plus doux que le plus éloquent que l'italien ou l'allemand.

Le succès de l'anglais américain tient à autre chose : la puissance économique des États-Unis dans le monde et ses courroies de transmission que sont son cinéma, sa musique, ses vêtements, ses médias (les « soaps », suivis de CNN, puis d'Internet) et ses appareils de publicité-marketing. De tout temps, la langue n'a toujours été d'abord qu'une affaire de pouvoir, précédant la culture et le savoir. Une langue, rappelle Robert McCrum, ce n'est finalement qu'un dialecte muni d'une armée et d'une marine.



Telle qu'imaginée par un artiste, la célèbre tour de Babel, symbole classique de la confusion des langues sur cette planète. L'anglais se veut la solution.

Et ça marche. Et les Européens en redemandent. Un consensus, que confirment des sondages menés par l'Union européenne, établit rapidement la faveur de l'anglais comme première langue seconde et comme langue de communication intraeuropéenne. La Suisse, qui nourrit en son sein quatre langues européennes, est un microcosme intéressant : un mouvement s'est amorcé, au sein de chacune des communautés linguistiques, pour faire de l'anglais la première langue seconde, au détriment de l'une ou l'autre des autres langues de la Confédération, note le *New York Times*.

Charles Tannuck, ce député britannique conservateur élu au Parlement européen, respire d'aise : « Nous avons gagné la bataille ! » Mais il prend soin d'ajouter : « Bien sûr, nous devons une fière chandelle à l'Oncle Sam pour cela. »

La loi 101 fait des petits

On décelle dans ce phénomène de l'expansion de l'anglais dans le monde en général et en Europe en particulier une sorte de pragmatisme circonstanciel, lié à ce vieux rêve biblique de voir s'effondrer un jour la Tour de Babel, note M. McCrum, qui voit dans l'installation de cette première langue de communication universelle la plus importante révolution depuis Gutenberg.

Mais en faisant s'écrouler la Tour de Babel, c'est tout un jeu de cultures qui se trouvent du même souffle menacées. Pendant qu'ici et là dans le monde anglo-saxon des ethnographes patentés versent un pleur occasionnel sur la disparition d'une langue maori ou amérindienne, les humeurs médiatiques s'arrêtent à la frontière du triomphalisme pour saluer l'avènement

de l'anglais comme langue universelle de communication.

Nombre de médias britanniques et américains retiennent un fou rire quand ils voient une large partie des Français se moquer des efforts de leur gouvernement pour protéger la langue française. Mais ce qu'il y a tout de même d'intéressant ici, c'est que l'esprit de la loi 101 commence à faire des petits, en France et ailleurs en Europe. Des initiatives qui ne visent pas à contrecarrer l'usage de l'anglais comme langue de communication internationale, mais un jeu de mesures pour protéger ce qu'on pourrait appeler l'intimité des langues nationales.

Depuis une décennie, la France a déjà légiféré en matière de contenu francophone de la chanson à la radio, de la programmation en télévision, en matière d'affichage publicitaire et d'étiquetage aussi. Mais d'autres pays européens emboîtent le pas, comme la Pologne, la Roumanie et l'Allemagne.

L'Allemagne s'est toujours fait un point d'honneur d'absorber un vocabulaire étranger, mais on commence à trouver par rapport à l'anglais que le vase déborde : 53 % des Allemands le confirment dans un sondage. Le chef d'un tiers parti parle d'une « violence imposée » au peuple et appelle, comme d'autres politiciens allemands, des lois à cet égard.

Des aléas de la victoire

N'empêche, l'anglais institutionnel, lui, s'installe à demeure en Europe et sa fonction est en pleine mutation. Il n'a plus pour rôle premier de faire communiquer les Européens avec les Britanniques ou les Américains, mais de permettre aux Européens de communiquer entre eux, dit un spécialiste britannique, cité par le *New York Times*. Et dans des pays de la frange du nord comme la Suède, les Pays-Bas ou le Danemark, même la vie nationale normale ne peut plus exclure l'anglais pour peu qu'on se retrouve en cercles d'affaires, scientifiques ou même intellectuel.

Dans l'intervalle, Britanniques et Américains boudent de plus en plus l'apprentissage des langues secondes. Avec un envers de médaille pas toujours heureux. À l'heure où les services d'espionnage américains, hantés par le terrorisme international, multiplient les tables d'écoute partout sur la planète, ils n'arrivent plus à traduire ce qu'ils écoutent. Quant aux Anglais, ils voient déferler d'autres Européens qui viennent travailler chez eux, mais peuvent de moins en moins eux-mêmes aller travailler sur le continent.



The Observer

Professionalisme

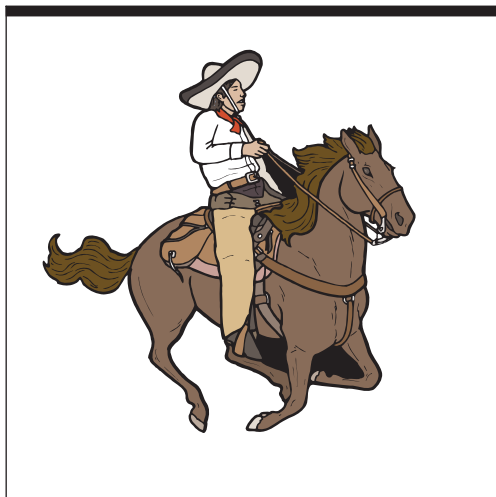
VU DE GRANDE-BRETAGNE, l'anglais « comme seule langue européenne » est à ce point acquis que l'Association internationale des professeurs d'anglais comme langue étrangère n'en est plus à recruter des clients européens, mais à explorer les façons nouvelles de peaufiner cet enseignement, histoire de le rendre le plus efficace possible. Un grand colloque à cet effet avait lieu mercredi dernier au palais des congrès de Brighton, sur la Manche, comme en a fait foi une annonce parue dimanche dernier dans *The Observer*, sous le titre « Global English ». Ces gens-là vivent leurs années de vaches grasses (statut que leur envient les vraies vaches du pays par les temps qui courent). Ceux qui font commerce de l'enseignement de l'anglais langue seconde n'ont pas fini de faire sonner la caisse enregistreuse. *The Observer* évalue à près de deux milliards de personnes actuellement le nombre de citoyens capables de se débrouiller en anglais, soit le tiers de cette planète. Or c'est la moitié de la planète qui pourra le faire d'ici 2050, envisage-t-on. Actuellement, 380 millions de personnes sont de langue anglaise. S'ajoutent 350 millions qui comptent l'anglais comme langue seconde : Inde, Nigeria, etc. Les autres viennent surtout de la Chine, de la Russie et du Japon.



Herald Tribune

Militantisme

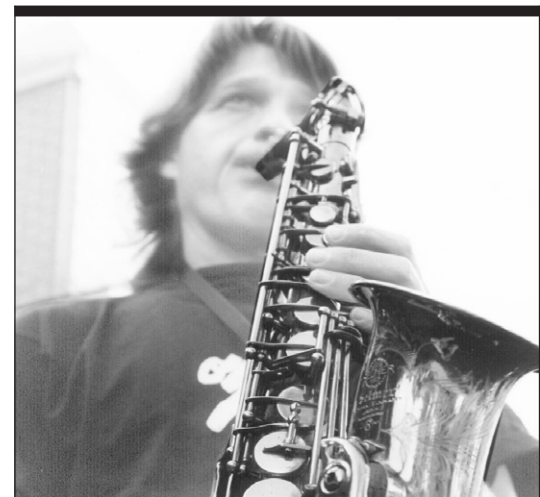
CONTRAIREMENT à des idées reçues, l'anglicisation du monde n'est pas forcément spontanée, mais répond aussi à un militantisme qui, discret, n'en est pas moins réel. De vieux organismes comme la English Speaking Union y voient de longue date. Les États-Unis ont implanté des universités américaines dans des sphères d'influence française comme le Liban et le Maroc. C'est à Paris que le *New York Times* et le *Washington Post* ont installé, il y a longtemps maintenant, le quartier général du *International Herald Tribune*, devenu probablement le plus influent quotidien américain dans le monde. Le journal revient régulièrement sur le sujet de l'expansion de l'anglais. Le 12 février dernier, sous la prude rubrique « International Education », le *Tribune* s'appesantissait sur les progrès de l'anglais à l'école, notamment au Japon, à Singapour et... au Québec. Une journaliste de *The Gazette* fut mise à contribution, décrivant comment de plus en plus de parents francophones, déçus de la loi 101, sollicitent un enseignement intensif de l'anglais pour leurs enfants. Des parents qui réclament en cour le droit à l'école anglaise ou qui, à la rigueur, inscrivent leurs enfants dans des troupes scouts, colonies de vacances ou écoles de karaté anglophones.



The New York Times

Échangisme

LES HISPANOPHONES venus du sud inquiètent des décideurs américains. Une certaine droite y voit une race blanche en péril. D'autres sont aux prises avec les problèmes pratiques que pose le choix de la langue d'enseignement. Des États ont réglé le problème en imposant l'anglais comme langue officielle exclusive des institutions publiques. Mais à l'heure de l'ALENA (et éventuellement de la ZLEA ?), les esprits éclairés veulent s'assurer que les choses vont évoluer correctement dans l'avenir du point de vue de la bonne marche des affaires. C'est ainsi qu'au programme latino-américain de l'école d'administration de l'Université de Miami, largement fréquenté par des hispanophones, les cours sont donnés en espagnol, mais les programmes de lecture et les travaux scolaires se font en anglais. Dans l'intervalle, à la prestigieuse école d'administration de Duxx, à Mexico, des professeurs donnent en anglais leurs cours préparant au MBA, histoire de mieux apprendre aux étudiants futurs cadres — et futures élites — à communiquer sans difficulté avec leurs vis-à-vis américains. Normal, dit le reporter du *New York Times* : l'anglais est rapidement en voie de consolider sa position comme langue de l'hémisphère.



Herald Tribune

Universalisme

IL Y A, en gestation, la *lingua franca* — la langue de communication de référence de par le monde — mais aussi la *musica franca* : le jazz. Un reporter du *International Herald Tribune* constate avec plaisir que le jazz, « seule contribution originale de l'Amérique à l'art », est en voie d'apporter sa touche à l'ensemble des cultures musicales du monde. De Brooklyn au Cap, en passant par Shanghai, les jazzmen du monde communiquent entre eux à travers un art qui a perdu tranquillement sa coloration américaine pour devenir universel, un art auquel chaque ethnie apporte son écot. Certes, le plus prestigieux laboratoire de création de jazz demeure le Berklee College of Modern Music, à Boston, mais près de 50 % de sa clientèle maintenant vient d'outre-mer, pendant que prolifèrent dans le monde les écoles de jazz de niveau universitaire, à Istanbul, à Porto au Portugal, voire à Paris. Et où encore ? À Hanoi, par exemple. Ou à Trondheim, en Norvège. Les profs de jazz sont maintenant réunis en association internationale, avec congrès annuel s'il vous plaît. Les ethnies enrichissent le patrimoine jazzistique universel, mais en même temps les jazzmen du monde nourrissent les musiques traditionnelles, brésilienne, africaine, indienne entre autres. Un grand bond en avant ou destruction des traditions ? Trop tôt pour savoir, dit un analyste.

JOURNAL DE BORD

« C'est bon, ton truc. Ça va le faire! »

À 22 ans, Damien De Pas se lance dans une aventure unique : participer, sur le voilier qu'il a construit de ses mains, à une course océanique de longue durée, la Mini-Transat, dont le départ sera donné en France en septembre. Les lecteurs de *La Presse* peuvent suivre ses préparatifs et son entraînement en Bretagne grâce à des extraits de son journal de bord publiés tous les dimanches.



DAMIEN DE PAS
collaboration spéciale

Plus que huit jours sur mon calendrier. La préparation de *Dingo* suit son cours, mais elle est beaucoup plus longue que prévue. Plusieurs petites choses ne vont pas comme je voudrais. Je me console en me disant que je ne suis pas le seul. Les skippers des nouveaux prototypes sont tous en retard sur leur échéancier, tous aussi débordés les uns que les autres. Chacun surveille discrètement à quel stade sont rendus les copains, quelles solutions ils ont trouvées pour régler tel ou tel détail.

Dingo est toujours amarré le long du ponton principal, au port du Moulin Blanc, bien à la vue des nombreux passants. Il est d'autant plus visible que la plupart de ses voisins ont déjà libéré l'espace pour faire place aux participants de l'Edhec qui arriveront sous peu. Cette compétition de voile internationale réunira près de 200 bateaux menés par des équipages universitaires dont ceux de l'Université de Montréal et de Concordia. Au total, plusieurs milliers d'étudiants viendront régater durant une semaine. Il paraît que ça bouge pas mal, autant sur l'eau que sur la piste de danse, le soir... Dommage, je serai en mer.

Le travail au ponton offre des avantages et des inconvénients. Être dérangé toutes les quinze minutes par un copain ou une connaissance qui vient aux nouvelles ne rend pas les journées très productives. « Alors, Damien, c'est quand le grand départ ? » Le plus délicat, dans de telles circonstances, c'est de faire comprendre au visiteur que le temps presse. « Je dois partir dans quelques jours... et je ne vois pas comment je vais y arriver avec tout ce qui me reste à faire. » Normalement, ça marche !



Damien installe le vérin de son pilote automatique.

Photo ÉVANGÉLINE DE PAS, collaboration spéciale

Parmi tous ces visiteurs, il y a aussi des personnes ressources. L'autre jour, par exemple, j'installais dans le cockpit le vérin hydraulique du pilote quand Frank s'est arrêté pour voir si tout allait bien. Il est électricien professionnel, spécialisé dans le milieu du nautisme. Si j'en avais eu les moyens, je l'aurais engagé pour la pose de mon pilote automatique. C'est une opération longue et complexe, surtout pour quelqu'un comme moi qui n'y connaissait pas grand-chose. J'ai tout de même réussi à mettre en place les différentes composantes (compas, capteur d'angle, unité de contrôle, boîtier de commande et moteur du vérin) après en avoir fabriqué les supports en composite.

Les conseils de Frank m'ont beaucoup aidé. Ce jour-là, il a dû passer quatre ou cinq fois près de *Dingo* et a pris le temps de m'expliquer les petites astuces qui assurent une bonne fiabilité du système. Et Dieu sait que c'est important. C'est un gars sérieux et compétent, mais qui rigole souvent. Surtout lorsqu'il me voit trop préoccupé. « T'en fais pas, Damien. C'est bon, ton truc. Ça va le faire. »

Cette fameuse expression traduit parfaitement le côté décontracté de tous les Bretons que je connais et qui naviguent. Frank nous disait qu'elle exprime la « poésie » des Français. Cette façon qu'ils ont d'improviser, de « bidouiller un truc », d'y aller par instinct plutôt que « selon les plans ». Il paraît que les Anglais et les Américains, plus rigoureux, ont de la difficulté à s'y faire.

Je les comprends un peu car ce n'est pas évident quand on cherche à obtenir un avis fiable. Ce qui « le fait » pour un, très souvent ne « le fait pas » pour l'autre. J'en ai eu un autre bel exemple hier soir.

Au retour d'une sortie de voile, Ollivier Bordeaux et Denis Glehen viennent saluer Hervé qui se trouve à bord de *Dingo*. Il me donne un coup de main pour terminer le circuit électrique. Ce n'est pas la première fois qu'Ollivier observe mon bateau, mais cette fois-ci il remarque que ma bôme dépasse le tableau arrière. Elle est trop longue et ne passera pas le test de jauge. Nous examinons ensemble comment la raccourcir et j'en profite pour lui demander son avis sur mon système de prise de ris qui me permet de diminuer la surface de ma grand-voile lorsque le vent fort. J'ai posé la même question à Pierre Rolland, l'architecte, il y a quelques mois pour avoir la conscience tranquille et il a approuvé sans hésitation. Je sais qu'Ollivier utilise un système différent. Comme c'est lui qui a fabriqué ma bôme en carbone, je me sentirai plus rassuré s'il me confirme que « ça va le faire. »

Sa réponse a été catégorique... « Ça va casser ! »

Malgré tout, j'essaie de garder le moral. Je me suis fixé une date pour ma qualification et je vais tenter de la respecter. Pour y arriver, il me faut gérer plein de choses en même temps. Par chance, Dominique et Évangéline sont là pour m'aider.

Si tout va bien, le pilote va bientôt être branché. Je commence à ranger le matériel à l'intérieur du bateau. Il me reste à stratifier les points d'attaches pour les bidons d'eau, de bouffe et d'essence.

Je dois aussi fixer ma bouilloire après mon petit réchaud. Je pensais la faire souder, mais quelqu'un m'a conseillé de l'attacher simplement avec du vectran. L'avantage de cette corde résistante que l'on utilise beaucoup sur les voiliers de course est qu'elle ne brûle pas. J'accrocherai ensuite le tout au plafond. De cette manière on obtient un système simple et léger sur cardan.

Pour l'instant, je me contenterai de faire bouillir de l'eau, car je mangerai surtout des plats lyophilisés. Ce sera la première fois que je goûterai aux recettes d'Odile Dumais, une spécialiste en nutrition qui est chargée de cours à l'Université du Québec à Montréal. Elle prépare depuis plus de 20 ans des repas pour des expéditions internationales auxquelles elle participe à l'occasion. Je sais qu'elle me fera bien manger et que ce sera bon. Mes parents ont déjà goûté à ses plats lorsqu'ils font du ski de fond l'hiver sur la Basse-Côte-Nord. C'est elle qui développe les recettes pour LyoSan, une entreprise de Lachute qui m'appuie dans mon projet.

J'apporterai aussi des fruits séchés, des noix, des barres énergétiques et du chocolat. En plus, pour ma qualification hors-course, où l'économie de poids n'est pas une obsession, j'achèterai quelques fruits et légumes frais.

Je devrai aussi essayer de respecter à quelques heures près les trois périodes de la journée où l'on mange normalement sur la terre ferme. Selon des témoignages de coureurs au large, cela permettrait à l'organisme de ne pas se déstabiliser complètement.

Côté sécurité, j'ai reçu hier mon radeau de sauvetage et ma balise de détresse, qui émet sur deux fréquences, celle des satellites et celle des avions. Si je devais la déclencher, elle enverrait un code individuel précis, permettant aux organismes de recherche de savoir exactement de quel bateau il s'agit. Enfin, Philippe, de la voilerie Océan, est venu prendre les mesures pour ma ligne de vie. Grâce à cette sangle obligatoire qui est fixée des deux côtés du pont, je resterai toujours attaché à *Dingo*.

En quittant le bateau chaque soir, ma journée est loin d'être finie. Nous nous dirigeons vers le petit appartement que Dominique et Évangéline ont loué pour un mois. C'est notre quartier général. Après le souper, nous déplaçons les différentes cartes marines qui couvrent mon parcours et j'examine par où je passerai, dans quel sens je partirai selon les vents et quels pourraient être les principaux ports de relâche en Angleterre, en Irlande ou sur la côte française, en cas de bris ou de très forts coups de vent.

Pour cette qualification hors-course de 1000 milles nautiques, nous serons peut-être deux à quitter Brest en même temps. Yannick Hémet sur *Hakuna Matata* sera bientôt prêt lui aussi. Ce serait beaucoup plus agréable de naviguer à deux bateaux. Nous pourrions communiquer ensemble par VHF. Lorsqu'on se sent seul, ça peut vraiment faire du bien d'échanger sur ce qui se passe à bord et, si le coeur y est, de rigoler un petit coup.

Idéalement, on essaierait de naviguer à vue le plus longtemps possible, quitte à se ralentir un peu pour s'attendre, si l'un de nous deux va plus vite. Si on réussit à se suivre, on pourrait même se photographier mutuellement devant les points de passages obligatoires.

C'est aussi plus prudent, côté sécurité. En cas d'avarie sérieuse, l'autre peut toujours se dérouter pour aller prêter main-forte.

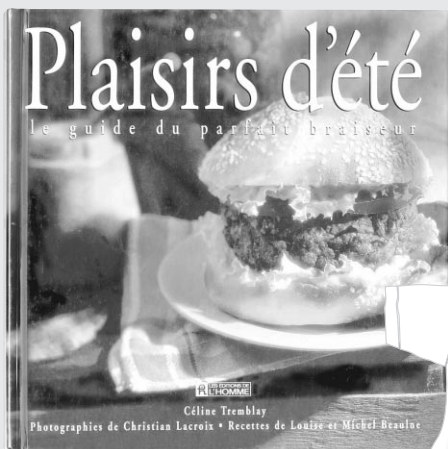
Si je pars avec Yannick, je sais que je m'aventurerai plus facilement dans certains « raccourcis » dangereux le long de la côte bretonne, car il les connaît parfaitement. Alors que si je pars seul, je resterai prudent et ferai route vers le large.

Quoi qu'il arrive, je me répète que tout ira bien.

cyberpresse.ca On peut lire les chroniques de Damien De Pas à l'adresse Internet suivante :

www.cyberpresse.ca/damiendepas

LA GRILLE BLANCHE La Presse



Voici les gagnants qui ont mérité le livre **PLAISIRS D'ÉTÉ** de Céline Tremblay et un t-shirt **La Presse** pour la Grille blanche du 25 mars dernier.

LES ÉDITIONS DE L'HOMME

MME CLAUDETTE ALBERT
CARAQUET
HULL

M. GULIAN ARA
MONTRÉAL

MME DENISE BEAUDRY
VICTORIAVILLE

MME RÉJEANNE BÉRARD
MONTRÉAL

MME JEANNINE BERGERON
GRAND-MÈRE

MME SYLVIE BERTRAND
REPERTIGNY

MME HÉLÈNE BOISCLAIR
REPERTIGNY

MME LOUISE BOISCLAIR
LAVAL

MME LOUISE BORGES
LONGUEUIL

M. GILLES BOUCHARD
LAVAL

M. EDDY BOUDREAU
LONGUEUIL

M. ROGER BOUTIN
KIRKLAND

MME LOUISE BOYER
VAUDREUIL-DORION

M. JEAN BRASSARD
GRAND-ÎLE

MME MARCELLE BROUSSEAU
REPERTIGNY

MME THÉRÈSE BUJOLD
MARIA

CLAUDE CARON
SHAWINGAN

MME MICHÉLYNE CARON
GUERTIN

M. CHARLEBOIS
STE-JUSTINE-DE-NEWTON

MME MARTHE CÔTÉ
SAINT-HONORÉ-DE-CHICOUTIMI

M. RENÉ CRÊTE
GATINEAU

MME LUCETTE CURODEAU
LAVAL

MME DENISE DE VILLERS
TROIS-RIVIÈRES

MME HÉLÈNE DES ROSIERS
MONTRÉAL

MME MICHELLE DOUCET
CAP-ROUGE

M. JEAN-GUY DRAPEAU
MONTRÉAL

MME JACQUELINE DUBOIS
HULL

MME LISE DUBOIS & M. GUY SALVAS
VICTORIAVILLE

MME DIANE DUBREUIL
MONTRÉAL

MME DIANE DUMAS
NEUFCHÂTEL

MME MICHELINE ELLYSON
TERREBONNE

MME GEORGETTE FARAND
MONTRÉAL

MME DENISE FAVREAU
SAINT-LÉONARD

MME LISE FOURNIER
MONTRÉAL

M. JOSÉ FRANCIA
SAINT-JÉRÔME

MME LISE FRÉCHETTE
VAUDREUIL

R. FYEN-GASCON
MONTRÉAL

MME NICOLE GADOURY
SEPT-ÎLES

MME ANNE GAGNÉ
MONTRÉAL

M. MICHEL GAGNÉ
VALLEYFIELD

MME DENISE GAGNON
SAINT-PAUL-DE-L'ÎLE-AUX-NOIX

M. GHISLAIN GAGNON
TERREBONNE

MME JEANNE D'ARC GARDNER
SAINT-HYACINTHE

MME LUCIE GARNEAU
VAL-DAVID

MME YVETTE GAUDET
REPERTIGNY

M. PIERRE GAUDREAU
CHICOUTIMI

MME MONIQUE GÉLINAS
LAVAL

MME MARIE GÉNÉREUX
KIRKLAND

MME GEORGETTE GEROMIN
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

M. MARC GHADDAR
ANJOU

M. J. MARCEL GIGNAC
CHICOUTIMI

MME RAYMONDE GRÉGOIRE
BROSSARD

M. MARQUIS GRENIER
SAINT-AUGUSTIN

ALMA HÉBERT
VERDUN

MME GERTRUDE HOULD
VARENNES

MME MADELEINE HUARD
VICTORIAVILLE

M. JEAN-PIERRE HUDON
CHICOUTIMI

MME LISE JOLY
LAVAL

MME MICHELINE LAFLAMME
MONTRÉAL

M. JEAN-PIERRE LAFLEUR
ANJOU

M. BENOIT LAINESSE
LONGUEUIL

MME ANDRÉE LAMOUREUX
MONT-TREMBLANT

MME YVONNE LAMOUREUX
SAINT-BRUNO

MME FRANCYNE LANGE
SAINT-LAZARE

MME MARGUERITE LAPIERRE
MONTRÉAL

MME SYLVIE LEDUC
KIRKLAND

MME LOUISE M. LEGAULT
VALLEYFIELD

MME RAYMONDE LESSARD
SAINT-GEORGES

MME CAROLE LEVESQUE
LAVAL

MME LOUISE MALOIN
BOUCHERVILLE

MME THÉRÈSE MARCHAND
GRAND-MÈRE

MME DENISE MC COLLOUGH
CAP-DE-LA-MADELEINE

M. GÉRARD MICHAUD
LAVAL

MME MARIE-JOSÉE MOISAN
ROSEMÈRE

MME LOUISE MONBOURQUETTE
ANJOU

MME SUZANNE MORIN
NOTRE-DAME-DE-LAC

MME ANDRÉE T. NOLIN
THEFTFORD-MINES

MME PAULINE PAQUET
VICTORIAVILLE

MME FRANCINE PARÉ
LORRAINE

MME BRIGITTE PAULIN-RYAN
HULL

MME GHISLAINE PÉRIGNY
VAL-D'OR

M. RICHARD PERRON
NOTRE-DAME-DES-PINS

MME PAULINE POIRIER
REPERTIGNY

MME LISE G. POITRAS
MONTRÉAL-NORD

MME MARILÈNE RIOPEL
ORFORD

MME FLAVIE ROBITAILLE
MASCOUICHE

MME GEORGETTE ROCHELEAU
TERREBONNE

MME MARIE-ANDRÉE ROULEAU
MONT-LAURIER

MME MICHELINE ROY
LAVAL

MME LISE SARRAZIN
BOUCHERVILLE

MME JEANNE SIMARD
ANJOU

MME RÉJEANNE SIMARD
SAINT-THOMAS-DE-JOLIETTE

MME MIREILLE SOURDOU
DOLLARD-DES-ORMEAUX

MME JEANNE TANGUAY
VILLE DE LÉRY

MME JOHANNE TESSIER
BOISBRIAND

M. LOUIS THÉRIAULT
MONTRÉAL

CLAUDE VADNAIS
SAINT-CHARLES-BORROMÉE

M. PIERRE VANIER
ANJOU

MME PIERRETTE VIAU
BOUCHERVILLE

M. GILBERT VINCENT
MONTRÉAL

« Merci à tous ceux et celles qui ont participé. »

Prévoyez un délai de 4 à 6 semaines pour la réception de votre prix.

La Presse

cyberpresse.ca

CONSUMMATION

| NETTOYAGE À SEC |

Des conflits résolus sans froisser personne

CLAIRE HARVEY
collaboration spéciale

La veste en similicuir que vous avez apportée chez le nettoyeur est revenue en loque, votre manteau de duvet a perdu ses plumes et le bas de votre pantalon est désormais taché. À qui la faute ?

Le Bureau d'éthique commerciale propose au consommateur et à son nettoyeur aux prises avec un conflit, un système de règlement : le Comité d'examen des plaintes en matière de nettoyage à sec. Chaque mois, les membres du comité étudient quelque 80 morceaux revendus de chez le nettoyeur dans un état lamentable et cherchent à savoir qui, du fabricant, du nettoyeur ou du consommateur, est responsable de ce qui est arrivé. « Nous prenons connaissance des versions données par le consommateur et le nettoyeur, dit Andrée Jetté, du Bureau de la concurrence d'Industrie Canada. Puis nous procédons à un examen visuel. Ensuite, nous portons des jugements au meilleur de nos connaissances. Évidemment, cette manière de faire a des limites. Malgré toutes les données, nous ne savons pas toujours ce qui s'est réellement passé. »

Les résultats ? En mars dernier, lorsque Option consommateurs a assisté à une réunion de la Table de médiation, les manufacturiers et les consommateurs ont été jugés respectivement responsables des dommages causés au vêtement dans 58 % et 33 % des cas, les nettoyeurs dans seulement 5,5 % des cas. Dans les autres situations, les dommages étaient inexplicables. Au cours des six mois précédant notre visite, les consommateurs et les fabricants avaient été respectivement jugés responsables dans 31 % et 40 % des cas, les nettoyeurs dans 14 % des cas. Avec de telles statistiques, on se demande si ce comité est impartial ? Nous nous sommes posé la question. Le comité est composé d'une représentante d'Industrie Canada, d'une technicienne en laboratoire textile,

d'une représentante des consommateurs et de deux représentants des nettoyeurs dont l'un est également président du comité. Devrait-il y avoir un consommateur de plus ? Cela a déjà été suggéré par Option consommateurs, mais rejeté.

Toutes sortes de problèmes

Le comité en voit de toutes les couleurs : vêtements pleins de trous, manteaux dont la doublure a rétréci, robes dont la couleur est délavée, jupes irrémédiablement tachées, etc. Il arrive que la faute incombe hors de tout doute au consommateur. Les étiquettes que l'on arrache causent bien des problèmes aux nettoyeurs. Il est aussi possible que l'usure normale du vêtement n'apparaisse qu'à la suite du nettoyage. Ou que des taches, invisibles sur un vêtement sec, paraissent lorsqu'elles sont en contact avec les produits utilisés lors du nettoyage. L'un des nettoyeurs siégeant au comité (ces nettoyeurs demandent l'anonymat) signale que bon nombre de produits, tels que les boissons gazeuses, le vin, le café et les parfums, contiennent du tanin. « Au nettoyage, cela peut causer une tache, d'une couleur allant du jaune au brun, qui ne s'enlève pas. Lorsque c'est le cas, le dommage a été causé avant que le nettoyeur ait le vêtement entre les mains. Il ne peut donc pas en être tenu responsable. »

Les fabricants ont aussi leur part de responsabilité. Des vêtements composés d'étoffes dont le mode de nettoyage est incompatible et des teintures qui ne tiennent pas, voilà, selon les nettoyeurs, quelques-uns des problèmes qui incombent aux fabricants et aux importateurs. « Ces derniers suivent les caprices de la mode », dit Catherine Bastien, technicienne en textile et coordonnatrice de projet chez Consoltext. Soucieux d'être à la fine pointe, ils s'empressent à mettre de nouveaux produits sur le marché, et ne prennent pas toujours le temps de les tester afin de voir comment ils réagiront au net-



Photothèque La Presse

Il y a dix ans, M^{me} Andrée Champagne, ci-dessus, recevait beaucoup de plaintes au sujet des vêtements en soie qui pâlissent au nettoyage.

toyage. Cela cause des situations complètement aberrantes. « Des vêtements qui ne peuvent être ni lavés ni nettoyés, cela existe ! poursuit Mme Bastien. C'est le cas notamment de ceux faits à partir de « fibres floquées » ; c'est ainsi que l'on appelle les fibres imitant le velours ou la cuirette, par exemple. »

L'absence d'étiquette, des étiquettes mal traduites ou dont le contenu est contradictoire, voilà qui donne aussi du fil à retordre aux nettoyeurs. « En vertu de la Loi sur l'étiquetage des textiles, seule l'étiquette de composition des tissus est obligatoire, souligne Jannick Desforges, directrice du service juridique à Option consommateurs. Si la plupart des fabricants indiquent la façon de nettoyer un vêtement, ils ne sont pas tenus de le faire. » Selon Andrée Jetté, le net-

toyage doit normalement connaître la façon de nettoyer les tissus composant le vêtement. « Lorsqu'un problème survient, le Comité évalue si les règles de l'art ont été suivies ou non. »

Évidemment, il est possible aussi que cela soit seulement la faute du nettoyeur. C'est notamment le cas lorsque le nettoyeur ne respecte pas le mode de nettoyage inscrit sur l'étiquette du vêtement, lorsqu'il s'y prend mal ou lorsqu'il s'acharne à vouloir faire partir une tache.

Pour se prémunir contre les risques, des nettoyeurs peuvent faire signer au client une formule qui le dégage de toute responsabilité. « Lorsque nous sommes convaincus qu'un vêtement ne peut être nettoyé, nous l'indiquons au consommateur, explique un nettoyeur.

S'il insiste pour que nous le nettoyions quand même, nous le faisons, mais à ses risques. » Cette manière de faire est-elle légale ? « Seulement si le nettoyeur inscrit sur la formule de quels risques il s'agit et s'il a d'abord dit clairement au consommateur qu'il ne voulait pas nettoyer le vêtement », signale Me Desforges.

Vous avez un problème de nettoyage à sec ? Vérifiez si votre nettoyeur affiche dans son commerce le certificat émis par le Bureau d'éthique commerciale. Si c'est le cas, le comité pourra examiner le vêtement et rendre sa décision par écrit dans un délai d'un mois. Le nettoyeur n'a pas bien fait son travail ? On l'invite à le reprendre ou à conclure une entente avec le consommateur. C'est plutôt la faute au fabricant ? On encourage le consommateur à demander au détaillant un dédommagement (lorsque le consommateur a acheté son vêtement à l'étranger, on ne peut rien faire pour lui). Le détaillant ne veut rien entendre ? Le consommateur peut alors s'adresser à Industrie Canada (1 800 348-5358) où on évaluera la pertinence d'intervenir dans le dossier.

Actuellement, seulement 219 nettoyeurs sur environ 1400 participent au programme du Comité des plaintes en matière de nettoyage à sec. Ce service n'enlève pas aux parties la possibilité de s'adresser à la Cour des petites créances si elles ne sont pas satisfaites. Vous avez un problème ? Tenter votre chance ne coûte rien et peut donner des résultats. Si vous obtenez une décision en votre faveur, le nettoyeur ou le fabricant fautif sera sans doute mieux disposé à vous offrir un règlement satisfaisant.

option
consommateurs

Site internet: <http://www.option-consommateurs.org>
Courriel: info@option-consommateurs.org
2120 Sherbrooke Est,
bureau 604 Montréal (Québec) H2K 1C3
Télécopieur (514) 598-8511

Six Américains entrés illégalement pourront demeurer 30 jours au Canada

RAYMOND GERVAIS

LES SIX AMÉRICAINS interceptés jeudi à Lacolle par la Gendarmerie Royale du Canada après avoir tenté d'entrer au Canada illégalement, ont 30 jours pour retourner aux États-Unis.

Deux arbitres de Douanes Canada leur ont interdit hier le droit de séjour au pays, sans toutefois ordonner leur expulsion sur-le-champ.

Eric Untiedt, 20 ans, Penn Steven, 35 ans, Laura McDonald, 20 ans, Evan Christopher Coestari, 20 ans, Samuel Dock Alcoff, 20 ans et Joseph Woodward Alcoff, également âgé d'une vingtaine d'années, ont tous comparu hier devant un arbitre d'immigration et ont reconnu être entrés au pays illégalement.

Des accusations d'avoir fait une fausse déclaration sur un fait important après avoir été admis au pays et de ne pas s'être présentés à un poste de douanes ont été portées contre eux.

Depuis leur arrestation jeudi, les six Américains étaient détenus au Centre de détention de Laval où a eu lieu leur comparution hier.

Les deux arbitres, M^{me} Irène Dicaire et M. Michel Beauchamp, ont consenti à libérer les accusés tout en leur imposant des conditions. Les arbitres ont toutefois jugé que les Américains ne présentaient aucune menace pour le Canada et que leur engagement de quitter le pays d'ici 30 jours était suffisant.

Les Américains ont accepté de se soumettre aux conditions imposées par les arbitres afin de pouvoir recouvrer leur liberté, lesquelles conditions sont de fournir leur adresse au Canada, de rapporter tout changement d'adresse et de se rapporter à un poste frontalier afin de confirmer leur départ. S'ils ne le font pas, la mesure d'interdiction de séjour deviendra une mesure d'expulsion sur-le-champ.

Les six Américains désiraient se rendre à Québec afin de manifester lors du Sommet des Amériques.

Un des intrus, Samuel Dock Alcoff, s'était déjà vu refuser l'accès au Canada à deux reprises par le passé. Il avait été refoulé aux postes frontaliers de Lansdowns et de Prescott mercredi dernier.

HYUNDAI LA DÉCOUVERTE DU PRINTEMPS!

DE SÉRIE :

- MOTEUR 16 SOUPAPES DE 2,4 LITRES
- CLIMATISEUR SANS CFC
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE ÉLECTRONIQUE À 4 RAPPORTS
- RADIO STÉRÉO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- DEUX COUSSINS GONFLABLES (PUISSANCE DE DÉPLOIEMENT RÉDUITE) AVEC SYSTÈME DE DÉTECTION DE PRÉSENCE DU PASSAGER
- GLACES ET VERROUILLAGE ÉLECTRIQUES
- ET BEAUCOUP PLUS!

POUR SEULEMENT 20 \$ DE PLUS PAR MOIS,
LA SONATA GL V6 VOUS OFFRE :

- MOTEUR V6 DE 2,5 LITRES
- FREINS À DISQUE ASSISTÉS AUX 4 ROUES
- PHARES ANTIBROUILLARDS
- ROUES DE 15 PO EN ALLIAGE

SONATA GL 2001

À PARTIR DE
229\$*

PAR MOIS / 48 MOIS
PDSF 20 495 \$

FINANCEMENT
0%
DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS



XG300 2001

À PARTIR DE
365\$**
PAR MOIS / 48 MOIS
PDSF 31 995 \$

FINANCEMENT
4,8%
DISPONIBLE JUSQU'À 48 MOIS

DE SÉRIE :

- MOTEUR V6 DE 3 LITRES
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS AVEC MODE SHIFTRONIC
- FREINS ANTIBLOCCAGE ABS
- ANTIPATINAGE
- DEUX COUSSINS GONFLABLES FRONTAUX ET LATÉRAUX (PUISSANCE DE DÉPLOIEMENT RÉDUITE)
- SELLERIE EN CUIR
- TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE
- RADIO STÉRÉO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- RÉGLAGE AUTOMATIQUE DE LA TEMPÉRATURE
- RÉGULATEUR DE VITESSE
- GLACES, VERROUILLAGE ET RÉTROVISEURS DÉGIVRANTS À COMMANDES ÉLECTRIQUES
- ET BEAUCOUP PLUS!



GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2001 à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 992 \$, 1 995 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. ** Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la XG300 2001 à partir de 365 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 17 520 \$, 4 495 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 4,8 % jusqu'à 48 mois. En sus, frais administratifs de 250 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2001. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 30 avril 2001.

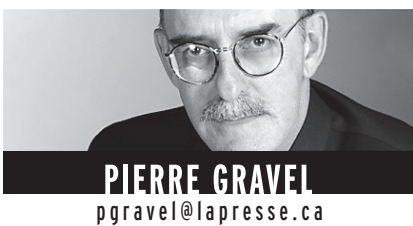
LES PARTENAIRE HYUNDAI



HYUNDAI
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

FORUM

Pas de gagnant!



PIERRE GRAVEL
pgravel@lapresse.ca

Personne n'avait rien à gagner dans l'affrontement entre les Témoins de Jéhovah et les autorités municipales de Blainville, au nord de Montréal, qui vient de connaître un premier dénouement en Cour supérieure. Et tout le monde y a effectivement perdu.

Même si, de prime abord, la thèse selon laquelle l'obligation d'obtenir un permis pour faire du porte à porte viole la liberté d'expression et de culte l'a emporté, rien ne permet de penser que les Témoins de Jéhovah seront plus populaires à Blainville. Bien au contraire. Les citoyens qui, avec leurs protestations contre le fait de se faire importuner par cette pratique, ont été à l'origine de cette affaire ne seront certes pas mieux disposés à l'endroit de ces propagandistes. Et il y a fort à parier que les contribuables, dont les taxes auront été utilisées pour défrayer les coûts de cette cause qui n'aurait jamais dû en venir là, ne seront pas très sympathiques envers ceux qui prétendent aujourd'hui l'avoir gagnée.

Par ailleurs, l'administration locale, qui avait cru astucieux de traiter cette religion et ses zéloteurs comme s'il s'agissait d'une banale opération de démarchage commercial, est la grande perdante dans cette histoire. Le tribunal a estimé, avec raison, qu'assimiler ces derniers à des colporteurs est « insul-

tant, dégradant, vexatoire et diffamatoire... » C'est au fond une façon un peu sévère mais combien pertinente de souligner qu'il eût été bien plus simple d'accéder à la demande des dirigeants de cette congrégation qui souhaitaient conclure une entente leur permettant de faire ce qu'ils estiment être leur devoir religieux sans basculer dans l'illégalité.

Ceci étant dit, il reste que cette démarche juridique basée sur la Charte des droits et libertés n'aura certes pas comme effet de donner plus d'autorité morale à ce texte dont ses promoteurs voulaient qu'il soit la référence ultime sur des questions essentielles dans une société qui se prétend civilisée. Or il est loin d'être évident qu'en invoquant ce document fondamental pour régler un problème somme toute mineur, on ne succombe pas au piège du galvaudage. Une tentation qui risque d'en miner la crédibilité. Quand on en est rendu à appeler la police parce qu'un Témoin de Jéhovah sonne à la porte, cela ne témoigne pas d'un seuil de tolérance très élevé. Mais aborder cet exercice indiscutablement religieux comme si on était en présence de vendeurs itinérants illustre un sérieux manque de discernement. Mais sûrement pas une manifestation de persécution religieuse.

Et le fait de se quereller devant un juge, pour savoir si on peut ou non sonner aux portes sans permis pour suggérer aux gens de lire la Bible, ne rend service à personne. Ni aux fidèles de cette congrégation, ni aux citoyens qu'on espère convertir ou protéger. Ni à la justice qu'on mobilise pour une question qui aurait dû se régler avant et ailleurs.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

La ZLEA a ses défenseurs et ses détracteurs



MARIE-CLAUDE LORTIE
marie-claude.lortie@lapresse.ca

Les quotidiens anglophones lus à Montréal (*The Gazette*, le *National Post* et le *Globe and Mail*) ont tous affiché tôt et clairement leur position éditoriale au sujet de la libéralisation du commerce entre tous les pays (sauf Cuba) de l'hémisphère américain, selon le modèle inspiré de l'ALENA et connu sous le nom de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Tous sont en faveur de la ZLEA et l'ont écrit souvent dans plusieurs textes éditoriaux expliquant en long et en large pourquoi, selon eux, le libre-échange tel que proposé dans la ZLEA est une bonne chose. Le *Globe*, par exemple, a fait une série d'éditoriaux sur les « mythes » de la mondialisation. On y expliquait, entre autres, qu'il était faux de croire, selon le quotidien, que les accords de libre-échange minent les pouvoirs des gouvernements, parce que ceux-ci continuent d'avoir le pouvoir de taxation. On parlait aussi de ce qu'on appelle le mythe de la pau-

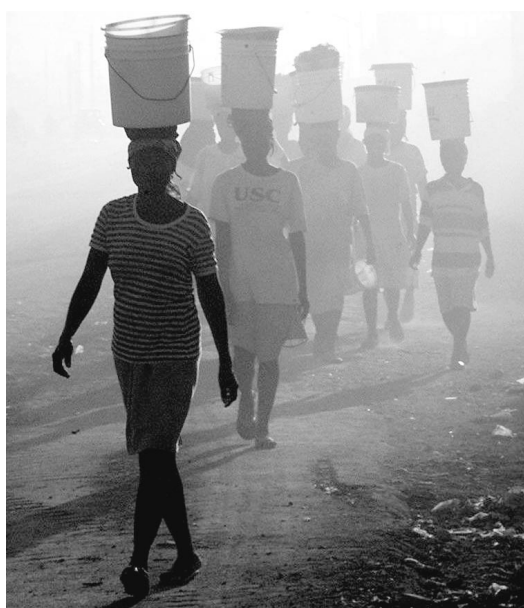
vrete en expliquant que, selon le journal, la libéralisation du commerce était la « meilleure recette contre la pauvreté » en permettant une croissance globale des économies nationales.

Le *National Post* est ensuite allé un peu plus loin en rejetant de façon particulièrement virulente l'importance des manifestants anti-ZLEA, que le journal a traité de « hooligans », sans pour autant préciser s'il parlait uniquement des étudiants tatoués et autres gauchistes militants mais aussi des mères de famille, des travailleurs et autres banlieusards de classe moyenne inquiets des répercussions de la ZLEA.

Le *Post* a écrit un éditorial pour dire que le premier ministre Jean Chrétien avait eu raison de dire que les manifestants anti-ZLEA étaient des entités négligeables qui allaient à Québec pour fêter et faire du « blabla ». « Le premier ministre du Canada mérite d'être félicité pour son attitude clairvoyante », a-t-on écrit.

Mais les journaux anglophones ont toutes sortes de chroniqueurs qui ne partagent pas tous le point de vue des pages éditoriales, si bien qu'on a pu lire aussi des prises de positions anti-ZLEA.

Naomi Klein, dans le *Globe*, par exemple, a dénoncé le discours des pro-ZLEA dans une



Plusieurs voient dans la ZLEA une façon efficace de lutter contre la pauvreté.

chronique intitulée : « Des mensonges, des maudits mensonges et des statistiques ». Elle y déboulonnait les arguments mis de l'avant par Brian Mulroney, l'ancien premier ministre, qui a entamé le premier libre-échange avec les États-Unis. M. Mulroney a publié la

semaine dernière un long papier d'opinion pro-ZLEA dans le *Globe*.

Mme Klein, elle, dit que les statistiques invoquées par M. Mulroney pour justifier le libre-échange disent justement pourquoi il faut s'opposer à ce type d'accord. Oui, il y a un enrichissement, dit-elle. Mais cet enrichissement ne s'est pas traduit par une amélioration générale de la qualité de vie de TOUT le monde. Et s'il y a effectivement des retombées à long terme pour les pauvres d'un enrichissement des plus riches, dit-elle, tout en mettant plusieurs bémols, tout cela prend beaucoup trop de temps et nécessite une attente d'une durée inhumaine pour ceux qui vivent dans la pauvreté en attendant. Au Mexique, écrit-elle, le gouverneur de la banque centrale a dit lui-même qu'il faudrait attendre encore 60 ans avant de voir la fin de la pauvreté extrême qui règne dans certaines couches de la société. Le respect de la dignité humaine, dit la journaliste, exige qu'on trouve donc d'autres modèles de développement.

À *The Gazette*, on a carrément fait un débat. En une du cahier du samedi équivalent à notre cahier *Plus*, on a partagé la page en deux et on a donné une moitié à Peter Hadekel, l'éditorialiste en chef pro-ZLEA et l'autre moitié à un journaliste qui a rédigé un article faisant le tour des arguments contre le projet de ZLEA (voir texte ci-dessous).

Est-ce que tout le monde sortira gagnant du Sommet des Amériques? Non!

Voici des extraits d'un texte publié dans *The Gazette*, le samedi 14 avril 2001.

ALEXANDER NORRIS

En principe, presque tout le monde aime le « libre-échange » et la « mondialisation ». Qui peut raisonnablement s'objecter à ce qu'on échange librement des biens et des services au-delà des frontières nationales? Quel mal peut-il y avoir à rapprocher les peuples, leurs cultures et leurs idées comme l'a fait Internet?

Les manifestants sont souvent dépeints comme des opposants à tout cela. Pourtant, rien n'est plus faux.

La plupart des membres du mouvement souvent appelé « anti-libre-échange » ou « antimondialisation » pensent que les nations devraient avoir le droit de commercer librement entre elles. Certains leaders de ce mouvement ont même fait campagne en faveur d'une diminution des barrières commerciales. (...)

Ce à quoi les manifestants s'objectent c'est aux nouveaux sens qui ont été donnés aux termes libre-échange et mondialisation. Maintenant, ces termes définissent un régime où les représentants des en-

treprises et de l'univers financier ont des pouvoirs légaux particuliers qui leur permettent de faire fi des inquiétudes légitimes des citoyens. (...)

Jusqu'à la fin des années 1960, quand on parlait de libre-échange, on parlait généralement de baisser ou d'éliminer des droits de douane. (...) Aujourd'hui, le libre-échange est devenu bien autre chose. (...)

Depuis l'avènement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le « libre-échange » est devenu, par exemple, un mécanisme de protection des monopoles des sociétés qui détiennent des brevets. Grâce à un accord prévu par l'OMC pour protéger la propriété intellectuelle, ce « libre-échange » a en fait étouffé la concurrence et fait grimper le prix de médicaments vitaux. (...)

Ensuite, avec l'ALENA, le « libre-échange » est devenu une façon de donner le droit aux entreprises de poursuivre les gouvernements élus, si ceux-ci ont le malheur de faire baisser leurs profits en mettant en place des lois pour protéger la santé publique.

Le « libre-échange » est aussi devenu une façon de limiter les nor-

mes environnementales et sanitaires dans plusieurs pays. L'interdiction européenne contre l'importation de boeuf traité aux hormones a été imposée à cause des inquiétudes scientifiques sur le caractère cancérigène de ces produits. L'OMC a rejeté ces inquiétudes et a donné son approbation à des sanctions commerciales destinées à punir l'Europe.

Dans tous ces cas, on était censé poursuivre le même objectif : empêcher les pays d'adopter des lois discriminatoires limitant le commerce ou les investissements.

Mais en inscrivant de tels « droits » commerciaux au sein du droit international et en leur donnant préséance sur les autres lois nationales (et même sur certains accords internationaux touchant l'environnement, les droits des travailleurs et les droits humains en général) les bureaucraties mises en place pour administrer l'ALENA et l'OMC gèrent la mondialisation de façon à en faire bénéficier les entreprises, au détriment d'autres valeurs fondamentales. (...)

Ceux qui appuient cette approche à la libéralisation du commerce prétendent souvent que c'est la seule façon de donner le coup de pouce économique nécessaire pour sortir les pays les plus pauvres de leur misère.

Pourtant, depuis la mise en place de ces nouveaux régimes commer-

ciaux, les plus pauvres sont en général devenus plus pauvres, tandis que les revenus des plus riches ont explosé.

Ceci est vrai au Canada, aux États-Unis et au Mexique, où les dernières données disponibles nous montrent que les ménages les plus pauvres (et dans certains cas ceux des classes moyennes aussi) sont en chute depuis l'entrée en vigueur des accords de libre-échange les concernant.

C'est aussi vrai dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique qui ont embrassé la libéralisation des échanges commerciaux, note Dani Rodrik, un économiste politique à Harvard, à la John F. Kennedy School of Government.

Malgré la disparition marquée des barrières au commerce depuis les années 1980, Rodrik écrit que les économies de ces pays ont stagné ou ont connu une croissance moins rapide que durant les années 1960 et 1970, alors que plusieurs utilisaient les politiques maintenant rejetées par l'OMC, comme les subventions aux exportations et les exigences de contenu domestique.

En fait, Rodrik affirme qu'un des plus grands succès économiques du 20^e siècle, soit la croissance spectaculaire des économies des « tigres asiatiques », comme Taiwan et la Corée du Sud, n'aurait pas été possible si les règles régissant actuellement le commerce mondial avaient

été en vigueur à l'époque.

Mais pendant que les pauvres s'appauvrirent, les riches, eux, vivaient tout autre chose. Les salaires des dirigeants de grandes entreprises ont augmenté de façon exponentielle durant les 20 dernières années. En 1980, le PDG d'une grosse société américaine pouvait s'attendre à gagner en moyenne 42 fois le salaire d'un employé typique. En 1999, rapporte *Business Week*, il gagnait 475 fois plus.

La disparité entre les riches et les pauvres a grandi si rapidement que (...) à la fin de 1999, les trois milliardaires les plus riches du monde valaient, entre eux, plus que le PNB des 43 pays les plus pauvres avec leurs populations totalisant les 600 millions.

Ces disparités croissantes ne sont pas vraiment surprenantes lorsqu'on réfléchit aux iniquités qui ont été inscrites dans le droit commercial international.

Les droits commerciaux des entreprises comme Nike sont protégés par les pactes actuels de « libre-échange ». Et Philip Knight, le chef de la direction de Nike, a pu accumuler une fortune personnelle de 4,3 milliards. Mais nulle part y a-t-il des garanties légales équivalentes pour protéger les droits des travailleurs comme ceux qui, à la fin des années 1990, gagnaient 16 cents de l'heure pour fabriquer des chaussures Nike. (...)

À VOTRE TOUR

Parce que t'es laide...

LETTRE DE LA SEMAINE

JACINTHE LEMAY

L'auteure réside à Longueuil.

Parce que t'es laide... Et parce qu'elle a 9 ans, une confiance en elle écorchée par sa jeune vie scolaire, le sentiment de n'exister que pour subir, elle ne proteste même plus. Elle marche. Elle fera dorénavant à pied la distance entre l'école et la maison. Même si la commission scolaire a décrété que la distance excédait le kilomètre réglementaire, elle marche. Parce que des enfants ont décidé, eux, que l'autobus scolaire n'est pas fait pour les laides.

Détrompez-vous. Nous ne sommes pas dans une grande méchante ville, mais dans un beau petit village, et dans une école fréquentée par des enfants normaux, bien élevés et catholiques. Pour qui l'amour de « sa prochaine » n'a pas encore dépassé le stade du concept. Mais, on y travaille, on y travaille. Le dimanche, seulement.

Oh, bien sûr, avant d'en arriver là, on a caché la tuque, les mitaines, le foulard, la collation. Pour rire, c'est certain. On a aussi déchiré les dessins, mais çà, c'est déjà réglé, on s'est excusé dans les formes. Pardon d'en reparler.

Différente, très certainement. Sensible, malheureusement. Généreuse, malgré tout. Naïve, beaucoup trop. Mais laide ?

Les rires, les moqueries, et l'espoir. L'espoir d'une nouvelle école, d'un nouveau groupe, d'une nouvelle ville. Hélas !, un seul changement : la maison est à deux pas de l'école. Cette école secondaire qui porte, imaginez, le nom d'un saint.

Menaces. Qu'on lui coupe ses grands cheveux blonds, juste pour voir... Les coups de téléphone bidon. La bicyclette qu'on retrouve juchée dans un arbre.

Vous n'y êtes pas du tout. Ce n'est pas encore une grande méchante ville. Mais non. Une ville-dortoir de la rive nord bien ordinaire, dans une école fréquentée par des élèves un peu moins bien élevés, peut-être ? Et qui dorment, le dimanche.

Le moral mince, très mince. Et le coeur gros, très gros. Si gros, qu'elle souhaite, trop de fois, qu'il cesse de battre, définitivement.

C'était il y a 20 ans. Mais, ce pourrait être hier, ou la semaine dernière, ou le mois prochain. Avec, pour toute évolution, l'ajout du geste à la parole : « Parce que t'es laide, vlan ! » ou plutôt, « Parce que t'es laide, Pan, Pan ? » Aujourd'hui, la différence se mesure à la longueur du canon et à la quantité de munitions.

Mais c'était il y a 20 ans et, inutile d'ameuter les journalistes ou de déranger les forces d'intervention, il n'y a eu aucun mort à déplorer. Juste une blessée...

Heureusement, on est aujourd'hui plus « concerné », plus

« au fait », plus « vigilant » que dans le temps. Maintenant on apprend, dès la garderie. Les blocs et les légos sont devenus des armes offensives. Défends-toi à la garderie et « ...tu seras un homme, mon fils ».

Vingt ans plus tard, et ma fille est toujours aussi sensible. La trentaine éclatante et le coeur qui se serre à chaque histoire de malheur vécu, de tuerie scolaire. Un autre qui marche jusqu'à la maison. Mais qui reviendra à l'école avec son exaspération, sa douleur, sa solution. On criera, on pleurera, on se retrouvera à la cérémonie en se demandant pourquoi ? Alors qu'il aurait tout simplement fallu demander pardon ! Certains diront (non parmi les moindres, un président, pensez-donc) que le geste est lâche, d'autres, plus près de la vérité, le qualifieront de désespéré. Pour ceux qui l'ont vécu, le désespoir n'est pas « différent » d'il y a vingt ans, il est, malheureusement.

Vingt ans plus tard, et ma fille est toujours aussi généreuse, un peu moins naïve. D'autres n'ont pas eu sa chance, sa force, son endurance. Toujours aussi belle, également. Et moi, je remercie (le ciel ?) qu'elle soit toujours aussi différente.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, Mme Lemay recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume *Les meilleures photos des photographes de La Presse et The Gazette*.



Une vue de l'autoroute Ville-Marie, vers l'est, depuis la rue Saint-Antoine.

Une place publique pour Montréal

ANDRÉ BRAEN

L'auteur nous écrit d'Ottawa.

Montréal compte plusieurs places qui... n'en sont pas. Pourquoi ne pas enfin doter Montréal d'une véritable place publique, c'est-à-dire d'un vaste espace découvert encadré par une ou deux rangées d'arbres, sillonné d'allées plantées de bancs publics et abritant en son centre une fontaine ou mieux encore ! le stable de Calder que toutes les villes du monde nous envient et qui se meurt seul et incognito quelque part sur l'île Sainte-Hélène.

Une simple place publique, belle et servant à flâner, à rêver, à manifester, à se donner un rendez-vous, à jogger... comme ce doit être le cas de toute place publique. Une place qui se fait invitante pour les gens et rassurante pour les autorités publiques. Bref, un point de rencontre identifié à la ville et auquel s'identifie la ville.

Vous connaissez cet espace immense et

désert bordé à l'ouest par la rue Saint-Urbain, à l'est par la station de métro Champ-de-Mars, au sud par la rue Saint-Antoine et au nord par la rue Viger. Je sais : c'est l'autoroute Ville-Marie qui y creuse sa tranchée. Il suffirait de couvrir cet espace comme on l'a fait plus à l'ouest pour le Palais des congrès. Cela implique des coûts modestes pour des travaux de cette envergure si l'on se fie au cas du Palais des congrès.

La seule concession à l'automobile serait de conserver le passage de la rue Saint-Laurent. Entre celle-ci et le Palais des congrès, ce serait plutôt un parc qui serait aménagé pour faire face à cet édifice de plus d'un demi-milliard de dollars et qui mérite une vue différente de celle, indigne, d'aujourd'hui. Cela permettrait à la rue Saint-Antoine de se débarrasser enfin de ces horribles « pawn shops », juste en face de *La Presse*.

La Old Mission Brewery devrait toutefois être relocalisée dans un quartier plus

adapté et plus digne. À cet égard, les deux ordres de gouvernement ne se sont-ils pas engagés à combattre la pauvreté ? Imaginez la scène : vous êtes assis sur un banc de cette immense place avec au sud une vue inégalée sur la cité administrative (hôtel de ville, palais de justice...), à l'ouest, une vue sur le Palais des congrès et les gratte-ciel du centre-ville, à l'est, Vidéotron et le pont Jacques-Cartier et au nord, une vue sur des espaces qui restent à développer. Des structures légères et pouvant abriter cafés, librairies, restauration légère... pourraient d'ailleurs être aménagées pour la saison estivale du côté nord.

Montréal se transforme. Ce pourrait être là un beau projet rassembleur (compte tenu du lieu actuel) pour la nouvelle ville. Les fonds fédéraux et ceux du Québec pour les infrastructures seraient sollicités pour cette réalisation. Considérant la nature d'une telle place et des travaux envisagés, les coûts impliqués ne devraient pas être exorbitants.

Garderies: la fin des illusions

NADINE DODEMAN

L'auteure est une Longueilloise.

Dans un rare éclair de génie, le gouvernement québécois a eu l'idée de mettre sur pied un régime de garderies à 5 \$ dans l'espoir d'aider les familles. Le programme s'est avéré un cauchemar pour des milliers de foyers québécois. Écoeuvrée, c'est le premier mot qui me vient à l'esprit lorsque je pense à ce système. Mon mari et moi cherchons une place pour notre fille de deux ans et demi depuis plus d'un an : sans succès. La tension monte d'un cran à chaque mois puisque la fatigue se fait sentir de plus en plus. Parce que nous avons une place ! à 20 minutes de voiture et à 22 \$ par jour. Nous adorons pourtant notre Loulou, la gardienne de notre fille Anabelle. Puéricultrice de métier, elle est une gardienne hors pair et très dévouée, mais aller conduire et chercher notre fille nous gruge une heure de notre temps, en plus du transport pour aller au centre-ville : trois heures par jour en moyenne !

Nous sommes inscrits depuis longtemps sur des listes de CPE (Centre de la petite enfance) qui s'occupent de distribuer les places en milieu familial à 5 \$, en plus de toutes les autres garderies où nous avons laissé notre nom, dont celle située de l'autre côté de la rue, à une minute de chez nous. Il y a un mois, coup de téléphone d'une amie : elle a entendu

parler d'une place qui se libère près de chez nous. Téléphone à la gardienne, rendez-vous, rencontre... Nous apprendrons le lendemain, démolis, qu'Anabelle n'aura pas la place, sans aucune explication. Pourtant, ladite gardienne se fait payer un mois de vacances à prix fort. Là-dessus on était prêts à fermer notre gueule et payer, même si la pratique est douteuse.

Il y a deux semaines, re-coup de téléphone de Sylvie, la responsable du CPE. Re-rendez-vous, espoir, attente. Sylvie est là au rendez-vous, dévouée, avec la gardienne, une femme formidable : il suffit de voir ses deux belles adolescentes pour le comprendre. Un hic et de taille : la maison empest la cigarette, en plus d'un chat. Il ne m'est pas venu à l'esprit de poser la question à Sylvie : je pensais que les garderies en milieu familial étaient assujetties aux mêmes règlements que les grosses garderies. Re-attente, découragement. Des soirées gaspillées à visiter et toujours l'angoisse d'être recalés dans les listes du CPE.

Au début du programme à 5 \$, j'étais outrée, je dois l'avouer : pourquoi ne pas nous donner cet argent pour qu'on élève nous-mêmes nos enfants ? La réalité m'a vite rattrapée, parce que fonctionner avec un seul salaire s'est avéré désastreux pour nous... et que j'ai lavé des toilettes et fait du ménage dans des tours à bureau durant quatre ans pour payer un baccalau-

réat que je veux mettre à profit. Nous ne demandons pas la lune, juste une place dans une garderie près de chez nous.

Autre problème : le manque de transparence dans les listes de CPE. Toujours le même son de cloche chez les copines : tu entres plus vite si tu connais quelqu'un. Est-ce que je serai recalée si j'ai refusé une place ? Il est clair que les garderies ont le gros bout du bâton et certaines en profitent pour imposer aux parents toutes sortes de choses, parfois à la limite de la légalité. Poser des questions pour s'assurer de la sécurité des lieux et des soins apportés aux enfants ? Non mais un chausson avec ça ? Vous avez une place, prenez-la, sinon attendez...

Ah j'étais naïve, moi la belle étudiante de sociologie, dans ma tour d'ivoire, enceinte à la fin des études. Jamais, je n'aurais cru qu'un système aussi pourri m'aurait découragé d'agrandir ma famille. J'étudiais la société sans me douter que, dehors, tout fonctionnait de travers. Il aurait été pourtant simple de limiter l'accès à la garderie du quartier, dans un premier temps, aux gens du quartier, ensuite aux travailleurs dont le revenu annuel ne dépasse pas un certain montant, etc. Voyons ! Vive la loi du premier arrivé, premier servi ! C'est plus simple de cette façon. Écoeurant. Maintenant que mon espoir de trouver une place pour cet été est évanoui, je vais recommencer à faire des téléphones et des courbettes en espérant trouver une place pour septembre.

« Montée de lait », dites-vous ?

HÉLÈNE DAVID

L'auteure est une résidente de Montréal.

Depuis quelques mois, je demeure chaque fois ébahie d'entendre, la plupart du temps le matin à la radio de Radio-Canada, la référence à l'expression « avoir une montée de lait » pour signifier être en colère, comme si cette expression était utilisée de façon équivalente à « la moutarde me monte au nez ».

Comment en est-on arrivé à faire équivaloir une montée de lait à une montée de colère ? Ayant moi-même vécu l'expérience de l'allaitement avec mes enfants, je suis surprise de constater que « montée de lait » et « montée de colère » soient considérés comme équivalents, comme si le lait qui s'emmagasine dans nos seins et qui se prépare à nourrir le bébé ressemblait dans son processus à un élan de colère qu'on aurait de la difficulté à contenir. Depuis quand la montée de lait, phénomène éminemment féminin s'il en est un, suggère-t-elle, consciemment ou inconsciemment, à ceux qui utilisent la métaphore et à ceux qui l'entendent sans sursauter, une poussée agressive ?

Serait-ce la colère qui nous permet de produire du lait ? Est-ce que le geste d'allaitement serait à ce point pervers dans l'imaginaire collectif qu'il n'en reste dans son sens que l'idée de « montée », donc d'une force intérieure qu'il faut à tout prix endiguer ? Je suis surtout très étonnée du recours à cette métaphore qui inverse totalement le sens premier de l'expression « montée de lait », à savoir de sentir nos seins se gonfler de ce qui assurera la nourriture à notre enfant, quelquefois dans la douleur il est vrai, mais dans ce qui lui transmettra non seulement ce qu'il faut pour survivre, mais aussi un peu de nous comme mère, comme intermédiaire dans la transmission de notre héritage personnel, familial et culturel.

Une célèbre psychanalyste a écrit : « Au moment où la bouche rencontre le sein, elle rencontre et avale une première gorgée du monde. Affect, sens, culture sont coprésents et responsables du goût de ces premières molécules de lait que l'infans prend en soi. » (Piera Aulagnier, *La violence de l'interprétation*, 1975, p. 43) Devrions-nous alors conclure que le risque que le bébé prend à boire le lait maternel, c'est de consommer un lait caillé, « tourné au vinaigre » de la moutarde qui nous est montée au sein ?

À continuer de recourir à cette métaphore, ce sont les compagnies de lait maternisé qui se réjouiront !

La « performance » des hôpitaux

MARIETTE TREMBLAY

Un article récent de *La Presse* rapportait que le ministère de la Santé récompenserait les hôpitaux performants et pénaliserait ceux qui n'atteignent pas « l'indice Bédard », reflet, apparemment, du coût moyen de production des services. À cet effet, il m'apparaît essentiel que le ministre de la Santé explique ce qu'il entend exactement par ce virage.

Comment reconnaît-on les efforts des gestionnaires performants ? L'évaluation des hôpitaux est-elle basée sur le respect de principes et de valeurs tels que l'accessibilité et la prévention ? Car il y a véritablement des problèmes à ce chapitre, lesquels ne semblent d'ailleurs que s'amplifier avec le temps et sont loin d'être sans conséquence pour la santé des personnes. A-t-on défini des critères de qualité de service ? Quel est le délai raisonnable d'attente pour un examen considéré urgent par un spécialiste ? Et pour une intervention chirurgicale ?

Peut-on nous dire en termes de résultats si les hôpitaux « performants » ont amélioré l'accessibilité aux services et évité ainsi la détérioration de la santé des gens ? Ces questions sont légitimes, car nous sommes nombreux au cours de cette décennie de réformes à subir la situation des listes d'attente, ou à en être témoin, avec très peu de recours. L'attente qui perdure a des effets sur la santé, requiert souvent une intervention urgente et complexe, qui comporte des risques accrus sur la santé et la vie, sans compter un séjour prolongé à l'hôpital. Tout cela entretient inévitablement le cercle vicieux qui restreint encore l'accessibilité...

Doit-on accepter ces mois et ces mois d'attente comme étant la nouvelle norme et se dire convaincu que notre système est l'un des meilleurs au monde ?



VOUS VOULEZ
NOUS ÉCRIRE ?
Adresse électronique :
edito@lapresse.ca

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Dr Hubert Labelle

Le Dr Labelle vient de se voir confier le poste de titulaire de la toute nouvelle Chaire de recherche en sciences du mouvement.

JEAN-PAUL SOULIÉ

À la fois chercheur et clinicien, le Dr Hubert Labelle est chirurgien orthopédiste. Il est professeur de chirurgie à la faculté de médecine de l'Université de Montréal, et il est attaché à l'hôpital Sainte-Justine. Ses recherches portent sur l'évaluation et le traitement médical et chirurgical des enfants et des adolescents atteints de déformations scoliotiques de la colonne vertébrale, ainsi que des enfants atteints d'un handicap locomoteur. Depuis une douzaine d'années, le docteur Labelle travaille au jumelage d'ingénieurs, d'informaticiens, de médecins, de chirurgiens, de graphistes et de designers, et ses efforts ont rassemblé une équipe de spécialistes unique au monde.

Le Dr Labelle vient de se voir confier le poste de titulaire de la toute nouvelle Chaire de recherche en sciences du mouvement. Dotée d'une capitalisation de 1,6 million de dollars, cette chaire créée par l'Université de Montréal et l'hôpital Sainte-Justine va soutenir les efforts de la plus importante équipe au monde vouée à un problème spécifique, celui de l'étude des déformations musculo-squelettiques et des sciences du mouvement. *La Presse* salue la nomination du docteur Hubert Labelle et le nomme **Personnalité de la semaine**.

Cette semaine avaient lieu à Montréal les 14^e cours de mise à jour en orthopédie pédiatrique de l'hôpital Sainte-Justine. Ce mini-congrès était organisé en association avec l'hôpital Shriners-Canada de Montréal et l'hôpital de Montréal pour enfants. Cent dix orthopédistes sont venus suivre les cours des 12 conférenciers invités, dont sept de Sainte-Justine.

«Sainte-Justine, dit avec fierté le

Dr Labelle, est le centre hospitalier mère-enfant du Québec, et c'est sans doute le plus important du pays. En orthopédie, et surtout en recherche, nous sommes en avance sur tout le reste du Canada.» Les scolioses, ces déformations en spirale de la colonne vertébrale, touchent de 2 à 3% des adolescents, et on estime que 135 000 canadiens peuvent avoir besoin d'un traitement, dont 1% par chirurgie. On ignore encore à peu près tout des causes de ces déformations, même si on observe que de 80 à 90% des cas nécessitant un traitement sont des filles.

Les problèmes des os et des articulations sont tellement répandus que l'ONU et son Organisation mondiale de la santé ont décidé que cette décennie leur serait consacrée. Les maux concernés vont de déformations légères ou graves à l'arthrite, etc. Pour le Dr Labelle, qui est né en 1952, ces sujets sont familiers : son père, qui a été chef du service d'orthopédie à Sainte-Justine, a été un des premiers chirurgiens à utiliser des implants métalliques internes. Médecin depuis 1976, le docteur Labelle a fait sa résidence à Montréal et étudié en Californie et au Delaware, puis a fait des études postdoctorales à Montréal, en clinique d'abord, puis en recherche.

«En 1982, j'ai commencé à utiliser des ordinateurs, dit-il, et c'est de ma rencontre avec Jean Dansereau, un ingénieur de Polytechnique, qu'est née l'idée du laboratoire qui est devenu le plus gros, le plus moderne de notre spécialité». Au fil des années, l'équipe s'est formée autour de lui : sept ingénieurs, cinq médecins, un biologiste moléculaire, un spécialiste du mouvement, 15 associés de recherche et 24 étudiants au doctorat, à la maîtrise et au postdoctorat. Aujourd'hui, le LIS-3D (Laboratoire informatique de la scoliose 3D) est un regroupement de



«Sainte-Justine, dit avec fierté le Dr Labelle, est le centre hospitalier mère-enfant du Québec, et c'est sans doute le plus important du pays. En orthopédie, et surtout en recherche, nous sommes en avance sur tout le reste du Canada.»

chercheurs de l'Université de Montréal, de Polytechnique, de l'École de technologie supérieure de l'Université du Québec.

C'est au centre de recherche de l'hôpital Sainte-Justine qu'est situé le Laboratoire de modélisation biomécanique et de chirurgie assistée par ordinateur mis sur pied en 1998. «Notre projet le plus récent, c'est l'analyse informatique sur un simulateur de chirurgie. D'ici deux ou trois ans, affirme le docteur Labelle, on pourra faire une répétition générale des opérations devant un poste informatique, ce qui diminuera considérablement les risques.» Le travail de tous ces chercheurs est destiné à

traiter les 60 à 80 enfants souffrant de déformations, traumatismes et accidents qui se présentent à la clinique de Sainte-Justine toutes les semaines, et pour lesquels de 100 à 120 chirurgies sont pratiquées en moyenne chaque année.

C'est à ces opérations qui durent parfois de quatre à sept heures que le Dr Hubert Labelle pense en dévalant les pentes enneigées de Mont-Tremblant. Marié à une médecin généraliste, il est père d'une fille de 18 ans qui veut étudier la médecine et d'une de 14 ans qui préfère encore la planche à neige : «Mais attention ! Avec toutes les protections possibles !»



Photos: ARMAND TROTTER, La Presse



Retrouvez
La personnalité de la semaine
à Radio-Canada
demain matin

À LA RADIO

C'est bien meilleur le matin
avec René Homier-Roy
du lundi au vendredi
de 5h15 à 9h

95.1 fm
montréal
première chaîne
Radio-Canada

Retrouvez
La personnalité de la semaine
à Radio-Canada
demain matin

À LA TÉLÉVISION

Les 3 Mousquetaires
avec Louis-Georges Girard, Chantal Lamarre
et Gaston Lepage
du lundi au vendredi
de 9h à 10h

Radio-Canada
Télévision